

# LA GAUCHE COMMUNISTE

## TERRORISME PETIT BOURGEOIS ET GAUCHE COMMUNISTE

INTRODUCTION.....	1
LA DÉFAITE DU PARTI ARMÉ.....	3
CLASSES MOYENNES ET IDÉOLOGIE DU PARTI ARMÉ.....	8
Idéologie du parti armé.....	9
Recrutement du parti armé.....	11
Parti armé et Résistance.....	13
Nationalisme petit-bourgeois.....	14
L'esprit démocratique du parti armé.....	16
Parti armé et parti opportuniste.....	18
Le pré marxisme du parti armé.....	20
Des groupes terroristes, mouvements petit-bourgeois et sous-prolétariens, ne sortira jamais le parti de la révolution communiste.....	23
FIDÉLITÉ A L'ÉTAT DE LA PART DES CLASSES MOYENNES ET DES SOCIAUX-TRAÎTRES.....	27
LES LOIS SPÉCIALES CONTRE LE PROLÉTARIAT.....	30
FALSIFICATEURS DE LA GAUCHE ET INTERPRÉTATION MARXISTE DU TERRORISME.....	35
MARXISME ET VIOLENCE.....	43
LE PARTI, INTELLIGENCE DE LA CLASSE.....	46
LE PARTI NE NAÎT PAS DES CERCLES.....	48
Introduction de 2017.....	48
Un travail de parti tenace et cohérent.....	50
Activité et action.....	50
Organisation et discipline.....	52
A qui cela profite-t-il ?.....	54
Une sévère leçon pour tous.....	55
Les principes de l'organisation.....	56
Du parti aux « cercles ».....	58

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au rejet des blocs partisans, la dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, en contact avec la classe ouvrière, en dehors des politiques personnelles et électorales.

# Terrorisme petit-bourgeois et communisme de gauche

## INTRODUCTION

Le textes qui sont publiés dans ce deuxième numéro de notre revue sont des travaux qui ont déjà paru dans la presse de parti en langue italienne. « Gauche Communiste et Terrorisme petit - bourgeois » fut publié dans le numéro 5 de "Comunismo" (septembre 1980 : Sinistra comunista e terrorismo) ; « Le parti ne naît pas des cercles » dans les numéros 68, 69, 71, (Avril - juillet 1980) de "Il Partito Comunista".

En ce qui concerne la première partie du présent opuscule, celle dédiée au terrorisme, le lecteur notera qu'ont été pris en considération seulement une organisation terroriste italienne et les milieux politiques plus ou moins « contigus », toujours italiens ; ne sont pas analysés les documents d'autres formations telles la RAF, l'Eta, l'Ira, etc. La raison pour laquelle nous avons analysé seulement les positions politiques de l'organisation Brigades Rouges provient essentiellement du fait que, étant l'expression d'une même base sociale, en pratique, tous les groupes terroristes sus-mentionnés expriment une même idéologie ; de plus, les Brigades Rouges, à la différence des autres groupes terroristes, sont les seuls à prétendre incarner une continuité de programme et d'action avec le communisme révolutionnaire qu'auraient énoncé Marx et Lénine. D'où la nécessité pour le parti de démontrer combien les organisations de groupes politiques qui utilisent la terreur comme seule méthode de lutte politique ne sont rien d'autre que des organisations volontaristes et petites bourgeoises. Le texte n'a pas été actualisé par des événements qui ont défrayé la chronique, mais cela n'enlève rien aux considérations que le parti en a tiré. D'où le fait qu'en Italie, ces derniers temps, l'activité terroriste des Brigades Rouges ait repris, ne dément pas du tout ce que nous avons dit à propos de la faillite des groupes terroristes et des "repentirs", de leurs militants qui, à peine capturés, se font les délateurs de leurs camarades auprès de la police et des carabinieri.

Une chose est certaine : à part les Brigades Rouges, toutes les autres organisations terroristes mineures, Première Ligne, Action Révolutionnaire, etc., ont été défaites. L'aire de la soi-disant « gauche révolutionnaire » qui avait été depuis toujours la base sociale d'où le terrorisme avait puisé hommes, protection et légitimation, a maintenant désavoué de façon nette la lutte armée, déclarant elle-même se ranger du côté de l'État et des partis constitutionnels. L'enlèvement et la condamnation à mort du frère du "super repentini" Peci<sup>1</sup> démontrent quelle est la portée du phénomène de désertion, vu que, pour en atténuer les effets, le parti armé est contraint d'instaurer un climat de terreur en son propre sein. Au contraire, une contribution non indifférente au terrorisme est apportée par l'État qui se démontre incapable tant d'adopter des mesures de grâce pour ceux qui collaborent que de défendre les repentis et leur famille de la vengeance des « irréductibles ». (En un an et demi à peine, neuf terroristes « repentis », ou présumés tels, ont été tués, tant hors que dans les prisons).

Il ne reste qu'à confirmer totalement ce qui a déjà été écrit, en repoussant les affirmations aberrantes selon lesquelles les terroristes seraient des « camarades impatients, mais que se réclamant de la nécessité de la violence pour la lutte prolétarienne », ils contribuent à la reprise de la lutte de classe !

---

1 Fabrizio Peci est un « repentini » des Brigades rouges qui en 1980 « sauva sa peau » en vendant celle des autres.

Répétons que l'usage de la violence ne peut être considérée comme une pierre de touche pour distinguer les classes et les partis politiques. Le problème n'est pas pas d'accepter ou de condamner la méthode, mais bien de voir comment par qui et dans quel but on l'utilise.

Premières victimes des contradictions du capitalisme, les classes moyennes, terrain d'élection de l'opportunisme, peuvent combattre la bourgeoisie, mais seulement... « parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes » (Le Manifeste communiste, ch. Bourgeois et prolétaires). Marx rajoute : « Elles ne sont pas révolutionnaires, mais conservatrices : bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ! ».

Se heurter à la bourgeoisie... pour essayer de la supplanter, voilà bien le seul « devenir » de la petite bourgeoisie et du sous prolétariat. Les rares fois où ces couches se sont ralliées au prolétariat, c'était quand celui-ci était à deux doigts de La victoire, qu'elle semblait acquise. Mais dès que l'offensive révolutionnaire faiblit, dès que la victoire de la révolution est remise en cause, ces couches bâtardes tournent leur veste et appuient la contre-offensive de la bourgeoisie. Dans tous les cas, les classes moyennes n'ont qu'un « idéal », se trouver *du côté du plus fort*. Cette constance leur enlève toute possibilité d'avoir un rôle dirigeant quelconque dans la lutte des classes. Ce rôle revient au prolétariat, dirigé par son Parti Communiste, et à lui seul. Vieille thèse marxiste qu'il nous faut, une fois de plus, rabâcher.

Loin d'être démenties par ses formes les plus spectaculaires, les attitudes des classes moyennes, dont le terrorisme est une des manifestations les plus récentes, ne font que confirmer la thèse communiste mentionnée ci-dessus.

Le caractère contingent du texte qui suit n'enlève rien au jugement global formulé à l'encontre du terrorisme petit bourgeois : fruit des contradictions à l'intérieur desquelles se meuvent les classes moyennes, il en garde toutes les tares, du démocratism le plus plat au nationalisme le plus honteux, tout en cultivant le fétichisme de l'organisation « en tant que telle ». Loin d'être un « rayon de soleil » dans la lutte des classes, il est bien au contraire le symbole de l'écrasement du prolétariat. Dans les pays où il s'est manifesté, le terrorisme n'a fait qu'ajouter à la confusion, à la désorientation des travailleurs – *son objectif n'ayant jamais été, par ailleurs, de les organiser dans la défense de leurs intérêts de classe !* - et a consolidé l'opportunisme dans sa campagne de défense de l'ordre et de l'État en place.

Il est donc nécessaire pour le parti d'affirmer clairement la nature et le rôle que jouent ces divers mouvements « extrémistes » qui, dans tous les cas, sont loin d'être les précurseurs de quoi que ce soit. Cela passe par la réexposition des thèses traditionnelles du marxisme, sur l'État, la violence, la démocratie, le parti, la dictature.

C'est pourquoi il est nécessaire de se démarquer aussi nettement de certains, qui, se réclamant frauduleusement de la tradition de la Gauche Communiste, en dénaturent le contenu, pour favoriser leur grand projet politique : occuper le terrain laissé vide par l'extrême gauche et Cie. Il est vrai que pour eux, l'important n'est pas le maintien de l'invariance programmatique, stratégique, et tactique, mais d'être « là où ça bouge » : pourvu qu'on les voie, même si c'est dans les polémiques les plus obscènes, le reste, ils s'en lavent les mains. Il faut nous démarquer du terrorisme petit-bourgeois comme du « terrorisme aux gants blancs », tout aussi petit-bourgeois mais combien plus pernicieux.

La pratique des petits cercles et du regroupement, de l'absorption des petit cercles (avec son envers : exclusion des cercles qui ne se soumettent pas à la majorité) n'est pas une pratique de parti et n'a rien à voir avec la formation du parti communiste. C'est cette pratique que dénonce, en revenant toujours aux points cardinaux de la doctrine marxiste, le texte additif en fin de volume, qui ne fait que rappeler pour aujourd'hui les Thèses de Lyon : « C'est uniquement par une action correcte dans le domaine tactique et en s'interdisant les chemins de traverse par des normes d'action précises et respectées que le parti se préserve des dégénérescences, et jamais par de simples credo théoriques et par des sanctions organisatives » (Thèses de Lyon, 1926).

## LA DÉFAITE DU PARTI ARMÉ

Les audacieuses opérations éclairs du général Dalla Chiesa et les confessions des terroristes « repentis » ont permis d'assener à la subversion un coup mortel : c'est ainsi que s'expriment les porte-paroles de l'état et tous les journalistes aux ordres. Ils chantent les louanges et la valeur des intrépides forces de l'ordre qui, au mépris du danger, avec l'abnégation et l'astuce qui leur sont propres, ont su mettre en déroute en un clin d'œil toutes les organisations armées opérant sur le territoire italien. Une autre grande victoire du régime, trop claironnée pour être vraie, est la « tenue démocratique » des travailleurs qui, en refusant fermement la violence, auraient isolé les terroristes jusqu'à les contraindre à la capitulation et même à la collaboration avec la justice.

Créer le mythe de l'efficacité maximale de l'État et de la collaboration de classe a toujours été l'aspiration de la bourgeoisie. Cela sert à terroriser le prolétariat en présentant aux travailleurs un État omnipotent et omniprésent, capable de contrôler et de réprimer toute forme de déviance. Il serait impossible de briser le pouvoir d'État, alors que, au contraire (et c'est ici que joue l'infâme politique des traîtres au marxisme), il serait très possible de le réformer démocratiquement et d'écarter graduellement toute inégalité économique et sociale. Le parti a le devoir de démolir ces mythes et d'expliquer au prolétariat comment l'État bourgeois est vulnérable, et est destiné à succomber sous les coups assenés par un prolétariat gigantesque finalement réveillé. À ce propos, dans les colonnes de notre journal « Il Partito Comunista », nous avons plusieurs fois mis en évidence comment l'appareil d'État pachydermique, dans lequel le bureaucratisme, l'incompétence, les intérêts personnels et les luttes pour le pouvoir dominant de façon souveraine, peut être mis en crise temporairement, même par une poignée d'hommes armés. En particulier, au regard de l'efficacité de la police et des carabinieri, nous sommes convaincus que, malgré les grands moyens mis à leur disposition, on en est resté au même niveau qu'à l'époque où les sbires, aux frontières, inspectaient les valises des émigrés dans le but d'y trouver les « cellules communistes ». Le mérite de toutes les victoires rapportées par l'État dans la lutte contre le terrorisme revient, aux dires mêmes des flics au mouchardage, au travail des indicateurs.

Mais qui sont les mouchards ? Est-ce que ce sont des agents de la police du type 007 infiltrés de façon astucieuse à l'intérieur des groupes clandestins ? Sauf cas isolé, il semble que les pistes ont été ouvertes par les éléments les plus « politisés » du « milieu », sur le pouvoir déstabilisant desquels le parti armé a toujours beaucoup compté, et des terroristes eux-mêmes capturés qui n'attendaient que ça pour se mettre à table ; ceux-ci ont rivalisé à qui mieux mieux et ont réussi à faire déclencher les coups les plus durs contre cette organisation qui était auparavant la leur, marchandant la vie de leurs camarades en échange de promesses de grâce ou de réduction de peine. Quelquefois, c'est par simple et stupide bravoure que les terroristes se sont fait prendre, comme ce fut le cas pour Curcio, repéré tout simplement parce qu'il fréquentait trop assidûment les mêmes lieux. Il en a été de même pour Prospero Gallinari, qui s'est fait mitrailler dans le centre de Rome, en plein jour et à découvert, alors qu'il plaçait une fausse plaque sur une voiture volée ; idem pour deux autres terroristes qui, dans un bar de Turin, sortaient leurs pistolets seulement pour mieux les réajuster dans leurs poches. Enfin, il n'est pas à exclure que quelques dissidents aient été lâchés pour éliminer les oppositions internes.

Inefficacité et légèreté, le tout avec beaucoup de démagogie, telles sont les caractéristiques, tant des hommes de la police que de ceux du parti armé. Aux affirmations selon lesquelles la classe ouvrière a résisté aux sollicitations, disent les opportunistes, de ceux qui leurs proposaient la fausse voie de la violence, contribuant ainsi à isoler le terrorisme, nous devons affirmer que la tenue démocratique de la classe ouvrière n'est que mensonge. Aujourd'hui le terrorisme n'en vient pas à être battu parce que la classe ouvrière a exprimé une volonté de défense du régime démocratique. Il est vrai de façon absolue que le terrorisme individualiste est une arme étrangère au prolétariat et à ses intérêts historiques, alors qu'il est propre à la petite bourgeoisie, classe moyenne toujours destinée à jouer des rôles subalternes, et à être, dans les moments de difficulté de l'État, enrôlée dans des fonctions contre-révolutionnaires. D'autre

part, il est faux que le prolétariat ait exprimé une volonté d'appui au régime contre la soi-disant subversion ; il a historiquement une seule volonté, ou bien il exprime celle-ci ou bien il n'en exprime aucune, et c'est la situation actuelle. Mais, même malgré tout le travail des partis traîtres et des bonzes syndicaux, la classe ouvrière ne se dresse pas comme ils la voudraient, au secours de la légalité démocratique ; il reste bien ancré dans le cœur des travailleurs cet instinct de classe qui permet de reconnaître un ennemi dans l'image du patron, du bureaucrate, du policier et de l'indic.

Que dans quelques usines les ouvriers aient porté un toast à l'annonce de la nouvelle que des représentants de la bourgeoisie avaient été tués par les BR ne veut pas dire, comme en déduisent ces dernières, que la classe ouvrière soit pour la lutte terroriste, de la même façon que le fait que les ouvriers n'aient pas encore la force de se rebeller contre le régime d'esclavage salarié ne démontre en rien qu'ils ont historiquement choisi de se rallier à la défense de cette société basée sur l'exploitation et sur le sang. Mais, à part cela, la meilleure preuve de l'inconsistance de l'argumentation opportuniste, d'après laquelle le prolétariat se réfléchirait dans la république démocratique et antifasciste, s'appuie sur le refus, lui-même exprimé par les opportunistes en premier, de la classe armée (le « parti armé » est une caricature de l'impuissance petite-bourgeoise).

L'existence d'un État qui mérite l'appui du prolétariat non seulement n'exclut pas mais implique même l'armement des ouvriers, autrement comment pourraient-ils le soutenir ? Mais, plus que tout autre, ce sont ceux là mêmes qui prêchent l'indissolubilité de l'union classe travailleuse - État démocratique qui tempêtent dès qu'on leur parle de la défense militante de l'État prolétarien.

La classe ouvrière est malheureusement, de la manière la plus complète, soumise à l'oppression capitaliste, victime de la pire forme de la dictature bourgeoise que constitue le régime démocratique et l'infection de l'idéologie social-pacifiste.

C'est quand elle se défera de cette chape de plomb, qu'elle réfutera de façon décidée tant la violence petite bourgeoise que le pacifisme démocratique, qu'on trouvera ceux-ci en face, unis et armés jusqu'aux dents pour la « dissuader » de déclencher son attaque au cœur de l'État.

La tenue démocratique, on l'a vu, c'est vrai, mais non dans l'attitude du prolétariat, malheureusement passif spectateur, ni dans l'attitude de la grande bourgeoisie ; au contraire, elle a été exprimée par le marais petit-bourgeois ; c'est lui justement qui avait, des années auparavant, poussé à la solution violente, et qui, maintenant, vu l'impossibilité de faire venir l'État au compromis – avec lequel on s'était illusionné de pouvoir traiter d'*égal à égal* – s'aligne comme des moutons et demande amnistie et pardon. Ce n'est même pas la peine de citer la maturation démocratique de ce cloaque de Lotta Continua et ses pleurnicheries sur la valeur de la vie humaine ou de la paix. Cette poignée d'imposteurs, après avoir exploité l'imbécillité des étudiants et la sincérité de milliers de jeunes illusionnés (aujourd'hui réduits à s'injecter de la morphine), s'est maintenant rangée, et, comme Toni Negri, avec ses lettres chagrénées de prison, invite à couper définitivement les ponts avec toute forme de violence, au bénéfice de la pacifique et civile confrontation démocratique. Toute forme de violence, disent-ils, est à condamner, mais entre la noire et la rouge, il faut condamner avec plus de véhémence la rouge. Nous reviendrons plus loin sur le comportement de ces messieurs, il nous suffit maintenant de les rappeler pour démontrer comment autant l'aile pacifiste-légalitaire que celle violente de la petite-bourgeoisie se pénètrent et se conditionnent mutuellement.

Nous sommes peut-être les seuls à reconnaître aux terroristes un large terrain social où ils puissent leurs racines : celui-ci est composé de la petite bourgeoisie et du sous-prolétariat. Ces couches ne constituent pas une classe, mais seulement un mélange hétérogène de couches sociales bâtardes et marginales ; elles sont incapables de s'exprimer par un parti car elles sont privées d'une doctrine et encore plus d'une finalité historique. Les militants armés ne sont pas même l'avant-garde de ces classes moyennes, dans le sens des éléments les plus politisés, et, ainsi, ils ne sont pas nécessairement non plus les plus radicalisés (le démontre le fait que, avant qu'ils ne passent à la clandestinité totale, ils conduisaient une vie de citadin au-dessus de tout soupçon, tant est intègre, d'un point de vue bourgeois, leur comportement) ; ils sont simplement, selon la terminologie de la nouvelle gauche, les plus « virulents ». Ils suivent eux-aussi les oscillations de leur base sociale, et quand celle-ci se fait collaborationniste, ils se font eux aussi collaborationnistes, et le mot de Mao : « Compter sur ses propres

forces », adapté aux nécessités de l'heure, se change en « sauve qui peut ». En conséquence, ce qui était vanté comme un parti solide tel un bloc granitique s'évanouit comme neige au soleil, et c'est naturel. Car c'est bien une garantie pitoyable que celle qui consiste à faire dépendre la capacité du parti et de ses adhérents d'une forme organisationnelle. Des organisations clandestines parfaites dans les moindres détails peuvent réussir à se prémunir contre les carabiniers, alors qu'elles restent victimes de leurs propres hommes, chefs ou non. Le parti communiste, de par la nécessité de son action, avant, pendant et après la prise du pouvoir, doit posséder une structure centralisée et hiérarchisée. « Sans une organisation solide, préparée à la lutte politique à tout moment et dans toutes les situations, dit Lénine, on ne peut pas parler de ce plan systématique d'action, éclairé par des principes fermes et rigoureusement appliqués, qui est le seul qui mérite le nom de tactique »

Mais, et c'est là que nos révolutionnaires achoppent, cette organisation ne naît pas comme modèle dans la tête de chacun pour être ensuite exercée dans l'affrontement social de classe. Il n'est pas possible de confier la réalisation de la direction révolutionnaire de classe à l'établissement d'une certaine structure organisationnelle, si parfaite soit-elle... sur le papier.

Pour Lénine, l'organisation est l'arme sans laquelle la tactique ne peut se réaliser : organisation unique comme reflet et produit organique d'une activité se développant sur la base de présupposés uniques et selon une seule direction. Pour les « léninistes » du genre de Staline, l'organisation unique, le centralisme, la discipline sont les précédents pour arriver à posséder une tactique et une direction d'action unique. Les « léninistes » du genre de Staline imposent le mythe petit-bourgeois du modèle de parti, garanti, en vertu de sa structure, aujourd'hui, demain et toujours, contre les erreurs et les déviations.

La petite bourgeoisie cherche toujours des assurances sur la réussite de la révolution. Mais de telles garanties ne pourront jamais venir. d'« organisations de fer » si cette structure ne s'appuie pas sur une base théorique et programmatique homogène et unitaire.

« Pour conclure tout cela, il faut rétablir une thèse marxiste fondamentale selon laquelle le caractère révolutionnaire du parti est déterminé par des rapports de forces sociaux et des processus politiques, et non par des formes diverses, du genre des organisations (...). Toutes ces manifestations sont une survivance anti-marxiste et anti-léniniste de l'utopisme, car celui-ci consiste à affronter les problèmes non pas en partant de l'analyse des forces historiques réelles, mais en traçant une magnifique constitution ou un plan organisationnel ou réglementaire. » (L'Unité, 26-7-1925).

Doctrine, programme, tactique sont les bases du parti ; l'organisation découle d'elles, et non l'inverse. Le manque absolu de programme révolutionnaire, comme nous le verrons ensuite, empêche la formation d'une solide organisation de parti, car personne ne peut être fidèle et discipliné, à une doctrine qui n'existe pas.

L'effondrement complet (défections en chaîne, désertions en masse, demandes d'amnistie) d'organisations qui auraient dû être imprenables, témoigne qu'on n'improvise pas un corps armé, que ne suffisent pas les moyens techniques, logistiques, financiers pour soutenir une guerre, si ceux-ci ne s'appuient pas sur une organisation politique de premier ordre, qui ne peut l'être que si elle est inspirée d'un programme historique, non contingent, et soutenu par de larges couches de purs prolétaires, par une lutte complexe sur tous les fronts contre le capitalisme et son régime politique, social et économique. Le comportement pratique des organisations du « parti armé » et de leurs adhérents démontre la véracité de ce que nous affirmons : la lutte politique interne pour la direction de l'organisation, les défections à la police, les désertions en masse, les règlements de compte dans le style de la mafia, les défections et fuites du caissier avec une partie de la caisse, l'usage dans un but personnel de l'argent de l'organisation, ce sont des choses devenues courantes à l'intérieur du « parti armé ». Le terrorisme a réussi une seule chose : il a réussi à reproduire, dans la clandestinité, un petit monde bourgeois avec toutes ses caractéristiques les plus significatives.

L'« opération Moro », son enlèvement, la détention et le meurtre, mettent en évidence divers aspects significatifs : 1) Les terroristes ont fait preuve d'une grande capacité militaire et d'un aussi bon réseau logistique. 2) Il met en évidence l'impitoyable calcul politique de tous les partis (parmi lesquels se sont distingués par leur cynisme la Démocratie Chrétienne et le PCI) qui, ayant besoin d'un martyr, ont

pratiquement contraint les BR à tuer Aldo Moro. 3) Mais, et ce fut là la victoire du régime, le jeu combiné entre les jusqu'au-boutistes (Piccoli-DC, Berlinguer-PCI, etc.) et le « parti de la négociation » (Craxi-PSI) a fait exploser de façon violente toutes les contradictions de toujours existant à l'intérieur du « parti armé ». Scissions, défections, délations se sont succédées en un crescendo vertigineux, de quoi étonner même toutes les forces répressives de l'État. qui, jusqu'alors, dans leur lutte contre le terrorisme, avaient brillé par leur insuccès..... Les chances des forces de l'ordre dépendent, comme nous l'avons vu, exclusivement de la débandade des formations terroristes.

L'État, qui s'était démontré complètement incapable de les détruire, s'est trouvé face à une situation inespérée : pour en finir avec le terrorisme, il n'a plus qu'à fournir une porte de sortie à ceux qui restent désormais dans les organisations clandestines au seul fait qu'ils sont poursuivis par la loi.

En effet, des promesses de clémence pour tous ont été faites, selon le poids et la valeur de la collaboration : grâce pour les super témoins, grosse diminution de peine à qui aide de façon active ; et surtout l'impunité pour les associés qui désertent. Ce fut la ligne annoncée par l'ex-président du Conseil Cossiga dans le contexte de son programme de gouvernement.

Si le gouvernement de Cossiga eût fait son chemin, le mécanisme aurait dû, en gros, être simplifié ainsi : sur proposition du ministre de la justice, serait conduite une brève instruction sur l'opportunité de la mesure et, juste après, la requête de grâce serait portée à l'examen du Chef de l'État pour accord. En outre, entre la date du jugement et celle de la libération, l'écart serait minime, et la grâce pourrait arriver à la fin du procès du premier degré pour les délits de terrorisme, d'autant plus qu'il est prévu une accélération de la procédure. Mais, même si cet allègement de la procédure judiciaire devait être actualisé, ce serait encore une fois tout à fait inadéquat, car il ne s'agit plus d'adhérents individuels aux formations armées qui, s'ils sont pris, pourraient se décider à parler, mais d'une demande de reddition de la part de la plus grande partie des terroristes, lesquels sentent l'urgence de se livrer à l'État avant d'être trahis. La sécurité de chacun d'entre eux dépend, en fait, du comportement de leurs propres camarades. C'est dans ce sens que, des cercles autorisés toujours plus vastes, s'élève une demande d'amnistie ou d'une autre forme de clémence généralisée.

Une proposition de loi présentée par un groupe de députés de gauche prévoit, entre autres, l'impunité pour le délit de participation à bande armée ou à association à but terroriste envers celui qui se livre à l'État, avant l'intervention de la magistrature et de la police. Mais ceci est aussi une nouveauté qui n'innove en rien. En fait, les articles 308 et 309 du code pénal Rocco (datant de Mussolini) prévoient l'impunité pour les accusés de bande armée, si ceux-ci, avant que n'ait été commis le délit pour lequel ils se sont constitués en bande, dissolvent l'organisation et se retirent ou se rendent en abandonnant les armes (Rocco, à son tour, avait tiré ces articles de vieilles législations, que l'État savoyard, au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, avait promulgué pour combattre le brigantisme sarde). Pour notre part, nous n'excluons pas que l'État puisse concéder une amnistie même totale pour tous les terroristes qui déclarent se repentir parce que, sur la liste d'attente, on trouve des personnages très proches de ceux qui, du côté démocratico-légalitaire, manient les leviers du gouvernement ou se cantonnent à une opposition modérée. Sur cela, nous ne nous référons pas seulement à l'ex-vice président de la DC, Donat Cattin, mais aussi aux « 41 politiciens qui – selon une intervention du Socialiste Felisetti – ont des fils impliqués dans le terrorisme » (La Repubblica, 25-07-80).

Si l'État concède une amnistie, une grâce, des remises de peine, etc., il le fera seulement pour pouvoir couper les jambes à une relève du mouvement prolétarien. Nous verrons alors les ex-chefs du parti armé dire à la classe ouvrière que le moment de l'assaut au ciel n'est pas encore venu, et que le devoir de l'heure, vu que la bourgeoisie renonce à ses propres fonctions de classe, c'est la défense de la production et de la patrie, tout en n'oubliant pas, bien entendu, que le devoir du prolétariat est la destruction de l'État capitaliste, etc, etc. Peut-être n'est-ce pas le sens de la proposition du terroriste « repenté » Fabrizio Gai, qui propose de « transformer l'organisation combattante en une organisation politico-civile » ? Même si c'est d'une façon ridicule, vu la disproportion des forces, ils refont le chemin des ultra-révolutionnaires du premier après-guerre qui, quand arrivait le moment de l'action, désarmaient moralement et matériellement la classe ouvrière, pour la remettre, pacifiée, à la réaction fasciste, quand ce n'était pas,

étant donné la direction que prenait le « mouvement », pour l'engager à grossir les rangs du parti mussolinien, eux en tête.



## CLASSES MOYENNES ET IDÉOLOGIE DU PARTI ARMÉ

Tenter de tracer le portrait robot du soi-disant parti armé, c'est la tâche ardue que beaucoup se sont fixés, sans réussir d'ailleurs à s'en sortir. On a parlé de complot international, où ceux qui tirent les ficelles sont de temps en temps identifiés à Moscou comme à Washington, à Berlin et à Tripoli, à Jérusalem ou à Damas. D'autres fois, plus simplement, a été tracée l'égalité terrorisme-communisme. Évidemment, ce sont des interprétations qui servent aux diverses cliques alliant politique et truanderie pour se faire des croc-en-jambe sans avoir ni le prétexte ni la capacité d'identifier les vraies raisons du terrorisme petit-bourgeois.

Le phénomène terroriste actuel qui a explosé dans des pays hautement industrialisés, est, selon nous, le fruit exclusif du radicalisme immédiatiste, propre à la petite bourgeoisie, surtout intellectuelle, et des couches marginales du sous prolétariat : les classes moyennes méprisées par les marxistes. Celles-ci sont destinées, de par l'évolution capitaliste, à être « toujours plus comprimées et jetées dans le camp des sans-ressources : le prolétariat ; alors que, de leur côté, elles luttent de toutes leurs forces pour maintenir les privilèges dont, précédemment, elles jouissaient.

Plus loin, nous nous arrêterons un instant de façon plus détaillée sur l'idéologie exprimée par les groupes armés pour démontrer au travers de leurs propres documents, leur matrice petite-bourgeoise, démocratique, anti-ouvrière et anticommuniste, et par conséquent réactionnaire. Tout d'abord, il est cependant important de retracer les positions du parti communiste révolutionnaire face aux classes moyennes, flattées par tous, mais que nous regardons avec un sentiment de mépris.

Nous avons dédié beaucoup de travaux à ces processus historiques de grande importance et fréquence, postérieurs à la révolution bourgeoise, que nous avons appelé révolution « intermédiaire », ou « double » ou « multiple ». En général sont présentes plus de deux classes de première grandeur, outre les nombreuses et variables sous-classes. Pour les vraies révolutions, où s'affrontent seulement deux classes, l'affrontement armé est de rigueur. Le cas le plus simple de révolution où s'affrontent seulement deux classes est la révolution de 1789 en France. Dans celle-ci, sans l'ombre d'un doute, la bourgeoisie est hégémonique quand elle bouscule le féodalisme : les autres classes ne sont toutefois pas absentes, et le prolétariat naissant lui-même y participe activement, mais y reste une classe de second ordre.

Marx et Engels, pour l'Allemagne de 1848, décrivaient la classique révolution double : féodalité, bourgeoisie et prolétariat. La victoire ne fut obtenue ni par la troisième classe, ni par la seconde ; on assista à la contre-révolution totale. Dans le 1848 français, dans le 1871 et dans le 1917 russe, les classes et semi-classes sur la scène historique sont variées ; mais le prolétariat a déjà le visage d'une classe de première grandeur et tente de s'imposer avec sa force : il fut battu en 1849 et en 1871 à Paris, mais en 1917 il balaya à Saint-Pétersbourg et à Moscou le féodalisme et la bourgeoisie.

Dans nos travaux, nous avons démontré comment le prolétariat de Russie perdit le pouvoir non sur le champ de bataille, mais du fait de la pourriture opportuniste.

Quand une révolution multiple, comme ce fut le cas en Russie, tombe sous les coups de l'affrontement des forces sociales, on oppose un affrontement fallacieux des idéologies historiques. D'où la peste des revendications de marxisme et de léninisme de la part des banqueroutiers de la révolution.

Dans les complexes révolutions multiples hors des pays industrialisés (Asie, Afrique), le fait que les armes restent chaudes peut justifier dans de bonnes limites historiques le bloc de classes. Mais la ruine s'avance quand non seulement le prolétariat ne prend pas la suprématie militaire, mais tolère, par le biais de ses faux partis de classe, que la suprématie idéologique soit celle des classes moyennes. La preuve en est l'orgie des concepts anti-marxistes de Peuple, Nation, Patrie, Démocratie, Liberté, Pacifisme. Une telle situation de contraste entre les forces sociales existantes et les propagandes démagogiques peut avoir une seule formulation dialectique : le prolétariat ne peut pas développer un quelconque rôle autonome, et

encore moins les classes moyennes (une telle hypothèse se situe hors de l'histoire), mais c'est encore une fois le Capitalisme mondial, à qui toute prétendue classe moyenne est soumise, à imposer sa propre dictature. Le crime dans les pays développés réside dans le fait de tracer un fossé qui laisse à « droite » les monopoles et à « gauche » le front des travailleurs salariés et des classes moyennes avec toutes ses composantes les plus hétérogènes, qui ne sont que des pique-assiette, sous divers habits, des restes de plus-value, complices du grand capital. La consigne marxiste pour réarmer la classe et préparer la mort historique du capitalisme ne peut qu'être : guerre aux classes moyennes, refus total de leurs idéaux maudits !

Dans l'occident industrialisé, les classes moyennes ne peuvent en aucune façon remplir un rôle progressiste, elles peuvent tout au plus assumer une attitude de bienveillante neutralité à l'égard d'un mouvement révolutionnaire quand elles estiment sa victoire prochaine. C'est le cas de l'Italie entre 1919 et la première moitié de 1920.

« La classe moyenne et la petite-bourgeoisie tendaient à jouer un rôle passif non pas au service de la grande bourgeoisie, mais à la suite du prolétariat qui était en train d'obtenir la victoire » (Rapport sur le fascisme au IV<sup>ème</sup> congrès de l'IC.)

La petite-bourgeoisie italienne n'osa en aucune façon tenter de défendre les institutions nationales contre lesquelles le prolétariat se soulevait mais, véritablement, les boutiquiers et les commerçants, de manière « spontanée », se dirigeaient vers les Chambres du Travail pour consigner les clés de leur magasin, mettant leurs marchandises à la disposition du prolétariat, comme on pouvait le lire sur les petits écriteaux apposés sur les rideaux baissés des boutiques.

« Cet état d'âme s'est depuis radicalement modifié (...). Quand la classe moyenne constata que le parti socialiste n'était pas en mesure de s'organiser de façon à obtenir l'avantage, elle exprima sa propre insatisfaction, elle perdit peu à peu la confiance qu'elle avait placée dans les chances du prolétariat et retourna sa veste. C'est à ce moment que débuta l'offensive capitaliste bourgeoise. Elle exploita essentiellement l'état d'âme dans lequel la classe moyenne se trouvait alors ». (Rapport sur le fascisme au IV<sup>ème</sup> Congrès de l'IC).

Dans l'actuelle phase historique, le radicalisme petit-bourgeois ne peut ni se mettre à la queue d'un mouvement ouvrier, celui-ci étant tout à fait inexistant, ni se rallier à la défense de l'État, espérant en tirer ainsi quelque avantage.

Nous avons vu récemment que la terreur de la petite-bourgeoisie est d'être prolétarisée et de perdre ainsi ses propres privilèges. De là sa rébellion contre la toute puissance du grand capital qui, spécialement dans les périodes de crise économique, n'entend plus accorder des miettes de plus-value. D'où le grand cas fait aux valeurs trahies et les réclamations à grand cri de démocratie et de « droit à la vie » au grand capital.

Liberté et démocratie, nous ne nous lassons pas de le répéter, sont de bons idéaux pour le philistin bourgeois, mais sont aux antipodes des fins historiques de la révolution prolétarienne, dont la clé n'est pas la liberté, mais la dictature.

Si les luttes de la petite-bourgeoisie peuvent assumer les formes les plus disparates, quitte à user de la violence et de la terreur, le parti non seulement prend ses propres distances, mais a le devoir de les combattre comme réactionnaires.

## **Idéologie du parti armé**

Nous nous baserons exclusivement sur les documents de la formation armée Brigades Rouges (BR), laissant de côté la myriade de sigles plus ou moins connus, pour les raisons suivantes :

1) Les BR ont été la première formation armée née en Italie, et il est donc plus facile d'en reconstruire un arbre généalogique, alors que tous les autres groupes naissent de combinaisons plus hétérogènes, de scissions de groupes pré-existants, de réorganisations d'individus en rade et de groupes défaits, etc.

2) Car, de notre point de vue marxiste, même s'ils sont organisés sous divers sigles, ils sont l'expression de la même base sociale et expriment la même idéologie.

3) Les BR sont l'unique formation qui ait tenté de se donner un programme ; même si leur tactique fut excessivement instable, passant de « l'éducation » des chefs de rayon à la « désarticulation de l'État », du « viser au cœur de l'État » à « l'anéantissement des forces de police » de la reconnaissance de différence entre policier et policier jusqu'à la recherche d'une confrontation démocratique avec toutes les forces « révolutionnaires » ; et maintenant la récente critique du militarisme.

4) Les BR, à la différence de tous les autres groupes terroristes, se déclarent « communistes révolutionnaires », « léninistes », seuls défenseurs du patrimoine communiste trahi par tous.

Tout le monde désormais connaît les origines des BR : les « luttes étudiantes » de '68 et l'Institut de Sociologie de l'Université de Trente fournirent les cerveaux.

En Septembre 1969, à Milan ; naquit le « Collectif Politique Métropolitain ». A un tel groupe, en plus des trentins, adhèrent le Comité Unitaire de base Pirelli (Cub), le Groupe d'Étude Sit Siemens, celui d'IBM, des éléments du mouvement étudiant, etc.

Ce sera justement le Collectif Politique métropolitain (CPM) qui sera le noyau d'où naîtront les BR. Ce collectif, auquel adhèrent aussi des ouvriers combattifs dégoûtés par la politique de trahison des organisations syndicales, et en désaccord avec « l'abstraite » et « fausse » rigueur marxiste, ne naît pas sur la base d'un programme, et encore moins « sur la base d'un noyau de principes théoriques », l'important est l'action.

Les adhérents au CPM participent aux luttes ouvrières de 1969 et en sont, dans quelques cas, l'aile la plus avancée mais, comme tous les groupuscules, ils se déclarent contre le syndicat non parce qu'il est dirigé par des chefs traîtres mais parce qu'il imposerait sa volonté sur les masses laborieuses. Comme tous les groupuscules, ils sont à la recherche de « nouvelles formes de lutte » car « la grève prolongée a pour effet que nous ne produisons pas, mais (..) le patron pendant ce temps ne nous paie pas (.....). Il est nécessaire de trouver des formes de lutte qui nuisent plus à la production qu'elles ne nous nuisent ».

Ils se retrouvent bien vite, avec tant d'autres, désillusionnés par l'automne chaud, par leurs luttes pour le renouvellement des contrats, par les manifestations étudiantes. La presse bourgeoise et opportuniste elle-même, avec tout son fiel contre les fauteurs de trouble, les avait convaincu d'être à la veille de l'insurrection armée. La désillusion ne tarda pas à venir, et avec elle arrivèrent les premières réflexions théoriques :

1) Les avant-garde conscientes ne doivent pas se tourner vers « tous les travailleurs mais agir pour individualiser la gauche dans les usines et, à l'intérieur de celles-ci, dégager un créneau, se constituer comme un pôle de référence ».

2) Les organismes d'opposition de base font le jeu du syndicat.

3) Selon le plan du capital, « les syndicats doivent avoir toujours plus la fonction objective de gestionnaire des contrats et c'est pourquoi ils ne peuvent porter une attaque profonde sur le plan économique » ! Non seulement les syndicats actuels, mais la forme d'organisation syndicale elle-même est considérée « institution politique bourgeoise ».

Face à l'offensive patronale dans les fabriques, aux mises-à-pieds, aux licenciements, à la lâcheté passive des bonzes, le Collectif Politique Métropolitain théorise que l'arme de la grève est une fonction du capital.

Il lance donc des nouveaux mots d'ordre (repris, depuis, par tous les groupuscules) tels que « reprenons la ville, la maison, les transports, les livres, », etc.

Le CPM, en juillet 70, publie « Gauche Prolétarienne », avec le symbole faucille-marteau-fusil entrecroisés. L'objet de la discussion est le problème de la violence et de la clandestinité. C'est à ce moment qu'est théorisé le refus de la lutte revendicative et salariale, qui correspondrait aux desseins de la Confindustria (le CNPF italien) ; et l'organisation de noyaux armés de défense.

« Nous savons que face au patron armé (...) on ne reste pas désarmés (...). Nous sommes aujourd'hui forts, mais nous sommes toujours désarmés (...), nous sommes encore sans organisation révolutionnaire. Construire l'organisation capable de diriger non la lutte revendicative, mais l'affrontement politique contre le pouvoir des patrons est aujourd'hui le premier devoir de l'autonomie ouvrière (...). Il faut apprendre à frapper à l'improviste en concentrant ses propres forces pour l'attaque, en se dispersant rapidement quand l'ennemi se reprend. » (Gauche Prolétarienne, Juillet 1970).

Même s'ils n'entreront dans la clandestinité proprement dite qu'en 1979, après la perquisition de la « cache » de la rue Boiardo, déjà le 20 octobre 1970 « Gauche Prolétarienne » informait que :

« La partie la plus décidée et consciente du prolétariat en lutte a déjà commencé à combattre pour construire une nouvelle légalité, un nouveau pouvoir (...) En voilà pour exemple l'apparition d'organisations prolétariennes pour combattre les patrons et leurs larbins sur leur terrain, à égalité, avec les mêmes moyens qu'ils utilisent contre la classe ouvrière. »

## Recrutement du parti armé

Les BR naissent et rentrent dans la clandestinité. Leurs premières actions se déroulent dans les usines où étaient présent les Cub et les groupes d'étude adhérents à la « Gauche Prolétarienne » : Pirelli et Sit-Siemens. À la question de savoir s'ils se considèrent au moins comme l'embryon d'une future armée, révolutionnaire, ils répondent ne l'avoir jamais affirmé « aussi parce que, dans notre perspective politique, nous n'arrivons pas à distinguer avec une clarté suffisante (...) la formation d'une future armée révolutionnaire ».

Que sont donc les BR ? « Ce sont des groupes de prolétaires – répondent-ils – qui ont compris que pour ne pas se faire rouler, il faut agir avec intelligence, prudence et secret, c'est-à-dire de façon organisée. Ils ont compris qu'il ne sert à rien de menacer avec des mots, et (...) que des groupes clandestins de prolétaires organisés et liés avec l'usine, le quartier, l'école et les luttes peuvent rendre la vie impossible à ces messieurs. Confrontés au fait que les bonzes syndicaux sabotent par tous les moyens les luttes ouvrières, avilissant même les quelques grèves qu'ils sont contraints de lancer, les BR en tirent la leçon que l'arme de la grève « ne paie pas », qu'il nous faut des formes de lutte plus incisives tels l'absentéisme, le sabotage des machines, etc. Ne réussissant pas à imaginer une action compacte de la classe travailleuse (en fait, ils avouent ne pas réussir à imaginer une future armée révolutionnaire) comme seule façon possible de défendre le salaire et le poste de travail, l'unique voie qui leur reste est le terrorisme individuel, contre le chef de rayon, l'indic, etc., pour les amener à de plus sages résolutions. Voici leur plan de « défense », dans lequel se déroulent les premières actions des BR. Les voitures de quelques dirigeants d'usine seront brûlées, d'autres seront enlevés, « jugés », ou mis au pilori. Avec ces méthodes, ils crurent s'opposer à l'augmentation des rythmes de travail, aux menaces de licenciements, à la mise en « cassa integrazione »<sup>2</sup>. Dans quelques cas, ils réussissent à imposer la réintégration d'ouvriers isolés. Leurs mots d'ordre sont « pour un œil les deux yeux, pour une dent toute la gueule », et « en punir un pour en éduquer cent » !! C'est un clair programme de réformisme armé.

Avec la séquestration de Amerio, on réclame à la Fiat qu'elle retire sa menace de mise en cassa integrazione de travailleurs, programmée par Agnelli. Cet épisode sert à rendre populaire les BR et à leur attirer une certaine sympathie auprès des travailleurs. Les BR avaient à leur façon montré qu'il était possible de faire capituler, au moins en paroles, l'avocat-patron, tandis que les confédérations syndicales s'asseyaient, au nom d'un certain sens civique de la responsabilité, à la même table qu'Agnelli pour la première fois.

Encore une fois, l'attitude charognarde des dirigeants syndicaux tend à démontrer que ce sont eux qui alimentent les organisations terroristes en jetant les ouvriers les plus combatifs dans le désespoir en leur faisant croire que l'unique alternative possible est l'enlèvement ou le coup de revolver. Ce qui tend à

2 La cassa integrazione est le fait d'un établissement public de prévoyance : elle est attribuée de façon réglementaire, cas par cas, et prévoit le versement par l'État de 80 % du salaire aux travailleurs temporairement éloignés de leur usine ou en restructuration ; c'est un instrument de corruption et de division entre travailleurs licenciés pour raison économique et chômeurs, entre travailleurs licenciés d'une usine et d'une autre. Cela concerne seulement les grandes entreprises, mais non les petites qui sont majoritaires en Italie.

démontrer encore une fois ce que notre parti a toujours affirmé, c'est-à-dire que ce sont les faux partis ouvriers et les syndicats vendus qui sont les pires ennemis de la classe ouvrière, ceux là qui doivent être combattus en premier par le prolétariat pour pouvoir reconstruire ses propres organisations de défense immédiate et rejoindre le parti de la révolution sociale. A la suite des premiers attentats, d'autres groupes, frappés de pyromanie, naissent spontanément et nombreux sont ceux qui signent leurs actions par la fameuse étoile à cinq branches, les BR reconnaissant presque toujours leur authenticité. Dans les années 1970-71 naissent les BR romaines, exclusivement composées d'étudiants et de sous-prolétaires. Étant donné qu'elles n'avaient aucun contact en usine, les BR de la capitale théorisent sur la lutte contre le fascisme, mettent le feu à des sièges du MST ou à d'autres sièges, fascistes, etc.

« La lutte contre tous les fascismes – disent-ils – est une étape nécessaire de notre chemin contre toute forme d'oppression et d'exploitation. »

Ils ne disent donc rien de plus ni de moins que ce que disait à l'époque le PCI. De fait, ce sont eux-mêmes qui se sont mis à admettre que « même les révisionnistes sont d'accord qu'il faille lutter contre les fascistes, mais ils conçoivent cette lutte en termes exclusivement défensifs (...) et ils sont résolument convaincus qu'on ne doit user que des moyens légaux. »

Comme on le voit, la différence ne réside que dans les moyens utilisés pour obtenir la même fin. De toute façon, les BR ne considèrent pas ce sale parti comme un parti traître, et tout au plus, comme un parti révisionniste composé de « camarades qui se trompent ».

Étant donné que l'organisation n'est composée que d'étudiants et de sous-prolétaires, on n'en découvre la finalité révolutionnaire qu'en théorisant la criminalité comme « prise de conscience » contre l'oppression capitaliste.

Dans le deuxième et dernier numéro de « Nouvelle résistance » (nous verrons ensuite ce qu'était ce journal), on lit :

« La révolution moderne n'est plus la révolution propre (...). Elle recrute ses éléments en pêchant en eau trouble. Elle avance par des voies détournées, et se trouve des alliés en tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur propre vie et le savent (...). Dans l'attente de la grande fête révolutionnaire, où tous les expropriateurs seront expropriés, le geste criminel isolé, le vol, l'expropriation individuelle, le saccage d'un supermarché ne sont qu'un avant-goût et un signe de l'assaut futur contre la richesse sociale (...). Le criminel rompt la monotonie et la sécurité quotidienne banale de la vie bourgeoise (K. Marx). Par le fait même de son existence, il expose l'idéologie de la société capitaliste à une crise. »

Pour ce qui regarde les BR, elles peuvent bien aller pêcher en eau trouble (et on a vu le résultat qu'elles ont obtenu !) et croire qu'on peut faire feu de tout bois, pourvu qu'on mette ensemble quelques éléments hauts en couleur prêts à tirer sur n'importe quel bourgeois ; mais il faut certainement beaucoup de courage « révolutionnaire » pour faire tenir à Marx des affirmations sur le rôle révolutionnaire du sous-prolétariat. La citation de Marx, tronquée, se poursuit ainsi : « Il (le délinquant) dérange la sécurité de tous les jours et suscite cette tension inquiète et cette mobilité sans laquelle même le stimulus de la concurrence se désamorcerait. » C'est autre chose que la mise en accusation de l'idéologie bourgeoise ! Engels raconte comment les sous-prolétaires, cette « lie, déchet et rejet de toutes les classes », durant la révolution allemande ont changé de camp du soir au matin selon l'issue de la bataille. Dans le Manifeste, Marx dit que le sous-prolétariat « représente la putréfaction passive des strates les plus basses de la vieille société qui vient échouer là sous les coups de la révolution prolétarienne, mais qui, d'après ses conditions de vie, serait plutôt disposé à se laisser acheter et à se mettre au service des menées réactionnaires. » (Des appréciations analogues se retrouvent dans tous les écrits de Marx et Engels).

La petite bourgeoisie et le sous-prolétariat ont toujours été achetés et utilisés par des classes réactionnaires à des fins contre révolutionnaires.

## Parti armé et Résistance

Le parti armé, comme toute la constellation bigarrée des groupuscules, considère la résistance comme un patrimoine de conquêtes prolétariennes que la bourgeoisie cherche, par tous les moyens à sous-estimer. La résistance, disent-ils, a été trahie, ou mieux, elle n'est pas encore achevée, elle doit se poursuivre.

Les BR, que ce soit avant ou pendant la période de clandestinité, se sont de nombreuses fois réclamées de la résistance et des « conquêtes » acquises par la classe ouvrière à cette époque, dont la plus grande aurait été l'entrée du PCI au gouvernement. Quel fait hautement révolutionnaire ! En janvier 1971, « Gauche prolétarienne » lance un appel avec pour titre : « Organisons la Nouvelle Résistance », et quelques mois après, portant le même blason que « Gauche prolétarienne » (faucille, marteau et fusil), sort le premier numéro de « Nouvelle Résistance ». Ce petit journal qui survivra seulement deux mois, se proposait de devenir le point de rencontre et de référence de tous ces groupes qui reconnaissent comme valide la nécessité de s'opposer à la « contre-révolution » par la violence. Le problème d'une stratégie unitaire du mouvement de lutte, disait le journal, trouve « beaucoup d'obstacles théoriques et pratiques rendant solution difficile (...) Le travail de notre journal veut être une contribution pour dissiper ces obstacles en présentant la pratique, les thèses et les tendances de ces mouvements de classe qui ont comme base commune le développement de la guérilla pour forme de lutte dominante. »

Dans « Nouvelle Résistance », qui est le journal de la semi-clandestinité, se retrouvent deux aspects classiques de « Gauche prolétarienne » d'abord et du parti armé ensuite :

1) À la contre-révolution bourgeoise on doit répondre par la guérilla. Mais le concept même de contre-révolution implique qu'il y ait eu une révolution, ou au moins que le prolétariat passe à l'attaque et tente l'affrontement violent. En fait, selon eux, la révolution a déjà été faite, et a même été victorieuse, mais les classes dominantes « ne veulent pas admettre avoir été politiquement battues et, avec la dernière chose qui leur reste – les armes (c'est peu dire !) – elles tentent d'étouffer l'aspiration des masses à une justice nouvelle qui naît du peuple et est contrôlée et gérée par lui. »

2) Un autre fait caractéristique est que, face à l'urgence du moment, ils se déclarent toujours prêts à s'unir avec tous, au-dessus de programmes, théories et autres futilités de ce genre. Le renvoi aux valeurs et aux conquêtes de la résistance apparaît très souvent dans les textes « théoriques » du parti armé, tout comme les références aux tentatives de la classe patronale de les méconnaître. Le point de référence des terroristes est la guerre partisane menacée par le retour de formes d'autoritarisme de type fasciste ou gaulliste, contre une bourgeoisie qui ne remplit pas ses engagements, qui, avec De Gasperi en Italie, chassa, en 1947, « les communistes des centres de pouvoir conquis », et qui aujourd'hui n'accepte plus de « médiations avec l'avant-garde communiste ».

Sans vouloir ré-exposer toute notre évaluation bien connue à ce propos, nous voulons affirmer que le devoir de la classe ouvrière est d'abattre le régime capitaliste, quelle que soit sa forme de gouvernement, et d'instaurer son propre régime de classe, et certainement pas celui de résister à l'illégalité et aux formes aberrantes du pouvoir bourgeois. La résistance, en Italie comme dans tous les autres pays, eut le devoir spécifique de défendre le capitalisme national, les intérêts de la bourgeoisie indigène. En Italie, en particulier, même si elle a coûté la vie à tant de travailleurs et à eux seuls, ce fut tout bonnement une mascarade. Elle fut proclamée par tous les héros démocratiques, mais seulement après que le grand conseil fasciste lui-même ait décrété la fin du régime noir et le retour à un État démocratique tricolore ; après que le roitelet, couard, se fut jeté dans les bras des envahisseurs yankees ; c'est à ce moment seulement qu'ils découvrent que l'allié germain était devenu l'envahisseur allemand, et comme tel, il fallait le chasser du sol de la patrie avec ses serviteurs fascistes (pas tous, que ce soit bien clair, seulement ceux qui ne jetèrent pas à temps la chemise noire).

Voilà ce que fut la résistance ; pour la bourgeoisie, un passage de consignes indolores du régime fasciste au régime démocratique, pour le prolétariat une effusion de sang inutile. « De la même façon que l'on peut dire que le produit le pire et le plus pernicieux du fascisme est l'antifascisme, tel que nous le voyons aujourd'hui, on peut affirmer que la chute du fascisme, le 25 juillet 1943, couvrit de honte à la fois le fascisme qui ne trouva pas même un seul projectile dans les millions de mousquets prêts à fonctionner pour la défense du Duce, et le mouvement antifasciste dans ses diverses nuances ; d'ailleurs,

personne ne l'avait risqué 10 minutes avant l'écroulement du fascisme, encore moins ceux qui se permirent de falsifier l'histoire en s'en arrogant tous les mérites ». (Prometeo, 02/08/1946).

Selon les théoriciens du parti armé, durant la guerre partisane, les communistes auraient conquis des centres de pouvoir. Ainsi, non seulement le pouvoir se conquerrait par petits bouts, mais les étapes de cette conquête graduelle passeraient : 1) à travers les appels, lancés du PCI, à la concorde nationale ; 2) à travers la lutte armée, oui, mais non pas contre le capitalisme, mais plutôt contre le nazi-fascisme coupable d'avoir « fait perdre à l'Italie l'empire, la guerre et sa position de nation respectée » (L'Unità, 28/02/1944) ; 3) à travers le désarmement des partisans, ouvriers qui avaient l'illusion de combattre pour le communisme, et le passage par les armes des rares qui se refusaient à déposer les armes ; 4) à travers la participation, d'abord au gouvernement royal, puis à la Constituante et à ces gouvernements de ce même De Gasperi, « serviteur des américains », avec un ministre de la justice « communiste » (Togliatti), qui ordonnait aux préfets de nettoyer les places des manifestants et des chômeurs, distribuant des peines exemplaires à de tels rebelles, sans oublier enfin le dernier acte « togliattien » de réconciliation qui accordait l'amnistie aux fascistes (1946). Cela serait les centres de pouvoir conquis par les communistes dans la guerre partisane ! Pour nous, malheureusement, ce ne sont que d'amères défaites qui viennent démontrer que le PCI, parti ex-communiste, rebaptisé d'abord à Lyon puis à Salerne, était passé avec armes et bagages, à ce moment et déjà bien auparavant, du côté de la contre-révolution.

## Nationalisme petit-bourgeois.

Pour le parti armé, la pire faute du régime actuel et de son principal parti serait celle d'avoir vendu l'indépendance nationale à l'impérialisme.

« La DC, depuis l'après-guerre – disent les BR – a été le parti qui a représenté dans notre pays les intérêts tactiques et stratégiques de l'impérialisme américain. » De plus, « la crise irréversible que l'impérialisme est en train de traverser (...) amorce les mécanismes d'une profonde restructuration qui devrait remettre notre pays sous le contrôle total des centrales du capital multinational (...). La transformation dans l'aire européenne des Etats-Nation » d'estampe libérale, dépassée, en États Impérialistes des multinationales est un processus en plein développement dans notre pays aussi (...). La DC est la force centrale et stratégique de la gestion impérialiste de l'État. C'est dans cette ligne que se situe le procès contre le régime démocrate-chrétien avec Aldo Moro assis sur le banc des accusés. Ce procès qui devait être en fait « un moment de la guerre de classe révolutionnaire (...) indique comme objectif premier la liquidation du régime démocrate-chrétien immonde et corrompu. » A ce propos, il est nécessaire de faire quelques commentaires. Les formations de guérilla ne se sont jamais proposées de détruire le régime capitaliste actuel et d'instaurer la dictature du prolétariat, leurs mots d'ordre ne sont pas « destruction de l'État », mais « désarticuler et rendre non-fonctionnel l'État des multinationales », retour de notre pays à l'état de nation indépendante, affranchissement de la tutelle étrangère.

Il est vrai que le prolétariat doit combattre contre l'impérialisme, mais il le fait seulement quand il lutte contre sa propre bourgeoisie. Pourquoi le parti armé ne l'a-t-il pas compris ? Il ne l'a pas fait parce que son intention est de conquérir la sympathie de couches toujours plus larges de la population comprise d'une manière générale : petite bourgeoisie, milieu étudiant, sous-prolétariat, couches de marginaux, qui prétendent défendre elles-mêmes et l'avenir de « leur pays » en luttant pour la sauvegarde des valeurs nationales. Leur nationalisme est à la fois le fruit et la matrice de deux énormes déviations du marxisme : a) l'assimilation plus ou moins explicite entre guerre d'émancipation nationale dans les colonies et les semi-colonies, et la lutte prolétarienne dans un pays à haut degré de développement capitaliste ; b) la reconnaissance de potentialités révolutionnaires à la petite bourgeoisie.

La perspective du parti armé est celle de « détacher l'anneau Italie de la chaîne impérialiste, sans pour cela la livrer à l'aire social-impérialiste (...). Entre les grandes puissances s'est ouvert un grand espace (?), aujourd'hui, dans l'aire de la Méditerranée (?): l'espace du non alignement. C'est là que notre Pays doit trouver sa place pour la reconstruction, dans le cadre d'un internationalisme prolétarien effectif, d'une nouvelle disposition de la division internationale du travail. »

Nous pensons que cela ne vaut pas la peine de perdre du temps pour réfuter la possibilité d'un « espace » entre les grandes puissances à l'époque actuelle où les puissances impérialistes se préparent à la troisième guerre mondiale et se disputent la terre au centimètre près. Mais qu'est-ce que cela si ce n'est pas une reposition de la théorie fasciste de la « nation prolétarienne » qui doit secouer le joug de l'impérialisme ?

Et, peut-être, toujours au nom de l'indépendance de la ploutocratie, se trouver une bonne « place au soleil » ! Quelle autre signification pourrait avoir la requête d'une « nouvelle disposition dans la division internationale du travail » ?

Le fait de revendiquer une équidistance entre les blocs, au nom de l'indépendance nationale, implique nécessairement que le prolétariat doive faire front unique avec sa propre bourgeoisie nationale pour défendre les intérêts de la patrie des menaces étrangères : le devoir des travailleurs serait de travailler plus et mieux pour rendre compétitives les marchandises sur le marché mondial, respecter les lois et le gouvernement en temps de paix, et défendre les frontières, avec les armes, en temps de guerre.

On peut objecter que les théoriciens du parti armé projettent tout cela « dans le cadre d'un internationalisme prolétarien effectif ». Lénine a donné la réponse à cette objection il y a 65 ans « Oh, les social chauvins de tous les pays sont de grands « internationalistes » ! Depuis le début de la guerre, ils se sont préoccupés vivement de l'Internationale. D'un côté, ils soutiennent que parler d'écroulement de l'Internationale est "exagéré". En fait, il ne s'est rien passé de spécial. Écoutez Kautsky : l'Internationale est simplement "l'arme du temps de paix" ; il est donc naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas démontré à la hauteur de la situation. D'un autre côté, les social chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple – et surtout international – pour sortir de la situation ainsi créée. Le moyen n'est pas compliqué : il faut seulement attendre la fin de la guerre. Jusqu'à la fin de la guerre, les socialistes de tous les pays doivent défendre leur propre pays et soutenir leur propre gouvernement, et à la fin de la guerre, "s'amnistier" réciproquement, reconnaître que tous avaient raison (...). Là-dessus se retrouvent également d'accord Kautsky et Pléchanov, Victor Adler et Heine. Victor Adler écrit : " Quand nous aurons dépassé cette grave période, notre premier devoir sera de ne rien nous reprocher réciproquement. " » (Lénine, Le socialisme et la guerre).

Le programme stratégique des terroristes ne peut donc qu'être : liquidation du régime démocrate-chrétien corrompu, qui mène une politique antinationale et pro-impérialiste. Lutter contre la corruption du régime signifie s'illusionner que l'on peut amener la classe dominante, ses partis, son gouvernement, à retourner à un régime plus « normalisé » et respectueux de la loi. Faire cela, et le faire à coups de signatures ou à coups de mitraillettes, ne change guère et équivaut et confirme l'illusion selon laquelle le milieu bourgeois, éliminé de la corruption et des mauvaises mœurs, pourrait être un terrain favorable à la lutte d'émancipation du prolétariat.

« La bourgeoisie commet un seul 'excès' : celui d'être au pouvoir. Dire que l'ordre peut être rétabli en apaisant une partie de la bourgeoisie, avec la gémissement ou par la résistance armée, n'est qu'une traduction en d'autres termes de l'expression selon laquelle on peut atteindre une forme d'équilibre et d'ordre social sans briser le mécanisme du pouvoir bourgeois mais en en modifiant seulement quelques formes. » (Il Comunista du 07-08-1921)

De là à tomber dans l'équivoque de contracter l'engagement que si la bourgeoisie respecte les limites de ses lois, les travailleurs en feront autant, le pas est vite franchi. Les communistes ne disent pas à la bourgeoisie : fais attention, si tu ne rentres pas dans la légalité, nous ferons la révolution pour t'y remettre ! Ils se proposent au contraire de briser, par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, les limites posées par le pouvoir bourgeois.

Dire que l'objectif premier pour la construction du régime socialiste est la liquidation de la DC, est la plus énorme imbécillité : ces partis qui sont aujourd'hui les plus grands piliers du régime capitaliste, qui, avec plus d'acharnement que les fascistes eux mêmes, s'activent à étouffer toute action de classe, sont ces mêmes partis qui, il y a 35 ans disaient la même chose. Ce sont ces mêmes partis qui envoyèrent les travailleurs crever sur les montagnes dans la résistance, qui aujourd'hui fêtent le 25 Avril, qui prêchèrent aux ouvriers qu'abattre le fascisme serait l'équivalent d'abattre le capitalisme. On a vu ! Le régime



fasciste s'est écroulé, le parti fasciste est carrément hors-la-loi, mais la méthode de gouvernement fasciste est plus vive que jamais. Les travailleurs ont, à la différence des deux décennies du fascisme, cette seule satisfaction : maintenant ils se font licencier par un patron démocratique, si ce n'est carrément euro-communiste, et ils reçoivent les coups de bâton de policiers qui ne sont plus des sbires au service d'un chien de patron, mais qui sont des « fils du peuple », des travailleurs syndicalisés qui défendent les institutions démocratiques.

## L'esprit démocratique du parti armé.

« Panorama » du 10 juillet 1975 publiait quelques morceaux de l'interrogatoire auquel avait été soumis par les BR Mario Sossi, juge kidnappé. Nous ne prendrons pas en considération la défense de l'accusé Sossi, car il en ressortirait un portrait fort peu élogieux d'un serviteur très intègre de l'État. Par contre, l'accusation que les BR, lui portent est intéressante :

« Nous ne disons pas que le juge ne doit pas poursuivre selon la loi, mais il y a manière et manière d'appliquer, la loi. Tu l'as appliquée avec des œillères pour justement attaquer avec un esprit anti-communiste, anti révolutionnaire et avec un esprit digne du fasciste ». Plus tard, dans une circulaire interne, les BR affirmaient : « Il faut prendre en considération des exigences de justice prolétarienne que les camarades ne peuvent négliger. Sossi était entré dans la prison du peuple comme persécuté de la gauche révolutionnaire. Durant le procès, il a nourri une sérieuse auto-critique (...), tout cela doit lui être reconnu. »

Ensuite, au moment de la libération de celui que désormais, après sa sérieuse autocritique, nous pourrions appeler le camarade Mario, les BR justifiaient leur action en disant que leur mouvement servait à mettre en difficulté l'État bourgeois : « En libérant Sossi, nous mettons Coco (juge suprême) et ceux qui le couvrent face à des responsabilités précises : ou libérer immédiatement les camarades, ou ne pas respecter leur propre loi. Astucieux, hein ? De ce qui précède, on voit bien comment, pour les brigadistes, le conflit entre les forces de l'État bourgeois et celles de la révolution devraient demeurer dans le cadre de la loi. D'un côté comme de l'autre, c'est la loi que l'on doit respecter. Quand ce sont eux qui sont capturés, comme ceux qu'ils capturèrent, ils se définissent. comme prisonnier de guerre, ils demandent l'application de la convention de Genève et assurent que leurs prisonniers ont été traités selon un tel règlement. Ils reconnaissent à l'État le droit de poursuivre les révolutionnaires, mais demandent à ce qu'il le fasse de façon démocratique, sans un esprit précisément anti-communiste. La loi, en un mot, doit être égale pour tous, et l'État, au-dessus des partis, doit administrer la justice de façon équitable. *Dura lex, sed lex !*

Le fait que les révolutionnaires aient toujours combattu cette position petite-bourgeoise démontre le caractère ranci et moisi de cette idéologie. Pour les communistes révolutionnaires, prétendre de l'État justice et impartialité « équivaut à souscrire à un principe extrêmement bourgeois, un principe contre lequel s'est exprimé le socialisme marxiste toutes les fois qu'il s'est exprimé, même par la bouche de Filippo Turati. Le principe selon lequel, à partir du moment où existe (...) l'État démocratique et parlementaire, est révolue la période de la violence entre individus, groupes et classes de la société, et l'État existe pour traiter les initiatives de violence au même titre que les actions anti-sociales ». (Il Comunista, 14/07/1921).

Celui qui aurait des doutes sur ce qu'affirment les terroristes eux-mêmes peut très bien les dissiper en pensant que celui qui avait été considéré comme un persécuteur fanatique (Sossi) de la classe ouvrière, du mouvement des étudiants, des commerçants, des organisations de gauche en général et de la gauche révolutionnaire en particulier, a été, après l'autocritique, carrément réhabilité.

Ce fut le visage avec lequel le parti armé, dans ses années heureuses, se présenta : prêt au maniement des armes, mais tout aussi prêt à s'incliner en présence de « la sainte démocratie, jamais vierge et toujours martyr ».

À l'occasion du « cas Sossi », la grande bataille pour la démocratie fut gagnée par les BR, et tant l'intelligentsia que le progressisme se rangèrent leur côté.

À part ce vieux tableau de Lelio Basso qui déclara stoïquement préférer « des coupables en liberté plutôt que de laisser tuer un homme », beaucoup de voix honorables s'élevèrent pour condamner l'appareil de l'État.

Giuseppe Branca, ex-président de la Cour Constitutionnelle, déclarait : « Manquant à sa parole, cet État, qui se croit être autorisé, finit par perdre toute crédibilité (...). Qui nous garantit qu'un État aujourd'hui incapable de tenir parole à des délinquants saura la tenir demain à des citoyens honnêtes ? » (L'Espresso, 02/06/1974).

Panorama (30/05/74) : « C'est cet État qui laisse en toute liberté les mafiosi et garde en prison ses citoyens pendant huit ans sans avoir vérifié s'ils sont coupables, qui, pour ne pas céder au chantage, a laissé tuer quelqu'un qui le sert fidèlement. Et exigerait qu'on laisse tuer Mario Sossi (...) pour ne pas traiter avec les mystérieuses brigades rouges, qui ont pourtant lancé au ministre de l'intérieur Taviani, au juge suprême Coco, et au chef du bureau politique de Gènes le docteur Catalano, des accusations qui, c'est le moins que l'on puisse dire, laissent l'opinion publique désorientée ».

L'Espresso (02/06/74) : « Est-il juste de réagir à l'illégalité et à la violence physique d'un enlèvement par l'illégalité et la violence du mensonge d'État ? ». Le parti armé put jouir de cette levée de boucliers contre un pouvoir déshonoré : il avait atteint l'objectif qu'il s'était fixé : mobiliser l'opinion publique en défense de la démocratie contre une dégénérescence dans un sens totalitaire.

Un autre aspect significatif est le fait que le régime parlementaire ne soit jamais attaqué. Quand les théoriciens du parti armé abordent ce problème, ils le font seulement pour regretter de devoir assister « à l'affaiblissement progressif du pouvoir du Parlement et au renforcement de celui de l'exécutif (...) L'État, n'est plus – disent-ils – comme dans la tradition libérale démocratique l'expression des divers partis, mais maintenant ce sont les partis qui sont l'expression de l'État ; et l'exécutif (...) l'instrument étranger des intérêts de la bourgeoisie impérialiste dans l'aire nationale. »

Nous aussi, et bien avant eux, nous avons mis en évidence, et non dénoncé, un tel affaiblissement. Dès l'immédiat après guerre, notre position fut nette :

« La guerre en cours fut perdue par les fascistes, mais gagnée par le fascisme. Le monde capitaliste, ayant sauvé (...) l'intégrité de ses puissantes unités étatiques, réalisera un nouvel effort ultérieur pour dominer les forces qui le menacent et bâtira un système toujours plus serré de contrôle de processus économiques et d'immobilisation de l'autonomie de tout mouvement social et politique menaçant de déranger l'ordre en place (...). Les vainqueurs des fascistes et des nazis, en un processus plus ou moins bref et plus ou moins clair, reconnaîtront par leurs actes, même en le niant par les proclamations idéologiques, la nécessité d'administrer le monde avec les méthodes autoritaires et totalitaires qui eurent leur première expérimentation dans les États vaincus. Cette vérité fondamentale (...) se manifeste chaque jour un peu plus dans le travail d'organisation pour le contrôle économique, social et politique du monde. » (Prometeo, 1946).

Nous avons dit que nous prenions acte de la fascisation de l'État. Certes, les communistes se battent contre le fascisme, organisent et appellent les masses prolétariennes à s'insurger contre lui, mais dans le même temps organisent et appellent les masses prolétariennes à s'insurger contre la démocratie, comme contre toute autre forme de pouvoir capitaliste.

On ne devra jamais laisser de trêve au capitalisme, et encore moins en vue d'une démocratie menacée, en considérant comme positive la démolition de l'échafaudage démocratique et parlementaire d'où qu'il provienne.

Avec Marx et Lénine, il a été spécifié une fois pour toute que, même dans la plus démocratique des républiques, l'État constitue le comité des intérêts de la classe dominante. A partir de là, il faut considérer comme fantaisiste la prétention, grâce à la démocratie électorale, à une forme d'État dans lequel, avec des droits égaux, sont représentées et défendues toutes les composantes de la société, quelles que soient leurs conditions sociales et économiques.

« L'État politique, même et surtout celui représentatif et parlementaire, constitue une machine d'oppression. Il peut bien se comparer à un réservoir d'énergies de domination de la classe privilégiée

économiquement, adapté à les garder à l'état potentiel dans la situation où la révolte sociale ne tend pas à exploser, mais surtout à la déchaîner sous forme de répression policière et de violence sanguinaire dès que s'élevèrent à peine du sous-sol social les secousses révolutionnaires. » (Force, violence, dictature dans la lutte de classe).

Si dans certains pays et dans des situations déterminées, comme par exemple en Italie et en Allemagne, on passa de la cocagne démocratique à la dictature fasciste, il s'agit seulement d'une nouvelle forme d'organisation sociale imposée au capitalisme par les conditions économiques et l'affrontement social. Il ne restait plus aux communistes qu'à continuer à avancer sur leur chemin immuable parce qu'ils n'avaient jamais pensé pouvoir arriver au socialisme en évitant l'affrontement des forces de classes opposées.

« La grande erreur d'évaluation de tactique et de stratégie qui favorisa la victoire de la contre-révolution consista à blâmer cette puissante conversion du capitalisme du terrain de l'hypocrisie à celui de la violence ouverte, comme si c'était un mouvement de retour en arrière de l'histoire, et à lui opposer non la destruction de la force capitaliste, mais la prétention pusillanime et stupide que celle-ci refasse à l'envers le chemin historique que nous, marxistes, lui avons toujours attribué et, pour la commodité de chefs politiques marioles et lâches, veuille bien rengainer ses armes de classe et reculer sur la position vide et dépassée de la mobilisation sans la guerre qui constituait l'aspect bien complaisant de la période précédente. » (Force, violence, dictature dans la lutte de classe).

Dans le premier après-guerre, face à la naissance et au grossissement de la réaction fasciste « illégale », réaction voulue, engendrée, financé et protégée par l'État libéral démocratique, les communistes se déchaînèrent sans compter contre les Turati et les Serrati pour leur attitude bêlante, au moment précis où la bourgeoisie était contrainte de jeter son propre masque démocratique. C'était alors que ces messieurs, comme aujourd'hui les théoriciens du parti armé, demandaient à la bourgeoisie de continuer la farce d'allure libérale tout en sachant que la dictature sur le prolétariat existait toujours et que l'appareil étatique avait toujours la fonction spécifique de défendre le pouvoir politique et économique de la minorité bourgeoise contre l'assaut révolutionnaire. Les marxistes ont toujours affirmé, à partir du moment où l'ennemi ne cédera jamais le pouvoir sans combattre, qu'est préférable la phase où l'État capitaliste est contraint de dévoiler ses propres armes parce qu'il sera pour nous moins difficile de l'abattre.

« De cette évaluation correcte découle la conséquence tactique selon laquelle toute revendication pour le retour à la démocratie bourgeoise initiale est anti-classiste et réactionnaire, et donc anti-progressiste. » (Force, violence, dictature dans la lutte de classe).

## **Parti armé et parti opportuniste**

Même les partis opportunistes ont été victimes d'attentats de la part des terroristes. Leur « contribution en sang » a éloigné tout doute sur une relation présumée avec le terrorisme « rouge ». Mais le fait que le rédacteur de L'Unità, Ferrero, ait été mis à mal, et le syndicaliste du PCI, Guido Rossa, vraiment tué, ne signifie pas en fait que le parti armé ait accompli une critique destructive de la politique de trahison menée par des partis traîtres au marxisme.

On a vu comment les BR romaines, quand elles surgirent, face au problème de l'antifascisme, déclarèrent poursuivre la même finalité que le PCI, se désolant que celui-ci mène sa « lutte » en usant « seulement et exclusivement de moyens légaux »

Dans un de leurs documents de 1971, les BR accusent les révisionnistes d'adapter une stratégie qui « se démontre toujours plus suicidaire face à l'attaque réactionnaire ». Dire que ce sale parti conduit une lutte suicidaire ne veut en fait pas dire qu'il mène une politique contre-révolutionnaire, mais seulement que, à la différence de nos terroristes, il n'a pas compris quels sont en réalité les intérêts du prolétariat et les méthodes de lutte adoptées pour les atteindre. En fait, l'erreur du PCI serait de ne pas comprendre que la classe dominante a laissé tomber la solution de « gauche » et travaille « à la formation d'un bloc réactionnaire alternatif à celui de centre-gauche » et, à plus forte raison, du compromis historique, « l'hypothèse d'un compromis historique étant repoussée, il ne reste plus aux groupes dominants de la

bourgeoisie qu'un seul choix : celui de virage à droite (...) Ce projet vise à la transformation de la république née de la Résistance dans le sens d'une république présidentielle. » (Mai 1974)

Et cela « tant qu'il y aura en Italie des solutions contre-révolutionnaires qui maintiennent l'apparence et la forme de la démocratie bourgeoise, tout en foulant aux pieds la substance » ; cette ressource épuisée, il ne restera à la bourgeoisie que la « solution golpiste ». L'inquiétude larmoyante sur le sort qui pourra advenir à la démocratie bourgeoise, foulée aux pieds dans les faits et maintenue seulement en apparence, ne peut qu' « honorer » le Parti armé, et la justice bourgeoise prendra peut être en considération leur attachement aux institutions. Il nous semble inutile de rajouter quoi que ce soit.

Revenant aux relations entre parti armé et PCI, étant donné les faits, il nous semble évident que l'on va rechercher « l'origine de l'évolution social-démocrate des partis opportunistes (...) dans l'incapacité de leur organisation à s'élever pour faire front aux niveaux d'affrontement que la bourgeoisie impose progressivement au mouvement de classe. »

Il n'y a donc à l'origine de toute la « trahison » des chefs que l'inadéquation structurelle de l'arme qu'ils emploient.

Encore une fois, le problème ne serait pas dans le programme, c'est-à-dire dans la politique de trahison que mènent les partis staliniens depuis maintenant plus de 50 ans, mais dans leur type d'organisation non « au goût du jour ».

Cela dit, le parti armé se déclare optimiste en pensant que l'histoire lui donnera raison et que « la gauche subira, avec l'avancée de l'affrontement de classe, un processus de polarisation dans lequel la différence se fera de façon inévitable à propos de la position sur la lutte armée. Dans ce processus, le PCI sera aussi impliqué. Pour cela – disent les BR –, nous refusons tout sectarisme idéologique, qui est le propre des intellectuels pseudo-révolutionnaires et nous réaffirmons notre position fortement unitaire ». (sept 1971). Sans aller plus loin dans notre recherche sur leur théorie, nous en savons plus qu'assez pour affirmer qu'ils n'ont rien à voir avec le marxisme révolutionnaire.

Pour les Communistes, depuis toujours, le pire ennemi est la Social-démocratie. Cela a toujours été la social-démocratie, et justement au moment où la réaction bourgeoise jetait le masque pour passer à la répression anti-ouvrière ouverte, elle à désarmer le prolétariat, tant idéologiquement que matériellement, quand elle ne s'est pas carrément, d'elle même, acquittée du devoir d'exterminer les avant-gardes révolutionnaires et les masses en lutte pour le communisme.

Conclure qu'un parti qui a une tradition semi-séculaire de trahison, puisse prendre les armes en défense des ouvriers opprimés signifie simplement être au service (même sans le savoir) de ce parti, signifie se trouver du côté de la Contre-révolution. Le parti armé, tout en déclarant que le PCI suit une politique opposée à la sienne, affirme qu'il s'agit d'une « grande force démocratique » et « qu'il ne semble pas utile ni important de continuer à l'attaquer par des flots de critiques ». (Mars 1973).

Il est vrai que, dernièrement, les terroristes se sont remis à diriger des flots de critiques (verbales, et même à coups de revolver) sur les opportunistes. Ils ont défini Berlinguer comme une reproduction de Kautsky et ses partisans, selon le cas, comme des flics, des agents de la contre-révolution, etc. Mais leurs accusations, de ce qu'il en ressort, sont toujours dirigées contre Berlinguer et les siens ; comme si, à l'intérieur du PCI, continuaient à cohabiter les deux fameuses « tendances » : la révisionniste et la révolutionnaire.

Comme tous les groupuscules, sans distinction, les cerveaux du parti armé croient aussi que le PCI recèle encore des forces communistes et révolutionnaires, tant il est vrai qu'au moment opportun « les adhérents communistes qui militent encore ou qui croient encore dans ce parti sauront certainement faire le bon choix ».

Dire que les ouvriers qui sont au PCI sont de bonne foi, et qu'au moment de l'affrontement révolutionnaire ils sauront de quel côté se mettre est une chose ; leur accorder la qualité de communistes en est une autre, qui est fausse.

N'est communiste que celui qui est encadré et milite dans le parti communiste révolutionnaire. Celui qui est de bonne foi est par définition dans l'erreur, il n'en a pas la responsabilité, mais cela ne le met

certainement pas au niveau du combattant révolutionnaire. Même le compromis historique dépendrait, selon les terroristes : 1) de l'incompréhension « des transformations structurelles et politiques profondes qui sont en train de s'accomplir à cause de la DC et de la Confindustria (le patronat) à l'intérieur du bloc impérialiste contre-révolutionnaire » ; 2) de « l'incapacité d'avoir une stratégie de classe de rechange ». En d'autres termes, les partis sociaux-traîtres n'avaient pas compris « le caractère réactionnaire et impérialiste de la DC ».

Malgré cela, cependant, « le compromis historique constitue un puissant facteur de crise politique du régime ; il fait peur et aiguise les contradictions dans les secteurs les plus conservateurs et les plus réactionnaires ! » (Avril 1975).

Ces affirmations sont tout à fait cohérentes avec la revendication de reconquête des « centres de pouvoir », que les communistes auraient conquis durant la résistance et d'où l'agent pro-américain De Gasperi les aurait sorti, et d'imposer au pouvoir bourgeois « la médiation de l'avant-garde communiste ».

Le parti armé pleurniche sur le fait que la bourgeoisie italienne adopte son appareil « économique et financier national (...) au programme déjà établi au niveau international, ce qui a pour conséquence de bloquer les investissements et d'augmenter de façon spectaculaire le chômage. Ceci, messieurs, est la thèse classique des pires sociaux-démocrates et même des fascistes ; selon cette thèse, notre pays devrait entreprendre une politique indépendante de l'impérialisme, nos patrons devraient développer leurs investissements pour donner du travail à nos ouvriers ; nos ouvriers devraient se contenter du minimum pour permettre au patron les investissements sans lesquels le chômage augmenterait de façon vertigineuse, et le pays tomberait aux mains de l'impérialisme étranger. Si c'est ça être révolutionnaire... !

## **Le pré marxisme du parti armé**

Que ce soit de la part des guérilleros métropolitains ou bien de la part de l'État et de ses plunitifs aux ordres, on essaye de faire entendre aux ouvriers qu'il n'y a que deux possibilités : ou l'on est fidèle à l'État, à la démocratie avec tous ses avantages et ses défauts, ou l'on prend les armes individuellement et on essaye de frapper l'État dans ses organes vitaux.

L'alternative serait ou le statu-quo ou la guérilla. Dans Les deux cas, et selon les « théoriciens » des deux bords, la classe travailleuse n'a pas de rôle autonome à jouer, elle attend simplement. Pour défendre la liberté du peuple, disent ces sbires du régime, c'est le rôle et la dialectique parlementaro-démocratique qui y pourvoient, tandis que les terroristes se proposent de défendre les marginaux des injustices qui portent atteinte aux droits de l'homme.

En niant un rôle autonome à la classe ouvrière, les groupes terroristes nient tout programme autonome et refusent donc également avec acharnement la nécessité du parti de la classe ouvrière. Les BR, par exemple, dans leurs « réflexions idéologiques » ou leurs « résolutions stratégiques », mettent en évidence leur programme anti-parti qui nie tout ce qui se réfère aux leçons tirées de la naissance des partis communistes et de l'Internationale de Moscou, qui est considérée par eux, selon le cas, comme une expérience historique de l'échec du mouvement ouvrier, sans portée pour l'avenir, ou bien comme une politique « liquidationniste qui table sur la défaite politique de la classe ouvrière ».

La seule forme organisationnelle pour combattre le capitalisme serait les groupes clandestins, le seul moyen efficace le terrorisme et la lutte urbaine, et à travers ces mouvements la diffusion de « l'idée-force de la possibilité et de la nécessité de faire démarrer un processus révolutionnaire pour la conquête du pouvoir ». Il y a un certain nombre d'années, quand la déclaration de l'utilisation de la guérilla était plus à la mode, nous écrivions :

« la revendication de la lutte armée ne suffit pas à faire un marxiste, pas plus que la reconnaissance de la lutte de classe ; le révolutionnaire national-bourgeois revendique aussi la première et admet, même s'il ne la prêche pas à la classe opprimée, la seconde. N'est pas marxiste celui qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classe jusqu'à celle de la dictature du prolétariat, donc celui qui ne possède pas la vision du clair processus qui conduit jusqu'à cette dictature et sa signification dans le cadre de la

lutte internationale de la classe ouvrière, du rôle du parti dans la conquête du pouvoir et de son exercice. » (Programma Comunista n° 16, 1967)

Ce n'est pas dans notre rôle de sonder si le dégoût que, pris individuellement, les terroristes éprouvent envers la corruption, la lâcheté, le conformisme des partis soi-disant communistes ou socialistes est sincère (même si tout leur comportement laisserait penser le contraire). Nous admettons également que ce sentiment, chez certains d'entre eux, est sincère ; mais ils ne se demandent pas si une telle dégénérescence n'est pas la conséquence du passage de l'Internationale et du premier État ouvrier dans le camp de la politique démocratico-populaire, ni si, par conséquent l'unique façon d'en sortir n'est pas de faire place nette à toute innovation théorique et pratique. Car ce sont justement ces « innovations » qui font passer la trahison à l'intérieur même des rangs du prolétariat, d'où la nécessité de retourner aux fondements eux-mêmes du marxisme révolutionnaire.

Pour eux, au contraire, il y a une recette pour guérir de l'embourgeoisement et, à leurs yeux, elle est de nature essentiellement morale : c'est la violence comme mythe. Bien au-dessous de Sorel et des anarcho-syndicalistes d'antan, pour lesquels la violence avait pour protagoniste le prolétariat, pour nos guérilleros actuels, elle n'est pas exercée par la classe ouvrière, ni par le peuple, mais par l'individu conscient qui se mobilise sur une base non de classe, mais de guérilla nationale aux côtés d'autres individus conscients qui, sans veiller à l'idéologie qui les inspire, ont choisi la même voie.

Pour Sorel, la « violence régénératrice » était l'âme du prolétariat et culminait dans la grève générale. Il est clair que c'est là une position antimarxiste. Au 2<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, on déclarait en fait que : « avec la seule grève générale, avec la seule tactique des bras croisés, la classe ouvrière ne peut remporter une victoire complète sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit aller jusqu'à l'insurrection armée. »

La leçon que les « combattants pour le communisme » modernes en tirent, c'est que l'action violente, pour être bien exercée, doit se détacher de toute action prolétarienne de masse. La grève générale est ainsi gommée de l'idéologie et de l'histoire comme une forme mesquine de défense économique : la grève est définie comme intrinsèquement conformiste, minimaliste, ouverte au compromis ; la guérilla, c'est l'offensive, c'est donc la seule méthode de subversion.

Les luttes revendicatives et économiques du prolétariat ne sont pas considérées comme ayant un intérêt mais, au contraire, elles sont évaluées comme des entraves à la prise de conscience et à la prise du pouvoir.

À côté de cette position, que nous pourrions qualifier d'officielle, il en existe une autre, celle du « mouvement », qui s'accorde parfaitement avec la première : elle se base sur « l'idée-force » du refus du travail. Non seulement on s'étonne que le prolétariat puisse lutter contre les licenciements, le chômage, mais on nie carrément que « un tel état d'arriération puisse devenir un catalyseur du processus révolutionnaire ». C'est comme si on disait : « Étant donné que tant qu'il y aura le travail salarié il y aura l'exploitation capitaliste, la lutte pour la défense du salaire et du poste de travail équivaut à lutter pour le maintien du régime d'exploitation. »

Quel raisonnement dialectique, il y a vraiment de quoi rire !

La peur de se voir contaminer avec tout ce qui apparaît comme purement matériel est du reste commun avec tous les groupes de la « nouvelle gauche ».

Étant donné que le prolétariat, tant qu'il ne se rend pas maître en tant que classe d'une théorie révolutionnaire, ne peut arriver qu'à une organisation trade-unioniste et conduire des luttes de défense qui, même puissantes, ne peuvent réussir à dépasser le cadre du système de production capitaliste, ces messieurs en déduisent que, une fois diffusée « l'idée force » de la révolution et de la dictature du prolétariat, la lutte revendicative de défense est dépassée, quand elle n'est pas carrément réactionnaire.

Constatant que les partis traditionnels avaient fini dans le marais de la corruption, les anarcho-syndicalistes en déduisaient que le parti devait disparaître de la scène politique pour laisser la place au syndicat ; les « combattants pour le communisme » liquident dans un même temps parti et organismes syndicaux en leur substituant des commandos partisans. La guérilla étant l'union d'hommes liés par un

même élan moral et par une volonté générique de faire la révolution, elle n'a pas un programme directif parce qu'elle se dirige d'elle-même ; la lutte armée elle-même fera trouver le programme et s'organiser le parti.

Pour nous marxistes, au contraire, **la violence est de classe : c'est le prolétariat qui l'exerce**, contraint par des conditions objectives, déterminantes et économiques. L'organe de sa direction est le **parti** de la classe ouvrière parce que « *Le parti communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le parti communiste se distingue de la masse entière des ouvriers en ce qu'il possède une vision générale de la voie que la classe doit parcourir historiquement (...) Jusqu'à ce que le prolétariat n'ait pas conquis le pouvoir d'État, tant que sa domination ne se sera pas consolidée pour toujours, rendant impossible toute restauration bourgeoise, le parti ne comprendra dans ses rangs, et cela par règle, qu'une minorité d'ouvriers (...). La nécessité du parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec la complète disparition des classes.* » (Résolution du 2<sup>o</sup> congrès de l'I.C. ).

À la base de tout refus du parti entendu comme **patrimoine de doctrine et de luttes**, nous voyons seulement l'idéologie bourgeoise, avec ses catégories métaphysiques de liberté, égalité, fraternité. Le refus du parti démontre qu'à la base de la société et de l'histoire, il y a, selon les BR, l'individu, même si, à plusieurs reprises, ils parlent de classe ouvrière et de prolétariat. Ces paroles dans leur bouche ont une signification tout autre que celle que leur donnent les marxistes. Pour les communistes, la classe n'est pas une somme d'individus ; la conscience de classe n'est pas la moyenne des opinions de ses membres. Revendiquer une « autonomie ouvrière » contre le parti équivaut à prétendre que cette conscience est uniformément distribuée parmi tous les membres de la classe pour arriver ensuite, après avoir appris que la majorité des ouvriers, pris individuellement, ne sont pas pour le moment révolutionnaires, à la conclusion que la classe ouvrière n'est plus révolutionnaire, et que la révolution est le devoir d'individus rares et de valeur, voués au sacrifice<sup>3</sup>.

Il est impossible de prétendre qu'il y ait une conscience générale au sens où tous la partageraient ; tant qu'il y aura le capitalisme la conscience intégrale du prolétariat ne peut être que la patrimoine du parti. Même la bourgeoisie sait que son organisation sociale n'a rien à craindre tant qu'elle ne trouve contre elle que des individus, et que le véritable danger c'est la constitution du prolétariat en classe et que celle-ci ne s'accomplit que par le parti et par son intermédiaire.

« Cette minorité, le parti, n'est pas un élément extérieur à la classe ; il est ce grâce à quoi la classe existe comme classe et lui seul peut intégrer toutes les luttes particulières et spontanées de la lutte historique pour le communisme. A ceux qui discutent de spontanéité, nous répondons : la véritable spontanéité historique du prolétariat, c'est le parti. » (Programma Comunista n° 6, 1969).

Lénine, contre les partisans de la spontanéité, a insisté à plusieurs reprises sur cet aspect : « la conscience politique de classe ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur ; c'est à dire à l'extérieur des luttes économiques, à l'extérieur de la sphère ouvriers et patrons ». Nous revoici donc à la question de tout à l'heure : le mouvement révolutionnaire pour nous, comme pour Marx et Lénine, se définit tout d'abord par son contenu, sa doctrine, son programme. C'est justement pour cela qu'il ne peut qu'être centralisé et anti-démocratique. Le parti représente la conscience historique du prolétariat et il ne peut pour cela être qu'unitaire et fondé sur la dictature des principes.

C'est ici que devient évidente la raison pour laquelle toute la production « théorique » du parti armé se déchaîne contre les enseignements de la Troisième Internationale, les enseignements du parti et de l'action de classe.

En admettant que les théoriciens de la guérilla veuillent combattre la dictature du capitalisme international, ils ne savent pas comment. Ils ne voient pas que la classe ouvrière, sans son programme historique, est un corps sans tête. Pour eux, tout travailleur devrait, en partant de ses propres conditions immédiates, parcourir de façon autonome, la route qui les porte où ils sont eux, c'est-à-dire en pleine idéologie bourgeoise.

3 On retrouve dans tout ce charabia idéologique des brigades rouges toute l'idéologie rationaliste de la bourgeoisie. Idéologie qui a eut un rôle révolutionnaire au temps de Rousseau, de Voltaire ou de Diderot, mais qui aujourd'hui est devenue totalement contre-révolutionnaire et rend imbécile et aveugle ceux qui raisonnent avec ces catégories.

## **Des groupes terroristes, mouvements petit-bourgeois et sous-prolétariens, ne sortira jamais le parti de la révolution communiste.**

Selon les documents des BR, l'enlèvement du juge D'Urso, la révolte des prisons de Trani, le meurtre du général Galvaligi ouvriraient une nouvelle phase de la guerre de classe. Aujourd'hui, par rapport à l'époque de l'enlèvement de Moro, l'affrontement armé entre les forces révolutionnaires et l'État aurait atteint un niveau plus élevé : finie la phase de la « propagande armée », nous vivrions « une époque d'affrontement plus avancé dans, laquelle le mot d'ordre général de la guérilla est : conquérir et organiser les masses sur le terrain de la lutte armée pour le communisme ». Si on comprend bien, les masses à conquérir et à organiser sur le terrain de la lutte armée ne sont pas les prolétaires dans le sens traditionnel du terme, c'est à-dire les ouvriers d'usine, cela parce que - disent-ils - « la crise a élargi la couche prolétarienne expulsée du processus productif ». Les « prolétaires » à conquérir à la révolution sont donc à rechercher dans la masse reléguée à une condition de marginalisation durable, privée de revenu, et qui voit dans l'illégalité l'unique possibilité de survivre ! Le sous-prolétariat, cette lie prête à se vendre et à se faire l'instrument de la réaction capitaliste, comme Marx et toute la tradition communiste l'ont toujours affirmé, en vient à être encensé par des révolutionnaires petit-bourgeois jusqu'à « faire partie à plein titre du prolétariat métropolitain » en notant carrément que celui-ci « dans sa très grande majorité, a identifié son intérêt de classe dans la lutte pour le communisme ». De façon certaine, refait surface ce concept réactionnaire et anticommuniste d'après lequel criminalité et lutte de classe coïncideraient, concept propre à la petite-bourgeoisie et à toutes ses franges politiques qui imaginent la révolution comme une grande fête expropriatrice.

Selon le journal de l'autonomie, « Rosso », le milieu serait « un élément actif de la dictature du prolétariat, partie intégrante du prolétariat métropolitain, (...) développerait le besoin du Communisme (...) et serait la partie la plus radicalement expropriée du Capital, qui verrait dans le vol, dans la séquestration, etc., l'unique terrain de survie (...), qui avancerait le refus du travesti de la façon la plus radicale ». Ces affirmations ne sont pas dangereuses en tant que telles, car il suffit du bon sens commun pour les considérer comme des propos de débile. La chose aberrante et vraiment dangereuse, et c'est pour cela que nous ne nous sommes jamais lassés de combattre le faux révolutionnarisme, consiste à mettre dans les mains de l'opportunisme traître des armes pour dénigrer indistinctement quiconque se réclame du marxisme et de la lutte de classe, et à présenter aux ouvriers les révolutionnaires comme étant ceux qui préfèrent le vol au travail et qui, plutôt que d'aller s'enfermer en usine, préfèrent se faire enfermer en prison. Ainsi, en définitive, cette idéologie imbécile remplit une fonction clairement contre révolutionnaire et anti-communiste.

Des dernières théorisations des BR, qui en fait sont identiques à celles de l'autonomie, il en découle que la prison, au même titre que l'usine, serait une structure qui concentre des masses de prolétaires et de communistes. Mais, à l'inverse de l'usine, la prison est un degré plus élevé, nous pourrions dire plus proche du communisme. Dans la prison, il n'existe en fait pas de travail salarié, et les organismes de masse peuvent poser directement le problème du pouvoir sans courir le risque de tomber dans la déviation économiste. Si absurde que cela semble, les dirigeants du parti armé, avec le slogan « encerclons les encerclés », ont théorisé la possibilité de constituer un pouvoir prolétarien à l'intérieur des prisons ; et, pour démontrer que ce pouvoir existe réellement, ils ont laissé au « prolétariat prisonnier » la faculté de gracier le juge D'Urso. La confirmation de l'inconsistance d'un tel « pouvoir », en admettant qu'on en avait besoin, fut que, pour ne pas être victimes de représailles brutales, les membres des BR prisonniers, tous d'accord, ont opté pour la « suspension » de la peine de mort, pendant que l'État lançait contre eux de nouveaux mandats d'arrêt pour participation à l'enlèvement et à la séquestration du juge en question.

La constitution d'organismes prolétariens de masse (les comités de lutte dans les prisons) et leurs luttes auraient deux objectifs : l'un à bref terme et l'autre à plus long terme. L'objectif immédiat devrait être celui d'abolir toute différenciation à l'intérieur des prisons entre « politiques » et droits communs, considérant cette séparation comme une tentative pour diviser le prolétariat. L'autre, celui à plus longue échéance, serait la destruction de toutes les prisons et la liberté pour tous les prolétaires prisonniers. « La destruction des prisons et la libération du prolétariat prisonnier signifient détruire les conditions de la



domination capitaliste sur la reproduction de la force de travail à l'intérieur du prolétariat métropolitain (...). Elles signifient la construction d'une société qui rend superflues toutes les institutions répressives. »

Lutte pour l'abolition des prisons et lutte pour l'émancipation des classes exploitées seraient équivalentes, comme dans le régime capitaliste les seules structures répressives étaient les prisons, ou comme si on pouvait éliminer les causes de l'oppression capitaliste en combattant les effets. Pour les communistes, la vraie prison, en régime capitaliste, est le mode de production salarié où le prolétariat est complètement lié au sort de la production, de la même façon que l'esclave était enchaîné aux rames de la galère et en partageait le sort.

Le devoir du prolétariat et du parti communiste est opposé en tout à ce que se proposent, avec leurs programmes branlants, les théoriciens du parti armé. Frapper au cœur de l'État est notre programme révolutionnaire, mais pour abattre le monstre capitaliste, il faut s'emparer du pouvoir politique, briser la machine d'État actuelle, et donc abolir les rapports de production capitaliste. Pour faire tout cela, il faut avant tout un parti révolutionnaire qui ait un programme politique clair et qui ne vive pas au jour le jour, découvrant d'heure en heure de nouvelles figures révolutionnaires et des stratégies saisonnières. Il est nécessaire que la classe prolétarienne, la vraie, celle qui produit, soit décidée à ne plus supporter le joug de l'exploitation capitaliste et que la classe dominante ne soit plus en mesure de concéder quelque chose au prolétariat. Le capitalisme ne peut être abattu que par la seule insurrection de masse, préparée par de puissants mouvements de grèves, sous la direction du parti et en période de profonde crise du régime ; c'est autre chose que de la « propagande armée » et de la « guérilla de longue durée » ! Pas même avec la prise du pouvoir par le prolétariat sera abolie la répression en tant que telle. L'État de la dictature du prolétariat exercera sa répression sur les anciennes classes exploiteuses en employant la terreur, la torture, les prisons, etc... « Il n'y a qu'un seul moyen – a dit Marx – par lequel l'agonie mortelle de la vieille société et de ses souffrances sanguinaires qui accompagnent l'enfantement de la nouvelle société puisse être abrégée, simplifiée et concentrée, un seul moyen, la terreur révolutionnaire. »

Encore à cet égard les BR sont en désaccord, déclarant repousser « l'idée même de prison, vouloir détruire, être en désaccord « avec tout type de prison, même avec celles dans lesquelles nous sommes contraints d'enfermer les ennemis du peuple. »

Un autre aspect de la campagne actuelle du parti armé est la prétention que la presse et les canaux d'information bourgeois se fassent les porte-parole du verbe révolutionnaire : « Conquérir des espaces dans les canaux de la communication sociale est un objectif du programme révolutionnaire du prolétariat métropolitain dans cette phase et, quels que soient les choix contingents de ceux qui monopolisent aujourd'hui ces appareils, il saura les conquérir. »

Les petits-bourgeois retiennent que, dans les conditions de la légalité, il y a de la place pour une lutte d'émancipation des masses, et peu de différence existe entre ceux qui pensent pouvoir contraindre la classe dominante à céder son pouvoir quand la moitié, plus un des électeurs, en aura décidé, et ceux qui pensent se servir dans un but révolutionnaire de la presse du régime. A l'évidence, le but de ces messieurs, qu'ils le fassent même à coup de mitraillettes, c'est celui de remettre la bourgeoisie dans les conditions de sa légalité, de lui imposer le respect de ses propres chartes constitutionnelles, contre lesquelles le parti armé ne s'est jamais élevé. En diverses occasions, nous avons démontré comment le programme des groupes terroristes est tout à fait réformiste et cela nous en donne une confirmation supplémentaire. Le déterminisme économique dit qu'à chaque époque l'opinion générale, la pensée politique, philosophique et religieuse prévalente est celle qui correspond aux intérêts de la classe dominante. Que les masses exploitées ne la suivent pas ne dépend pas du fait que le parti révolutionnaire n'est pas en mesure de disposer de puissants moyens d'information. La classe ouvrière ne fera pas la révolution parce qu'elle aura lu et accepté le programme communiste. L'idéologie révolutionnaire ne prévaut pas dans la masse, mais dans sa minorité d'avant-garde : « Une révolution est vraiment mûre quand, bien que les opinions dominantes avec leur terrible inertie réactionnaire continuent à remâcher les vieux préceptes traditionnels, tant vis-à-vis de la masse qui en est victime que parmi les classes supérieures dépositaires du régime, le fait réel et physique de l'inadéquation du système de production les oppose contre les mêmes intérêts matériels de la classe privilégiée dans ses larges couches. (Force, violence, dans la lutte de classe).

Même s'il est vrai que les moyens d'information sont indispensables pour la propagande révolutionnaire, de fait, à un moment de marasme révolutionnaire complet, ils serviraient à bien peu. Au contraire, en période de reprise prolétarienne, le parti trouve les moyens de faire pénétrer sa voix à l'intérieur de la classe ouvrière et certainement pas par les organes de la presse bourgeoise ou les chaînes de la radio-télévision nationale. La voix du parti sera beaucoup plus diffusée et son programme bien mieux connu par les prolétaires quand la loi sera contrainte de rendre nos journaux illégaux. Penser pouvoir utiliser, à des fins révolutionnaires, les soi-disant « mass media » capitalistes est encore plus ingénu et naïf que de prétendre se servir du parlement bourgeois dans les mêmes buts. Il y a trente ans, nous avons écrit que école, presse, discours publics, radio, cinéma, associations de toutes espèces, représentent des moyens d'une potentialité des centaines de fois plus forte que ceux à la disposition de la société des siècles passés. En régime capitaliste, la pensée est une marchandise et elle est produite sur mesure en employant les investissements suffisants et des moyens économiques pour sa fabrication en série. Si l'Allemagne et l'Italie ont eu les Ministères de la Propagande et de la Culture Populaire, la Grande-Bretagne forma au début de la guerre le Ministère de l'Information pour monopoliser et encadrer toute la circulation des nouvelles. C'était déjà, dans l'entre-deux guerres, un monopole du puissant réseau des agences journalistiques anglaises ; aujourd'hui, évidemment, un tel monopole a franchi l'Atlantique. Tant que les événements militaires furent favorables aux allemands, la production quotidienne de balivernes et de mensonges du bureau anglais a atteint des volumes que les organisations fascistes n'ont pu qu'envier.

Pour n'en citer qu'un, au temps des incroyables opérations militaires allemandes pour la conquête de la Norvège en 48 heures, la radio relatait les détails d'une défaite désastreuse de la flotte allemande dans le Skager-rak<sup>4</sup> ! Comme on voit, la « restructuration » de la presse et la manipulation des nouvelles qui inquiètent tant le parti armé ne datent pas d'aujourd'hui, et est beaucoup plus mensongère dans la démocratie que dans les régimes dictatoriaux.

Par ce bref aperçu, nous avons voulu démontrer comme est nette la séparation qui divise le programme communiste des soi-disant « groupes armés pour le communisme », dont la place politique est entièrement dans le camp de la bourgeoisie. Nous avons même honte d'en arriver à réfuter de semblables « théories » tant elles sont éloignées de toute école de pensée sérieuse, même bourgeoise.

Ce n'est pas le cas cependant pour certains de nos « cousins » qui, depuis quelque temps, dans la tentative de combler le vide laissé par les groupuscules, ont ramassé la bannière soixante-huitarde merdeuse. Pour ces messieurs, pour appartenir à la tradition de la Gauche Communiste il est suffisant de publier, de temps en temps, des textes anonymes, car collectifs de parti, en les attribuant aux pensées géniales d'hommes illustres ; pour le reste, ce qui compte, c'est avant tout la politique. Les principes nous laissent hors du mouvement, la politique nous permet d'y patauger. Alors, peu importe si l'idéologie du parti armé est petite bourgeoise, stalinienne, démocratique, patriotique, de la Résistance, etc, etc, etc ; si leur action ne frappe pas l'État, ni au cœur ni à la périphérie, alors qu'elle sert seulement à désorienter et à désarmer le prolétariat : ce qui compte, c'est qu'ils bougent, c'est qu'ils font parler d'eux, c'est qu'ils déclarent toujours et de toute façon avoir remporté de stupéfiantes victoires en infligeant de graves pertes à l'ennemi. Ces messieurs de la « Politique d'abord » distribuent des patentes de révolutionnarisme à droite et à gauche jusqu'à reconnaître un processus d'évolution à l'intérieur du parti armé qui, quoique encore lent et prématuré, avec une idéologie encore sujette à divers mythes, aurait le mérite historique d'avoir revendiqué la violence comme élément essentiel de « la lutte de classe ». Et alors, pourquoi n'avons nous pas été avec Serrati dont le programme était certainement plus mûr et beaucoup moins lié aux mythes contre-révolutionnaires ? Pourquoi n'avons nous pas été avec la Résistance antifasciste qui revendiquait pourtant l'usage de la violence, et la pratiquait de manière plus massive et, si ça peut vous faire plaisir, mieux ?

La Gauche Communiste a toujours affirmé que les partis ne se convertissent pas. Cela veut dire qu'un parti bourgeois, petit-bourgeois ou opportuniste ne deviendra jamais révolutionnaire par un processus évolutif. Le programme révolutionnaire ne se mesure pas en pourcentages qui peuvent varier quotidiennement comme varient les titres en bourse. Reconnaître des doses de marxisme à des

4 Déroit séparant le Danemark de la Norvège.

mouvements qui, par leur idéologie, leur origine et leur base sociale, se meuvent dans le marais de la petite-bourgeoisie et du sous-prolétariat, signifie seulement avoir abandonné la voie lumineuse du communisme révolutionnaire pour s'enfoncer dans la fange du volontarisme inoffensif.

## **FIDÉLITÉ A L'ÉTAT DE LA PART DES CLASSES MOYENNES ET DES SOCIAUX-TRAÎTRES**

Le seul effet, quelles qu'aient été ses intentions, qu'a eu toute l'activité du parti armé a été celui de renforcer le régime bourgeois. Le terrorisme a servi de prétexte à l'État pour imposer à tous un acte de foi au régime démocratique : on leur a tous demandé de s'exprimer au sujet de l'usage de la violence comme méthode de lutte politique. Qui n'est pas avec l'État et ne s'emploie pas à le défendre – a-t-on dit – se trouve ipso facto dans l'aire terroriste, et un agent des brigades rouges sera donc considéré comme un ennemi de la démocratie ; il ne lui sera garanti ni le travail, ni la liberté. La réponse, on l'a vu, fut de la part de tous, – nous mis à part – unanime : vive le pacte social, vive la démocratie, à bas la violence !

La riposte du parti de classe doit nécessairement être autre. Les communistes, avant même d'exprimer un jugement, doivent constater que « chaque fois qu'à des représentants de la bourgeoisie arrive un accident du travail, celle-ci monte une opération évidente et, avec l'appui inconditionnel des traîtres à la classe travailleuse, exploitant de faciles motifs sentimentaux, réorganise et développe son propre appareil répressif pour étouffer le prolétariat révolutionnaire sous la chape de la concorde nationale, de la collaboration de classe, du baigne et du plomb démocratiques. La bourgeoisie qui vit et s'engraisse sur les cadavres des travailleurs, immolés quotidiennement sur l'autel du profit, ne s'émeut pas non plus face aux corps inanimés de ses propres serviteurs. Ce sont des morts qui servent seulement au pouvoir pour jeter définitivement le masque légalitaire, devenu désormais trop encombrant, et justifier le recours ouvert à ces méthodes adaptées à sa nature réactionnaire de classe. Pas même les commerçants peureux ne s'émeuvent, même s'ils baissent vite leur rideau en signe de deuil. Les boutiquiers ferment, mais c'est pour continuer, par derrière, la chasse au profit dans laquelle réside toute leur morale de classe. Et en plus, ils auraient même l'effronterie de prétendre que les prolétaires et les communistes formulent une sentence condamnant ceux qui usent, à son égard, de la violence.

« Tout autre est notre discours. La propagande adverse ne nous engage pas à lier notre avis sur des thèmes qu'elle choisit comme prétexte privilégié. Notre programme est connu : il ne sera pas raccommoqué pour donner des explications à l'insolence de la presse anti prolétarienne. L'avènement d'une lutte qui donne lieu à des tragiques épisodes n'est pas jugée par nous en donnant des sanctions ou en la rejetant. Nos responsabilités résultent clairement de nos prises de position programmatiques. Quant au reste, nous voyons reconfirmée la grande vérité historique, proclamée par le communisme, selon laquelle à la situation actuelle il n'y a pas d'autre issue que la victoire révolutionnaire des travailleurs dans un nouvel ordre vraiment fraternel, ou un retour à la plus sombre barbarie empêchant toute forme de cohabitation sociale. La bourgeoisie, plutôt que de disparaître de l'histoire, est prête à la ruine générale de la société humaine. Les bandes blanches qui se forment pour briser la vague émancipatrice des travailleurs, travaillent pour cette seconde solution ténébreuse. Nous croyons et nous espérons qu'elles seront balayées par la force consciente du prolétariat, mais même si cela ne se produit pas, en aucun cas, elles ne sauveront de la ruine finale l'ordre bourgeois pourri. »

Ce fut ce discours que le P.C. d'Italie en 1921, au lendemain de l'attentat au théâtre Diana, adressa aux travailleurs ; nous ré adressons ces mêmes discours aujourd'hui à la classe ouvrière. Encore une fois, aujourd'hui comme en 1921, notre discours se distingue de celui de tous les autres, surtout de celui des pires ennemis de la classe ouvrière : hier les socialistes, aujourd'hui le PCI. Le PCI, par la bouche de ses janissaires, demande à grand bruit « une solidarité politique entre toutes les forces démocratiques pour permettre au gouvernement de faire le saut (...) à un niveau d'efficacité exceptionnelle, de créer avec d'extraordinaires énergies les nouvelles structures de police, pour les services d'information, pour les services secrets. »

Le PCI et les syndicats accourent avec une diligence extrême pour soutenir le carrosse démocratique pourri, se déclarant prêts à se charger de la gestion des intérêts capitalistes, même en se substituant à ce régime et à ces capitalistes qu'ils définissent comme incapables.

Quand ils prêchent le refus de la violence, ils le font seulement pour désarmer la classe ouvrière, mais ils sont prêts, au contraire, à utiliser la violence chaque fois que le prolétariat se rebelle de sa condition d'exploitation. A l'occasion de la mort de l'ouvrier du PIC Rossa, Luciano Lama (secrétaire de la C.G.I.L.) déclarait légitime l'utilisation de la violence et même sa disposition personnelle à prendre les armes contre quiconque se propose d'abattre l'État capitaliste. A quelques jours de distance, dans les colonnes de L'Unità, Pajetta revendiquait pour les inscrits à son parti le droit de jouer au flic, en le définissant de « devoir d'italien » et lançait l'appel suivant : « nous contribuons à faire identifier et à faire condamner l'ennemi. Comme nous l'avons fait une fois, comme nous l'avons toujours fait » (L'Unità du 29/01/1979).

Face à la solennité de la défense du régime, même les groupuscules récalcitrants ont subitement fait une abjuration publique de leur passé ; ils ont été aussi très rapides à démontrer leur maturité, ne dédaignant même pas de mêler leur signature « révolutionnaire » à celle de la prétaillé obscurantiste au bas d'appels larmoyants. Les petits docteurs ont besoin de démontrer qu'ils sont des gens polis, instruits, bien éduqués et, comme tels, ils ne peuvent pas ne pas se ranger du côté de la défense de la vie humaine, considérée par eux comme sacrée (il s'agit de celle des bourgeois : les travailleurs, on le sait, sont sujets à...des accidents). Nous leur demandons : depuis quand les révolutionnaires, puisque vous vous déguisez en révolutionnaires, ont-ils besoin de certificats de bonne conduite, délivrés par le système qu'ils se proposent d'abattre ? Nous sommes révolutionnaires non bien que, mais parce que nous prêchons la nécessité de la lutte de classe et de la prise violente du pouvoir politique et parce que nous nous permettons d'affronter l'opinion publique avec tout le bagage doctrinal et historique du communisme révolutionnaire sans rien ôter ou sans rien ajouter pour « l'adapter » à l'époque, et sentir le besoin de devoir rendre compte à personne sauf à notre doctrine immuable. Les autres, les Piperno, les Negri, les terroristes repentis ou pénitents accomplissent leur évolution jusqu'au bout ; ils en arrivent à proposer leurs services à l'État. Nous souhaitons que cela arrive tout de suite, car quand cela arrivera, une autre barrière sera tombée, élevée par l'idéologie bourgeoise, pour empêcher le prolétariat de rejoindre son parti révolutionnaire de classe. Les luttes présumées contre le terrorisme, les camarades qui se trempent, l'excès de militarisme, etc, servent seulement à ces messieurs pour combattre la violence tout court, à se faire les garants du système.

Toute la lie soixante-huitarde et extraparlamentaire est sur les mêmes positions.

On compare la situation politique à celle des années 1921-22, et on réclame la fureur du peuple, comme ce fut fait alors par les renégats socialistes, un État fort qui soit en mesure de défendre par tous les moyens les institutions démocratiques de la subversion totalitaire. Monsieur le Docteur Antonio Negri, après la petite plaisanterie que lui a fait le duo PCI-Calogero, en personne intelligente qu'il est, a compris soudain (même si c'est avec retard) de quel côté se trouver et, abandonnant sa velléité sanguinaire, proclama « la paix comme arme, comme élément mortel contre le développement capitaliste ». Le PCI, qui s'en tient à parler de développement vers des formes de socialisme, « de démocratie progressive », etc, n'avait même pas atteint une aussi haute considération de la voie pacifique. L'usage de la violence par la classe ouvrière naît du fait que les classes possédantes vivent de l'exploitation des classes travailleuses et ne peuvent maintenir leurs propres privilèges qu'en se servant, contre ces dernières, de la violence armée de leur État politique. Quiconque, dans la société divisée en classes, se bat contre l'utilisation de la violence ne fait rien d'autre que de désarmer la classe exploitée et appuyer les classes dominantes. A ceux qui bavardent du communisme en voulant présenter un Karl Marx barbu et tranquille comme précurseur de la loi pour la défense des droits humains, alors que la théorisation de la violence de classe serait une distorsion asiatico-léniniste, à ces messieurs nous leur lançons sur la tronche quelques citations du vieux révolutionnaire de Trèves :

« IL y a un seul moyen par lequel l'agonie mortelle de la vieille société et les douleurs sanguinaires qui accompagnent la naissance de la nouvelle société puissent être abrégées, simplifiées, concentrées - un seul moyen - la terreur révolutionnaire. »

Qui plus est, pour Marx et Engels, l'usage de la violence a aussi une valeur pédagogique déterminante : « La révolution n'est pas nécessaire seulement parce que la classe dominante ne peut pas être renversée d'aucune autre façon, mais aussi parce que la classe qui l'abat ne peut réussir qu'en étant résolue à se débarrasser du poids de la merde séculaire, et à devenir ainsi capable de fonder la société sur de nouvelles bases. » (Marx, L'idéologie allemande)

Quand il était encore permis aux communistes d'écrire sur L'Unità, ils affirmaient :

« La démocratie a fait son temps, loin de la restauration des idéaux sur lesquels pleurent les divers Amendola et Turati, la révolution des grandes masses occidentales les fera assister à une girandole satanique de coups de pieds dans le cul de la Sainte Démocratie jamais vierge et toujours martyre ; » (L'Unità, 16/04/1924).

De la même façon, demeure invariant notre point de vue sur la proposition avancée par les gauches, vieilles ou nouvelles, d'un État fort. « Nous communistes, ne sommes pas assez fous pour demander un gouvernement fort. Si nous pensions que ce que nous demandons pût être accordé, nous demanderions un gouvernement vraiment faible, qui nous garantisse l'absence de l'État et de sa formidable organisation. » (Il Comunista, 02/12/1921).

« Si le prolétariat a le devoir de briser votre ordre maudit, pour construire le sien sur ses ruines, le pire ennemi est celui qui se propose de le maintenir avec la pire énergie. (...) C'est pourquoi les communistes dénoncent comme frauduleux le programme de la gauche, aussi bien quand elle gémit sur les libertés publiques, que quand elle se lamente sur le fait que le gouvernement n'est pas fort. (...) Nous ne sommes donc ni pour le gouvernement faible, ni pour le gouvernement fort, ni pour celui de droite ni pour celui de gauche (...); nous sommes pour un seul gouvernement : le gouvernement révolutionnaire du prolétariat. Vive le gouvernement fort de la révolution. » (Il Comunista, 02/12/1921)

La bourgeoisie et ses serviteurs de « gauche » orchestreraient même leurs macabres réunions en défense des institutions démocratiques, nous serions étrangers à de telles manifestations, qui ont un rôle précis contre-révolutionnaire. Pour notre part, on ne verra jamais une condamnation morale contre les terroristes qui tuent les représentants de notre classe ennemie. Notre condamnation et la critique impitoyable que nous faisons du terrorisme s'appuient non sur le refus de l'action violente, mais sur la base du programme du marxisme révolutionnaire.

\*\*\*\*\*

## LES LOIS SPÉCIALES CONTRE LE PROLÉTARIAT

La réforme de la loi Reale sur laquelle se trouvèrent unis tous les paris officiels, la loi contre le terrorisme, lancée à cause du rapt de Moro par un décret-loi du gouvernement, toujours avec le plein appui de tous les partis de la majorité, les nouvelles « lois spéciales » et les propositions de loi encore plus spéciales constituent un renforcement accru de l'État bourgeois en une fonction exclusivement anticommuniste et anti prolétarienne, l'action des troupes. Terroristes, les manifestations violentes, les affrontements entre groupes extrémistes et maintenant le retour des poseurs de bombes, fournissent à la bourgeoisie le prétexte pour perfectionner ses lois, pour les rendre aptes à soutenir la contre-révolution préventive, qui représente une carte aux mains des classes exploiteuses, face à une situation économique et sociale qui se fait de jour en jour plus critique pour le régime. Voyons maintenant, depuis 1974, quels ont été les changements en ce sens.

Arrestation par la police : Avant l'entrée en vigueur de la loi Réale, la police pouvait arrêter, en cas de danger de fuite, les personnes gravement soupçonnées de faits pour lesquels un mandat d'arrêt est obligatoire ; maintenant, elle peut arrêter les personnes « pour lesquelles pèsent des indices suffisants de délit, pour lequel la loi établit une peine non inférieure à six ans de réclusion, ou bien pour délits concernant les armes ». Grâce à l'article 7 du Décret-Loi du 15/12/1979, la police doit communiquer l'arrestation au magistrat non plus « immédiatement », mais seulement « sans retard et de toutes façons, dans les 48 heures ». L'arrêté peut être retenu non plus « le temps nécessaire des premières vérifications » ; en outre les résultats des enquêtes sommaires ne doivent plus être communiqués au juge avec les motifs pour lesquels l'arrestation a été effectuée, dans les premières 48 heures, mais dans les 48 heures successives à la communication de l'arrestation ; c'est dire que nous sommes à 96 heures de l'arrestation elle-même. L'article II du décret-loi 59-78 donne le pouvoir à la police d'arrêter, indépendamment d'indices pour faits graves, les personnes qui refusent de décliner leur propre identité et de les retenir pas plus de 24 heures. Cette arrestation est possible même quand pèsent des indices suffisants pour considérer comme faux l'identité fournie par l'arrêté ou les documents exhibés par lui. Le juge Antonio Bevera commente ainsi : « Un vieux permis ou une carte ternie peut donc se traduire par la privation de la liberté personnelle pour 24 heures » (A. Bevera : Sommes nous encore le pays le plus libre du monde ?).

Perquisitions : L'article 4 de la loi Reale prévoit que peut être perquisitionné par la police quiconque dont l'attitude ou la présence « en relation à des circonstances spécifiques et concrètes de temps et de lieu n'apparaissent pas justifiables ». Ce pouvoir a reçu récemment une extension en vertu « de l'article 9 du décret-loi 625/79. Les officiers de police judiciaire, en cas de « particulière nécessité et d'urgence », même de « leur propre initiative, c'est à dire sans l'autorisation du magistrat, peuvent ordonner des perquisitions d'édifices entiers ou de blocs d'édifices, dans les aires en question. Le pouvoir de perquisition à domicile sans autorisation du magistrat, déjà prévu par l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 224 du code de procédure pénale, devient pratiquement illimité jusqu'à déboucher sur de véritables ratissages.

Usage des armes : Avec ces lois, ont été officiellement amplifiés les pouvoirs de la police dans l'utilisation des armes. « En réalité ces lois, grâce spécialement à la promesse d'impunité (...) pour les agents de police, constituent une invitation tacite pour ces derniers à user des armes sans discrimination à l'égard des citoyens ». (A. Bevera, cit.).

Le décret-loi 21/03/78 n° 59 a réintroduit l'interrogatoire de police même en l'absence de défenseur pour celui qui a été emprisonné ou arrêté.

Aggravation des peines : L'article 1 du décret-loi 625/79 prévoit une circonstance aggravante spéciale quand les délits sont commis à des fins de terrorisme ou de subversion de l'ordre démocratique. L'augmentation de la peine est fixée de moitié, et « les circonstances atténuantes (...) ne peuvent être retenues dans ce cas, eu égard aux circonstances aggravantes. »

L'article 2 introduit le délit « d'attentat à la vie et à l'intégrité des personnes à des fins de terrorisme ou de subversion de l'ordre démocratique », aggravé quand il est dirigé contre des personnes de l'appareil d'état (police, magistrature, hommes politiques, etc.).

L'article 3 introduit le cas du délit « d'association à des fins de terrorisme et de subversion de l'ordre démocratique ». Cette loi punit non seulement celui qui accomplit ces actes, mais aussi ceux qui s'associent à des fins jugées subversives, avec la peine de réclusion de quatre à huit ans.

Prison préventive : l'orientation est de faire de la prison préventive (qui représente actuellement la condition de près des 2/03 de la population carcérale) un instrument normal d'anticipation de la peine, indépendamment d'une sentence de condamnation définitive. La prolongation des délais de la prison préventive a débuté avec la loi n° 99 de 1974, a suivi avec la loi Reale, la loi du 07/06/1977 et enfin, avec l'article 10 du décret-loi 625/79, on augmente de un tiers sa durée pour délit de terrorisme et de subversion de l'ordre démocratique. Cette disposition admet qu'un accusé puisse faire de la prison préventive jusqu'à 2 ans et huit mois dans la phase instructive, jusqu'à cinq ans et quatre mois avant que ne soit prononcée la sentence du jugement de premier degré, et jusqu'à dix ans et huit mois avant que ne tombe la sentence définitive.

L'article II du même décret-loi prévoit l'application de la prolongation des délais préventifs même pour les procès déjà en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Comme on le voit, la république démocratique a dépassé encore le code fasciste de 1930 où on lit : « Au prévenu, qui se trouve en état de surveillance préventive au moment où le nouveau code entre en vigueur, s'appliquent les conditions du code abrogé, du fait qu'elles sont plus favorables. Cette disposition n'est pas motivée seulement par l'équité, mais aussi pour des raisons juridiques. En fait, les lois du code de procédure pénale qui régissent la liberté personnelle du prévenu ont un caractère restrictif et doivent être soumises au critère du droit pénal matériel et à toute autre loi qui restreint le libre exercice des droits et non à ceux du droit pénal processuel. »

Le premier à jouir de ce dépassement démocratique du fascisme fut certainement le PCI qui demandait l'aggravation des délais d'emprisonnement préventif pour que les magistrats échappent au « chantage du temps ».

Pour les délits de terrorisme, etc., toute mesure de liberté provisoire est suspendue. La loi Reale prévoit la punition des personnes suspectées d'accomplir des actes de préparation avec les détenus. En 1977, sont entrées en vigueur les prisons spéciales sans qu'une loi, un décret ou un règlement ne les ait instituées. Quand, en février 1923, des milliers de communistes italiens furent arrêtés, il fut facile pour le parti de prendre la position suivante : « Nous comprendrions très bien que le fascisme se débarrasse de ses adversaires et prenne des mesures dictatoriales contre nous. Il a parfaitement raison de nous juger et de nous condamner parce que nous sommes communistes et parce que notre but est d'abattre le gouvernement existant par l'action révolutionnaire ; pourtant, d'un point de vue juridique, ce que nous faisons n'est pas interdit. On nous interdit d'autres choses, mais vous ne possédez aucune preuve de la soi-disant conjuration sur la présumée association de malfaiteurs sur laquelle repose votre accusation. Nous avons non seulement affirmé ce point de vue, mais c'est grâce à lui que nous avons été relaxés par les tribunaux, parce qu'il était absolument impossible sur la base des lois en vigueur de nous condamner. » (Rapport sur le fascisme au V<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale)

Sous Mussolini, les communistes pouvaient ouvertement exposer publiquement et clairement leurs intentions révolutionnaires et être acquittés parce qu'il existait un code pénal très libéral qui le permettait, surtout quand il s'agissait de délits politiques et d'opinion, au point que dans le tribunal même ils pouvaient se gausser de l'impuissance de la loi : « L'histoire enseigne et démontre que la prévention des mouvements révolutionnaires se fait non avec des codes qu'on applique aux délits communs, mais avec des mesures et des lois d'exception qui poursuivent ce que la loi commune tolère et consent en matière d'activité politique des citoyens. Si, pour déjouer un mouvement révolutionnaire, on attendait de réunir les éléments de preuve du complot, objectivement parlant, on agirait de façon beaucoup trop lente pour désarmer un adversaire sur le point d'agir. Il n'est pas paradoxal de conclure que s'il y a un procès, il n'y a pas de complot. » (Le procès des communistes italiens, 1923)



La bourgeoisie a bien appris la leçon d'abord avec les lois spéciales de Mussolini, puis avec la république antifasciste et elle ne fonde pas sa force répressive sur des preuves, mais sur des présomptions. L'actuel système répressif ne trouve pas ses présupposés dans l'accomplissement d'un fait constituant un délit, mais dans le soupçon que celui-ci va se produire. Les soi disant actes préparatoires légitiment toute arrestation provisoire de la part de la police quand « on a mis en évidence la nécessité et l'urgence de vérifier le bien-fondé d'indices relatifs à la préparation » des délits prévus aux articles précédents (art.22 du Projet de loi n° 1798 de 1977).

Selon les dispositions actuelles et les propositions de lois, en particulier celle Andreotti-Cossiga-Bonifacio, le pouvoir d'État devient tout à fait discrétionnaire et ne punit plus les actes commis, mais une attitude considérée comme potentiellement criminelle.

Il existe, parallèlement à l'appareil répressif de l'État, même s'il est moins connu, tout en étant très efficace, un corps de police privée au service des intérêts capitalistes. En 1972, en Italie, il y avait 20.000 policiers privés, en 1979 on en dénombre 87 500. Leur répartition est très éloquent : 28.000 d'entre eux dépendent d'instituts privés, 3000 d'associations de propriétaires, 1500 d'usines privées, 60 000 d'usines et d'établissements publics (La Repubblica, 20/01/79). Mais ce n'est qu'une partie du phénomène, parce que les vigiles urbains, les carabinieri et policiers font les deux boulots, employant leur temps libre auprès d'agences privées. Le 14 octobre 1977, le magistrat La Valle déclarait au Corriere della Sera que « les officiers publics servent les agences, constituant un réseau d'espionnage qui couvre le pays entier en ayant des antennes dans toutes les communes ».

L'affaire a pris de telles proportions qu'elle eut besoin de capital étranger, ce qui scandalisa tant le PCI qu'il posa la question au parlement. Le procès sur l'espionnage Fiat, Alfa Roméo, etc, le réseau d'espionnage cité par le magistrat La Valle « démontre - dit le juge Bevere - que ce sont tant les colosses de l'industrie publique et privée que les petites entreprises industrielles et commerciales qui peuvent facilement accéder à une "banque de données" illégale qui leur donne les opinions politiques, religieuses et même les habitudes sexuelles des travailleurs ».

La bourgeoisie sait bien que la révolte ouvrière éclatera et que ce péril se rapproche avec l'aggravation de la crise économique. Au moment de l'insurrection, les lois spéciales et les tribunaux ne serviront plus à rien, la justice se fera par les armes ; pourtant les lois spéciales et les tribunaux tout aussi spéciaux peuvent servir pour tenter d'écraser dans l'œuf l'organisation révolutionnaire et la renaissance d'authentiques syndicats de classe. Les lois actuelles tendent à frapper tout acte préparatoire. C'est conscient de cela que le capitalisme veut attaquer avant d'être attaqué ; c'est le sens des mesures anti terroristes approuvées ces dernières années par les partis de la droite et de la gauche bourgeois. Cela explique que, dès que les mitrailleuses des terroristes « rouges » se taisent, ce sont les bombes des terroristes « noirs » qui prennent le relais et qui, en frappant dans le tas, donnent la possibilité aux renégats du communisme de vomir sur la classe ouvrière leurs saloperies collaborationnistes et interclassistes.

Les raisons de ce « tournant » répressif sont les conséquences de la détérioration de l'équilibre économique capitaliste. La crise capitaliste (qui, comme nous l'affirmons, n'est pas le produit du mauvais gouvernement et de tel ou tel parti, mais un élément cyclique du système de production capitaliste fondé sur l'exploitation) brise tous les équilibres antérieurs et risque de mettre en cause la paix entre les classes que permettent les libertés démocratiques des temps prospères. Le capitalisme a besoin d'imposer aux travailleurs des sacrifices toujours plus pesants : les licenciements collectifs, l'hyper-exploitation pour ceux qui restent à la production et même une troisième guerre mondiale que l'on sent déjà dans l'air.

Il est vrai que la crise ne concerne pas seulement la classe ouvrière, et que tous en sont frappés d'une façon ou d'une autre, et particulièrement la petite bourgeoisie (dont l'écrasement anticipe celui du prolétariat, car elle représente un secteur moins important pour la bourgeoisie), que la crise produit des formes de rébellion qui peuvent être très radicales. Pourtant, l'unique couche sociale dont la bourgeoisie ait peur est la classe ouvrière car elle est la seule capable d'abattre l'organisation socio-économique actuelle. Pour le moment, le danger d'une telle remise en question de la société bourgeoise, de l'exploitation ou celui d'une révolte prolétarienne est encore lointain ; la classe ouvrière accepte encore le

dos courbé ces manœuvres d'État sans voir que toutes ces mesures prises en « défense de L'ordre démocratique » sont des attaques contre la classe prolétarienne, ses organisations et son parti.

Mais toutes ces manœuvres anti-prolétariennes ne pourraient pas passer si facilement sans l'appui inconditionnel des chefs traîtres des organisations politiques et économiques. Les opportunistes et les bonzes syndicaux bâtissent toute leur propagande dans le but de démontrer que tous leurs maux leurs viennent d'une poignée de terroristes. Ce ne sont pas seulement les patrons qui réduisent les ouvriers à la famine, qui les chassent de leur poste de travail et de leur maison, mais bien « les messagers de la mort et du malheur ». Le salut pour la classe ouvrière résiderait donc dans la collaboration avec l'État, les patrons, et la soumission passive à leurs exigences. C'est ainsi qu'ils demandent de fortes augmentations des contingents de police, de meilleures payes pour les « travailleurs en uniforme », qui « risquent leur peau » (en oubliant que chaque année, dans l'Italie démocratique, il y a plus de 4000 morts par accident du travail). Les ouvriers sont appelés à collaborer avec l'État, à dénoncer tous ceux qui osent se rebeller contre ce régime dégueulasse. La chasse au terroriste devient la chasse au révolutionnaire, à l'ouvrier combatif qui lutte contre la politique des centrales syndicales. Les bonzes syndicaux et les chefs des faux partis ouvriers invitent les travailleurs à se faire les espions et les délateurs dans les usines, dans la rue, dans leur famille.

C'est Lama qui lance cet appel des colonnes de l'Unità. Dans 'une assemblée à la Face-Standard, en mars 1978, les représentants du PCI proposèrent la constitution dans les usines d'équipes de vigilance anti-terroriste, en les appelant « Groupes d'Étude sur le Terrorisme ». Le but de ces organismes devait être de « fichier les travailleurs de l'entreprise (...) pour individualiser les terroristes et ceux qui, directement ou indirectement, les appuient, ou ceux qui n'en signalent pas l'activité." (La Repubblica, 24/03/1978)

Les menaces et les expulsions du syndicat de travailleurs qui ne participent pas aux manifestations anti-terroristes, les questionnaires délateurs distribués dans le Piémont s'ajustent parfaitement dans ce plan de terrorisme face aux travailleurs. Il est plus qu'évident que tous les moyens utilisés par l'État bourgeois ne servent pas tant à combattre le terrorisme qu'à étouffer le prolétariat et à écraser dès sa naissance tout mouvement de classe. La bourgeoisie, d'un bout à l'autre de sa coalition politique, spéculant sur tout cadavre illustre, prépare des armes et des lois toujours plus parfaites pour tuer ses ennemis et se défendre de la terreur. Mais la terreur du capitalisme, ce sont les millions d'ouvriers des grandes industries.

C'est pour les combattre que la bourgeoisie, son État, ses serviteurs, doivent faire preuve de toute leur puissance, de leur organisation capillaire, de la possibilité qu'ils ont de frapper mortellement quand, qui et où ils veulent. C'est là la terreur diffuse adoptée par l'État du capital pour que la classe ouvrière abandonne toute espèce de rébellion.

La classe ouvrière, en conséquence, n'a pas à manifester une quelconque solidarité avec le régime de ses exploiters, n'a pas à pleurer les morts de son ennemi, n'a rien à partager avec l'État de la bourgeoisie. Elle a seulement et surtout à reconquérir son indépendance de classe, ses syndicats rouges, son parti politique : le Parti Communiste de la Révolution Proletarienne.

La violence n'est pas un point de vue, une opinion, ni même un idéal, mais la manifestation extrême de la force sur le terrain social. Ce n'est pas un hasard si les discours grandiloquents contre la violence finissent en réclamant autant de violence. Aussi, il n'est pas nécessaire de noter la nécessité de cette violence, car elle prend ses racines dans des intérêts de classe irréductiblement opposés. Des millions de chômeurs, de travailleurs sous-employés, d'intérimaires, de prolétaires qui arrivent juste à survivre, au lendemain incertain, tout un tissu économique mondial qui se déchire, la pression économique, sociale et politique de l'État et des classes riches en augmentation croissante, c'est tout cela qui détermine matériellement et génère l'affrontement violent, et non la criminalité innée de certains individus.

Le régime démocratico-bourgeois annonce son intention de remettre de l'ordre dans ce chaos dont il est en même temps le représentant et dont il est responsable. C'est encore un mensonge. L'« ordre » de la classe dominante, l'« ordre » qui produit la violence et la terreur parce qu'il produit et reproduit les raisons du conflit entre les classes, ne peut être que l'ordre de la bourgeoisie repris contre les Prolétaires.

Un autre ordre social doit supplanter celui de la classe dominante : l'ordre communiste fondé sur la dictature du prolétariat.

## FALSIFICATEURS DE LA GAUCHE ET INTERPRÉTATION MARXISTE DU TERRORISME

L'opportunisme officiel, les grands partis sociaux démocrates d'hier et les partis nationaux communistes d'aujourd'hui sont, pour nous marxistes révolutionnaires, les pires ennemis de la classe ouvrière.

Ce sont eux qui désarment la classe ouvrière et la soumettent aux intérêts du capital et de son régime. Le parti doit donc effectuer une critique impitoyable de l'opportunisme collaborationniste et démasquer, aux yeux des travailleurs, son jeu infâme. Quand les masses prolétariennes arriveront à ne plus subir passivement la collaboration de classe et à échapper aux directives réactionnaires des vendus au capital, c'est alors seulement que le parti communiste révolutionnaire possédera un terrain fertile pour travailler dans les masses et on pourra parler réellement de défense de la condition ouvrière et aussi d'offensive révolutionnaire. Les communistes ont toujours su que l'œuvre de reconstruction ne saurait être ni brève, ni facile, et c'est cela qui les a sauvés du danger d'enivrement propre aux phénomènes de « renaissance révolutionnaire ».

« Nous savions bien, répétons-le, que les partis opportunistes ne « se seraient pas dissous d'un coup, mais seulement après une longue agonie qui nous aurait fait assister à l'expulsion de ces organismes putréfiés de toutes sortes d'excréments. Et aujourd'hui, l'effilochement de ces sales partis a enfin commencé, ces excréments, sous la forme d'innombrables groupes et groupuscules, parodiant les grands partis et les diverses sectes, infectent le champ de la lutte de classe, faisant avaler aux prolétaires les pires saloperies enrobées dans une phraséologie pseudo-violente et fausement révolutionnaire. Et, il est inutile de le dire, toute cette agitation trouve son terrain le plus favorable dans les salles de l'université bourgeoise, parmi les étudiants, les intellectuels, l'« intelligentsia » qui, dans son ignorance, pense avoir quelque chose à enseigner à la classe ouvrière, alors qu'elle aurait tout à apprendre en se mettant en toute humilité à l'école des batailles prolétariennes d'hier et d'aujourd'hui. Cette même petite-bourgeoisie intellectuelle, qui enseignait hier aux prolétaires les miracles de la voie pacifique et nationale au socialisme, les beautés du socialisme russe et les merveilles de la résistance anti-fasciste et de l'État démocratique, empoigne aujourd'hui la phrase révolutionnaire et prononce devant les masses ouvrières agenouillées des discours de feu, mais, comme cela arrive toujours à la petite-bourgeoisie, ce sont seulement des discours qui cachent une réalité bien plus profonde et une volonté bien plus lâche : faire passer sous une nouvelle enveloppe le vieil opportunisme, rendre acceptable aux ouvriers qui sont en train d'ouvrir les yeux des colifichets attifés de neuf, retarder le ralliement de la classe ouvrière à son parti qui n'est pas né aujourd'hui, mais qui est né il y a cent ans, avec un programme bien précis qui dérive d'expériences révolutionnaires grandioses et qui a vécu et vit après avoir traversé les plus terribles tempêtes historiques. » (Programma Comunista n° 13, 1968).

C'est pourquoi le parti n'exalte pas et ne se réjouit pas du fourmillement des groupes « de gauche » qui critiquent les centrales de l'opportunisme même s'ils se réclament du marxisme, de la violence de classe et même de la dictature du prolétariat. Celui qui croit qu'ils contribuent à accélérer la crise des partis opportunistes se trompe. Comme nous l'avons vu dans la citation de ce qui était alors notre organe de parti en langue italienne, les groupes « révolutionnaires » de la soi-disant Nouvelle Gauche ne sont pas causes de la crise des appareils sociaux-traîtres, mais sont bien plutôt l'effet de la crise en question. Leur degré de parenté direct avec l'opportunisme officiel peut se reconnaître dans la recherche spasmodique de nouvelles formes adaptées aux situations changeantes. Ainsi, et le devoir du parti est d'aiguiser les armes de la critique pour démontrer à la classe ouvrière la trahison de l'opportunisme et sa collaboration totale avec l'ennemi de classe, de la même façon le parti doit mettre en garde la classe ouvrière contre ceux qui sont seulement les variantes de gauche de l'opportunisme officiel.

Nous, Gauche Communiste, quitte à être traités de sectaires, nous avons toujours eu une position nette et précise :

« Ceux qui rejettent frontalement le marxisme comme théorie de l'histoire doivent être préférés à ceux qui le mettent au goût du jour et le raccommode, tellement la phraséologie non pas collaborationniste mais extrémiste est pire ; d'après celle-ci, des variantes et des compléments critiques devraient corriger ses insuccès et ses impuissances. » (1951). Et encore : « Une nouvelle doctrine ne peut apparaître à n'importe quel moment de l'histoire, mais c'est à l'occasion de dates et d'époques caractéristiques - et même très rares - de l'histoire qu'elle peut apparaître comme un faisceau de lumière éblouissante et, si on ne reconnaît pas le moment et si on ne regarde pas fixement la terrible lumière, il est vain de recourir aux petits bouts de chandelle, avec lesquels l'académique pédant ou le lutteur de peu de foi s'ouvrent la voie. » « C'est pourquoi celui qui se met à substituer des parties, des thèses, des articles essentiels du corpus marxiste que nous possédons depuis près d'un siècle en brise la force bien pire que celui qui le renie en plein en le déclarant avorté. » (1952).

À ce propos, il faut nous occuper d'un groupe de faussaires qui, voulant se faire passer comme appartenant à la Gauche Communiste, s'emploie à en démanteler toutes les positions caractéristiques pour se dédier, au contraire, à la recherche de points de convergence et de dialogue avec toute la myriade des groupes « révolutionnaires », en faisant des embardées successives pour ensuite revenir sur ce qu'ils avaient affirmé la vieille, et ainsi de suite. Se référant au fait spécifique du terrorisme, ces messieurs, en particulier les sections en deçà des Alpes, en arrivent à exprimer les évaluations suivantes :

1) Les terroristes sont des camarades « trop impatients pour entreprendre le long et difficile chemin de la lutte collective et disciplinée de classe » mais sont toutefois des « précurseurs du futur réveil du prolétariat géant », sont de « rares bouffées d'oxygène dans une atmosphère nauséabonde » ; et, « quand la classe aura retrouvé sa mémoire collective, ils entreront parmi les figures de ceux qui ont contribué à rallumer la flamme de la lutte révolutionnaire dans les vieilles métropoles. »

2) Même si de par leurs actions ils n'ouvrent pas la route à la reprise révolutionnaire de classe, ils ont au moins la mérite de « se réclamer de la nécessité de la violence dans la lutte prolétarienne ».

3) À la différence « des anarchistes poseurs de bombes et des terroristes sociaux-révolutionnaires russes qui prétendaient provoquer la naissance et l'explosion du mouvement révolutionnaire et insurrectionnel, comme ceux qui pensent faire pleuvoir en endossant un imperméable », les actions des terroristes actuels sont comparées à d'authentiques actions révolutionnaires prolétariennes, même si elles sont minoritaires comme le fut « la participation des communistes à la lutte désespérée contre la réaction blanche, en 1919 en Bavière, dans laquelle le prolétariat fut jeté par la force contre-révolutionnaire de la social-démocratie et de l'aventurisme du centrisme indépendant, de la même façon qu'en mars 1921 face au déchaînement de la violence bourgeoise. »

4) Critiquer le terrorisme, c'est se poser en « professeurs de marxisme » qui, dans leur manie de pureté, prétendent du prolétariat une révolution comme il faut, en oubliant que « distinguer la violence collective de la violence individuelle dans la guerre, c'est ergoter sur la possibilité d'un combat dans lequel on pourrait proscrire la violence individuelle et - le plus souvent - cela signifie en fait ne pas vouloir combattre. » (Il Comunista, 31/07/1921).

Une tradition de la Gauche est la condamnation au silence des transfuges. C'est pourquoi, dans ce cas aussi, nous ne nous abaisserons pas au niveau des petits bavardages, chers à ces messieurs, mais nous reposerons de manière correcte et traditionnelle les positions invariantes du marxisme révolutionnaire.

Lénine soutenait que l'on ne devrait pas freiner les intempérances et les excès des travailleurs, en s'en servant, au contraire, comme moyen utile et nécessaire pour terroriser les classes bourgeoises et propriétaires. La Gauche Communiste, depuis la naissance du P.C. d'Italie, et tant qu'elle eut en main la direction du parti, n'hésita pas à établir des dispositions précises pour que s'organisent des actions répressives contre les biens et les personnes des riches bourgeois et agrariens, comme recours, même préventifs, face aux incursions des bandes blanches et noires.

Cela ne signifie pas cependant que le parti approuve la prétendue réponse coup pour coup des groupes du parti armé du fait que ce n'est rien d'autre que du vulgaire activisme, inférieur, en qualité, à celui des anarchistes classiques.

La Gauche Communiste pose la question en ces termes : « Dans toute perspective de tout mouvement révolutionnaire général, ces facteurs fondamentaux ne peuvent pas ne pas être présents : a) un ample et nombreux prolétariat de purs salariés ; b) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprenne une partie importante du prolétariat ; c) un fort parti de classe révolutionnaire dans lequel milite une minorité de travailleurs, mais auquel le déroulement de la lutte ait permis d'opposer valablement et de façon étendue sa propre influence sur le mouvement syndical à celle de la classe et du pouvoir bourgeois. » (Parti révolutionnaire et action de classe. Point 8).

Le parti communiste considère le syndicat comme « l'organe indispensable pour la mobilisation de la classe sur le plan politique et révolutionnaire, réalisé par la présence et la pénétration du parti communiste dans les organes économiques de classe » (Thèses caractéristiques, Partie II, point 6, 1952). Il en découle que l'armement du prolétariat, même dans un sens purement défensif, est possible seulement quand on est en présence d'un mouvement de classe dans lequel travaille en vue de le diriger le vrai parti de classe.

Dans la situation déprimante actuelle, où les partis et les syndicats traîtres ont fait bloc avec le régime et où ils accomplissent le devoir de réprimer le plus petit mouvement spontané de classe, il est vraiment facile pour l'État et les classes bourgeoises de reconstruire l'appareil répressif légal et « illégal ». La manœuvre capitaliste, assistée par l'opportunisme, produit son effort maximum en tenant les travailleurs éloignés du vrai parti communiste. Pour stopper ce stratagème et contre attaquer, il faut autre chose que l'agression envers le personnel de l'État, le geste héroïque et désespéré et autres expédients similaires de l'individualisme petit bourgeois. Pour que l'on puisse de nouveau parler de défense prolétarienne, il est indispensable que resurgissent des organes économiques de classe soustraits à la domination de l'État capitaliste et des partis opportunistes. Il est indispensable que les prolétaires se libèrent de l'influence des partis traîtres et se lient à la direction communiste révolutionnaire, accroissant les forces du parti et ses possibilités de pénétrer dans les organismes économiques de classe. C'est seulement en suivant cette voie que le prolétariat redeviendra capable de défendre ses propres conditions de vie et d'assumer l'autodéfense face à la violence légale et « illégale » des forces bourgeoises ; c'est ainsi qu'il redeviendra capable d'offensive révolutionnaire.

Parler d'autodéfense prolétarienne contre la violence bourgeoise quand le prolétariat, aux mains de l'opportunisme, ne réussit même pas à défendre son pain et son poste de travail, c'est seulement une mauvaise plaisanterie faite aux ouvriers, un énième moyen de leur faire oublier la seule voie de l'armement révolutionnaire de classe : la renaissance d'organes économiques de classe directs et influencés par le parti communiste.

Dans le chaos des forces et des tendances "révolutionnaire", le parti politique de la classe travailleuse a le devoir de savoir s'orienter facilement et de tracer une direction sûre de sa stratégie. Le premier aspect de ce problème est de se rendre compte de la fonction de tous les autres partis et mouvements politiques, pour en déduire la position à assumer face à eux. De nos jours, il y a autant de mouvements qui tendanciellement peuvent aspirer au qualificatif de "révolutionnaires" ; il y a tant de programmes de "révolution", ou bien de projets de régimes sociaux ou étatiques à substituer à celui en vigueur. Le résultat de tout cela est qu'ils réussissent à détourner l'attention de l'antithèse fondamentale qui existe entre seulement deux forces ennemies, dans laquelle se dessine efficacement le devenir de la révolution.

« L'existence de trop de sortes de révolutionnaires rend difficile la révolution dans le sens où cela gêne la mise en avant claire et définitive de la lutte révolutionnaire. Entre l'encombrement de ces forces, la critique et l'action communiste doivent à tout prix et de façon certaine, en démontrant et en méprisant les préjugés et les opportunistes, faire la lumière et ouvrir la voie. L'interrogation qui embarrasse le plus les intéressés aux choses politiques (...), qui par comble de malheur pullulent chaque jour un peu plus, est celle de classer les divers groupes et mouvements révolutionnaires ou semi-révolutionnaires selon l'estimation commune de droite ou de gauche. C'est avec bien d'autres critères que les communistes doivent développer l'analyse de la situation, en se préoccupant de réduire à l'unité les forces de la conservation, interprétant adroitement la valeur conservatrice de certains mouvements et confondant les

positions avant-gardistes farfelues, pour conduire à une unité effective de conscience et de méthode les forces qui devront effectivement s'ériger dans la réalisation révolutionnaire. » (Il Comunista, 24/01/1921).

C'est une pure illusion que de croire que tous ces courants, qui aspirent à une « révolution jusqu'à un certain point », ou qui se distinguent par leurs manies, quasi-sportives, de battre le record de l'extrémisme par leur action, puissent créer une situation d'instabilité du pouvoir d'État où l'assaut final du prolétariat pourrait s'insérer efficacement. Mais, même en admettant cette possibilité, « il ne faut pas oublier que, dans cette seconde phase, les pires ennemis seraient les « révolutionnaires » du moment précédent, et il serait suprêmement dangereux que cette avant-garde du prolétariat qui suit le programme communiste fut dominée par l'espérance d'avoir en eux des amis comme ce serait le cas si dans la première phase on marchait au coude à coude avec eux ». (Il Comunista, 31/07/1921).

Il est de la plus grande importance de noter comment le parti communiste, en 1921-22, fut conduit à des actions avec d'autres forces politiques, mais exclut de la façon la plus absolue des ententes organisatives ou, pire encore, idéologiques avec les dits groupes. Cela « non à cause de scrupules d'ordre moral, mais parce que, vu justement la funeste influence de ce « confusionnisme révolutionnaire » dont nous traitons, même hélas sur les masses qui suivent le parti, le jeu serait trop dangereux et la manœuvre du dégagement ne s'opérerait qu'à notre détriment. » (Il Comunista, 31/07/1921).

Malgré la précision et la clarté de l'attitude à l'égard du terrorisme qu'a toujours assumée le marxisme révolutionnaire, nos faussaires en arrivent à mettre dans la bouche de Lénine et de la Gauche Italienne des expressions de complaisance face à la violence individuelle. La reconnaissance de la validité d'actions même individuelles et minoritaires, mais toujours encadrées dans le projet général de la révolte prolétarienne, sert à faire passer comme louable n'importe quel mouvement, qu'il soit ou non étranger en tout à la tradition et à la classe, pourvu qu'il empoigne un fusil, en allant même jusqu'à comparer le terrorisme actuel au sacrifice héroïque des communistes allemands de 1919 et de 1921.

Lénine dans l'article « Par où commencer ? », en mai 1901, écrivait : « Dans nos principes, nous n'avons jamais renoncé et nous ne pouvons renoncer au terrorisme. C'est une opération militaire qui peut parfaitement servir, et se révéler même nécessaire, à un moment déterminé de la bataille, quand les troupes se trouvent dans une situation déterminée et qu'existent des conditions déterminées. Mais le fond du problème est précisément qu'aujourd'hui le terrorisme n'est pas en fait proposé comme une action efficace de l'armée en action, étroitement liée et appropriée à tout le système de lutte, mais comme un système d'attaque particulier, autonome et indépendant de toute armée. Et quand manque une organisation révolutionnaire centrale et que les organisations locales sont faibles, le terrorisme ne peut être rien d'autre. C'est pour cela que nous déclarons de façon décidée que, dans les circonstances actuelles, ce moyen de lutte est intempestif, inopportun, du fait qu'il détourne les combattants les plus actifs de leur vrai devoir, plus important pour le mouvement, et désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires. »

Il existe une antithèse totale entre ceux qui tiennent pour nécessaire l'action individuelle pour susciter la colère et la lutte des masses travailleuses, et le marxisme, qui voit cette lutte jaillir des contradictions de la société capitaliste et le besoin de lui donner un guide conscient : le Parti.

Pour les marxistes révolutionnaires, la classe ouvrière agit non à partir de la compréhension ou de l'émotion suscitée par un geste symbolique, mais contraintes par les pressions matérielles qui agissent sur les prolétaires. Le problème n'est donc pas de faire bouger les masses, mais de diriger dans un sens révolutionnaire le mouvement qui en jaillira inévitablement.

« La révolte des masses ne se crée pas, mais s'accomplit. Elle est le résultat des rapports sociaux et non le fruit d'un plan. Il est impossible de la créer, on peut seulement la prévoir. Il fallait se préparer à la révolte armée, nous n'avons jamais préparé la révolte, nous nous sommes préparés à la révolte, et cela signifie pour nous surtout éclairer la conscience du peuple, lui expliquer que le conflit ouvert sera inévitable, qu'une organisation puissante des masses révolutionnaires est nécessaire. » (Trotsky, 1907).

Toujours Trotsky, en 1911 : « Un attentat « réussi » peut-il amener le désarroi dans le cercle dirigeant ? Cela dépend des circonstances politiques du moment. Il s'agirait cependant d'un désarroi de courte durée.

L'État capitaliste n'est pas fondé seulement sur quelques ministres et ne peut être détruit en même temps qu'eux. Les classes qu'il représente trouveront toujours de nouveaux serviteurs, étant donné que le mécanisme resterait intact et continuerait à fonctionner. Mais le désarroi que les attentats terroristes provoquent dans la classe ouvrière est beaucoup plus profond. S'il suffisait de s'armer d'un pistolet pour atteindre le but, à quoi serviraient alors tous les efforts de la lutte de classe ? S'il suffisait d'un peu de plomb et de poudre pour transpercer la tête de l'ennemi, à quoi servirait l'organe de classe ? À quoi sert le parti si les grandes hiérarchies peuvent être intimidées par le fracas d'une explosion ? Pourquoi les réunions, pourquoi le travail dans les masses, s'il est si facile de viser, depuis les tribunes du parlement, les bancs des ministres ? Le terrorisme individuel est absolument inadmissible à nos yeux, car il dégrade les masses, en leur faisant perdre leur dignité, il les ramène à leur impuissance primitive et fait converger leurs regards et leur espérance sur la personne du grand vengeur, du sauveur qui apparaîtra un beau jour pour mener à bien son œuvre. »

Lénine : « Les tendances qu'ils expriment (..) sont l'instabilité traditionnelle des idées des couches intermédiaires et indéfinies des intellectuels, ils s'efforcent de substituer aux liens avec des classes déterminées, une action d'autant plus bruyante que se font sentir plus fortement les événements. 'Faisons du tapage, frère, faisons du tapage' : c'est le mot d'ordre de beaucoup de personnes qui se laisse entraîner par le tourbillon des événements et qui ont ni bases théoriques, ni bases sociales (...). Que l'unique espérance de la révolution soit la 'foule', que contre la police puisse lutter seulement une grande organisation révolutionnaire que dirige concrètement et non en paroles cette foule, voilà une vérité élémentaire. Nous avons même honte de devoir le démontrer. Et seuls des hommes qui ont tout oublié ou n'ont absolument rien appris ont pu décider le contraire, arrivant à dire une absurdité incroyable, qui indigne, à savoir que les soldats peuvent protéger l'autocratie de la foule, la police peut se défendre des organes révolutionnaires, mais personne ne peut se prémunir contre des individus isolés qui donnent la chasse aux ministres (...). De tels individus ne comprennent pas que cette seule prémisse constitue de l'aventurisme politique et que leur aventurisme dépend de leur manque de principe. Le communisme mettra toujours en garde contre l'aventurisme et dénoncera d'une manière implacable les illusions qui finissent inévitablement par une désillusion totale. »

Dans la meilleure des hypothèses, le terrorisme est le fruit de la naïveté politique et militaire. À propos de la fonction présumée d'aiguillon au mouvement révolutionnaire, Lénine disait qu'il n'y avait pas d'argument qui se réfute de lui même avec une plus grande évidence. Comment peut-on penser que la classe ouvrière, alors qu'elle est incapable de se rebeller face à l'exploitation quotidienne, le chômage et la misère, aux scandales politiques continuels, face à un duel entre une poignée de terroristes et le gouvernement, descende dans la rue, les armes au poing ? Une autre conception purement idéaliste est celle qui pense que c'est le durcissement progressif des structures étatiques et de l'appareil répressif, dû aux attaques continuelles déclenchées par les terroristes, qui fait se soulever le prolétariat. Cette tentative de provoquer la lutte de classe en éprouvette ne saisit pas que le prolétariat ne descend pas dans la rue pour revendiquer la liberté (de parole, de pensée, etc.) mais la *libération* (de la misère, de l'exploitation..). Surtout, l'impossibilité pour le prolétariat de jouer un rôle de force entraînant est due à la méthode de lutte elle-même qui « exige une telle concentration d'énergie en un seul « instant essentiel », une telle super-évaluation de l'héroïsme individuel et enfin une telle discrétion dans la conspiration (...) que cela exclut complètement le travail et l'activité d'organisation au sein des masses. » (Trotsky, 1909).

En combattant le terrorisme, les communistes s'emploient à ne pas abandonner la classe ouvrière pour aller déposer une bombe sous le siège de quelque personnage illustre. Lénine enseigne que les communistes considèrent l'insurrection comme un art, que l'insurrection, pour être victorieuse, doit avoir ces caractéristiques : 1) On ne doit compter ni sur un complot, ni sur un parti (parti armé ou imbécilité de ce genre !), mais « sur la classe en marche » ; 2) On doit s'appuyer sur l'élan révolutionnaire de la classe ; 3) « On doit exploiter ce point critique de l'histoire de la révolution ascendante qu'est le moment où l'activité de la partie la plus avancée du peuple est la plus grande et où les hésitations dans les rangs de l'ennemi et les rangs des amis faibles, équivoques et indécis envers la révolution, sont les plus forts. Voilà les trois conditions qui, dans la façon de poser le problème de l'insurrection, distinguent le marxisme du blanquisme. » (Lénine).



Précédemment, nous avons affirmé comment en 1921 - 23 le P.C. d'Italie, dirigé par la Gauche, affronta avec le plus grand sérieux le problème de l'organisation militaire de classe. L'expérience pratique, comme le démontre un rapport de l'appareil militaire clandestin que nous avons republié sur notre journal en langue italienne *Il Partito Comunista* (numéros 42 et 43, Février et Mars 1978) a définitivement exprimé le principe suivant lequel la constitution de groupes d'action militaire communistes doit l'être à l'initiative du parti. Cela ne signifie pas une réédition du « parti armé », car, comme nous l'avons affirmé plusieurs fois, ce n'est pas le parti qui fait la révolution. La révolution, ce sont les grandes masses prolétariennes qui la font, et le parti, jusqu'au lendemain de la prise du pouvoir, n'encadrera qu'une minorité de prolétaires d'avant-garde. D'autre part, le parti a la mission et le devoir de diriger la révolution, car c'est le seul organisme à avoir la détermination et la capacité d'abattre le système capitaliste et d'instaurer la dictature du prolétariat. L'encadrement militaire à l'initiative du parti signifie donc, non pas un encadrement des seuls inscrits au parti, mais justement, comme cela se passait dans les années 1921 - 23, de tous les prolétaires qui s'engagent, même en n'adhérant pas au programme marxiste, à être disciplinés, en ce qui concerne l'organisation militaire, aux seules directives du parti communiste. Et cela, quelque incapable que soit l'imagination petite-bourgeoise à le comprendre, ne limite pas en fait la puissance des groupes militaires révolutionnaires, mais les renforce. Tout d'abord parce que la discipline militaire doit être au moins autant rigide que la discipline politique, et on ne peut pas obéir à des disciplines diverses ; en outre, du fait que l'organe de la révolution prolétarienne est et ne peut qu'être le parti communiste, il doit assumer aussi la fonction décisive de l'organisation militaire. Il est surtout indispensable que l'autonomie de l'organisation militaire communiste soit rigoureusement sauvegardée, car la critique des armes dirigée par le parti peut être retournée à tout moment même contre de soi-disant alliés de l'heure précédente. Et nous savons par avance que ceux-ci se transforment en nos ennemis.

« Le travail pour la constitution et l'exercice des groupes militaires doit partout continuer, et débiter là où il n'est pas encore abordé, mais en s'en tenant au critère rigoureux, suivant lequel l'encadrement militaire du prolétariat doit se faire à l'initiative du parti, en liaison étroite avec les réseaux des organes politiques du parti. » (*Il Comunista*, 14/07/1921)

« Les organes centraux du parti communiste ont œuvré à la constitution de l'encadrement communiste prolétarien indépendant, et ne se sont pas laissés dévier par l'apparition d'autres initiatives qui, tant qu'elles n'agiront dans dans notre sens, seront considérées comme adverses, mais dont la plus grande popularité apparente ne nous détournera pas du devoir spécifique que nous devons assumer contre toute une série d'ennemis et de faux amis d'aujourd'hui et de demain. » (*Il Comunista*, 07/08/1921).

Ce serait donc une erreur fatale pour le parti que de faire même les plus petites concessions à de tels mouvements, que d'ouvrir des brèches dans la doctrine, dans la tactique et dans l'organisation communistes, en ne mettant pas en relief qu'aujourd'hui à plus forte raison qu'hier, la perspective du terrorisme va à l'encontre du communisme.

Déclarer que quelques unes de ses positions peuvent converger avec celles qui sont les perspectives du parti signifierait porter préjudice de façon irrémédiable à la possibilité elle-même de victoire de la future attaque prolétarienne du monstre capitaliste.

Nous devons répéter que le terrain sur lequel se vérifie une polarisation effective des forces sociales et sur lequel il est donc possible de diriger le mouvement ouvrier vers une voie révolutionnaire effective est, et ne peut qu'être, le terrain de l'organisation économique prolétarienne. Depuis le Manifeste de 1848, la lutte syndicale de classe est considérée comme une école de guerre : c'est sur ce terrain que le parti se renforcera et affirmera aussi son organisation militaire.

L'activité pratique du P. C. d'Italie, dirigé par la Gauche, se basa sur ce facteur. Pour toute la période 1919-22, le trait de force de la classe ouvrière fut l'organisation économique, que ce soit dans les moments d'attaque comme dans ceux de défense. Durant les grèves contre la cherté des vivres en 1919, les Chambres du Travail représentaient le pouvoir prolétarien face à la petite-bourgeoisie effrayée. Contre le fascisme naissant, en 1920-21, la première organisation de défense armée le fut à l'intérieur des Chambres du Travail, et, si elle tomba, ce fut surtout à cause de la peur et de la trahison des chefs sociaux-démocrates, comme le démontre l'exemple significatif de Bologne en 1920.

D'ordinaire, la Chambre du Travail - dit le texte militaire cité - était dirigée par un député, un orateur plus porté à la réflexion qu'à l'enthousiasme, et « quand la défense armée de la Chambre du Travail se démontra être un acte prêt à s'accomplir et pas seulement une fanfaronnade en apparence, cet homme perdit la tête et demanda par téléphone l'intervention de la police ». A Livourne, « l'unité tant prêchée fut finalement brisée », et le parti, dans les années suivantes, « honora les engagements qu'il avait passé avec le prolétariat ». Bien que la réaction fasciste se fût développée, malgré l'appel continu à la légalité de la part des sociaux traîtres et le trop célèbre « pacte de pacification », malgré le sabotage par tous les partis de la glorieuse grève générale d'Août 1922 et la victoire consécutive du fascisme avec la farce de la « marche sur Rome », l'appareil militaire du parti continuait à résister sans que la réaction fasciste ne réussisse à l'entamer.

Au lendemain de l'assassinat de Matteotti, quand la direction du parti était alors aux mains des centristes et que Gramsci tombait dans le piège de l'antiparlementarisme, ce fut la Gauche, désormais reléguée dans l'opposition, qui proposa la « matteottisation » de Mussolini. Lénine, nous l'avons vu, déclarait qu'il n'est pas possible de renoncer au terrorisme même au niveau des principes, et qu'en certaines circonstances de la lutte révolutionnaire, il peut être nécessaire. L'important est qu'il soit lié et adapté à tout le système de lutte que le parti doit développer.

Voyons rapidement quelle était la situation au lendemain des événements du 10 juin 1924 : il était clair que les responsabilités de l'assassinat remontaient jusqu'au sommet de la hiérarchie fasciste. Mussolini devait en fait limoger des hommes de très grande confiance comme Cesare Rossi, Aldo Finzi, et même De Bono fut contraint à donner la démission du chef de la police.

À l'intérieur du parti fasciste, non préparé à un tel événement, des fissures apparurent. Le régime vacillait et on attendait sa chute d'un moment à l'autre. C'est alors que toutes les forces bourgeoises, traduites par les partis démocratiques, retirèrent leur appui au fascisme et, sans moyen terme, demandèrent l'éloignement de Mussolini, même si toute leur opposition consistait en une question « morale ». Malgré les invitations au calme lancées par le PSI, par la CGdL et par les autres syndicats « pour ne pas compromettre par des initiatives particulières et inconsidérées le déroulement des événements » (Battaglie Sindacali 12/06/1924), des grèves spontanées éclatèrent d'un bout à l'autre du pays. Les travailleurs comprirent qu'il était nécessaire d'accepter le combat contre le fascisme et retrouvèrent pendant un instant l'ardeur révolutionnaire des années précédentes. Ce qui restait des organisations syndicales rouges recommençait à fonctionner. Les ouvriers étaient décidés à en finir avec le régime de la terreur bourgeoise.

Le P.C. d'Italie sortait de la grande victoire électorale dans laquelle le prolétariat avait montré qu'il voyait en lui l'unique parti conséquemment antifasciste et l'unique référence de lutte. La victoire avait été due surtout à la façon dont la Gauche avait imposé la campagne électorale. Il était allé aux élections « non comme à cet exercice de crétinisme parlementaire, (...), mais comme à un épisode de l'incessante lutte de classe. » (Lo Stato Operaio, 28/02/1924).

« Malgré l'offensive gouvernementale lancée avant tout contre nos listes et contre notre travail électoral (...), même des éléments non communistes ont voté pour les listes communistes, car ils voyaient dans le communisme l'antifascisme le plus clair et le plus radical, le plus net refus de ce qu'ils haïssaient. » (Rapport de la Gauche sur le fascisme au V<sup>o</sup> Congrès de l'I.C., 1924).

Dans une telle situation, l'attentat et la mort de Mussolini, soit que les « soldats » fascistes aient pris le large (comme ils le firent au lendemain du 25 juillet vingt ans plus tard), soit qu'ils se fussent abandonnés à la plus féroce répression, aurait avant tout démontré que le parti du prolétariat ne craint pas les provocations de la violence ennemie, mais accepte aussi le combat sur le plan de la lutte armée et de l'assassinat. En second lieu, il aurait démasqué l'opposition des bourgeois et opportunistes qui se seraient rapidement mis d'accord pour faire front unique avec le fascisme en défense de l'ordre capitaliste. Le prolétariat, peut-être, n'aurait pas gagné la guerre civile, mais aurait détruit pour toujours le mythe abject de l'antifascisme démocratique et cela, vu comme se sont passées les choses, aurait été une très grande victoire politique.

\*\*\*\*

## MARXISME ET VIOLENCE

Quel que soit l'État, quelle que soit sa forme de gouvernement, il détient le monopole de la violence et de la répression. C'est normal, et désormais tout le monde sait, quand on parle de violence, qu'on évoque toujours quelque chose qui provient des pouvoirs étatiques, en tenant pour acquis l'usage légitime qu'en fait le pouvoir d'État. Le monopole de la violence est, pour tout État, un droit inaliénable, envers lequel il fait preuve de la plus jalouse sollicitude, et il réprime violemment toute organisation privée qui porte atteinte à ce droit. En cela, l'organisation étatique lutte pour sa survie.

Pour la doctrine marxiste, la violence se manifeste comme une lutte entre les classes ayant des intérêts économiques opposés ; cette lutte, dans sa phase culminante, se transforme en compétition armée pour la conquête du pouvoir politique. Il s'ensuit que pour éliminer la violence de la société, il faut éliminer la violence dans la structure économique et précisément la propriété privée et le mode de production capitaliste. La prémisse à ce passage révolutionnaire est la destruction violente de l'État du capital, machine de conservation des privilèges des classes dominantes.

Une autre considération caractéristique de la dialectique marxiste est que tout type d'institution et d'organisation sociale et politique n'est pas en tant que tel bon ou mauvais, à accepter ou à rejeter après examen de ses caractéristiques sur la base de canons généraux et immuables. Selon la lecture marxiste de l'histoire, chaque type d'institution sociale surgit comme une conquête révolutionnaire, devient successivement réformiste pour arriver à être, finalement, un obstacle réactionnaire.

« La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production, et après la production, l'échange de ses produits, constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit, ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites. En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles, mais dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut chercher les causes dernière de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques ; il faut les chercher non dans la philosophie, mais dans l'économie de l'époque intéressée. » (Engels, Anti-Dühring).

L'ordre social actuel a été créé par la bourgeoisie organisée en classe dominante.

Quand le mode de production capitaliste devint incompatible avec les privilèges locaux et avec les conditions de l'organisation féodale, la bourgeoisie brisa cette organisation et établit sur ses ruines l'organisation sociale bourgeoise : le règne de la libre concurrence, de la liberté de domicile, de l'égalité des droits des possesseurs de marchandises. La possibilité, pour le mode de production capitaliste, de se développer et de s'étendre librement, crée aussi un conflit permanent entre les nouvelles forces productives et le mode de production.

« Le socialisme moderne n'est rien d'autre que le reflet idéal de ce conflit réel, sa réflexion sous forme d'idées, tout d'abord dans les cerveaux de la classe qui en souffre directement : la classe ouvrière. » (Anti-Dühring).

Pour les marxistes, tous les antagonismes historiques ayant existé jusqu'à maintenant entre les classes dominantes et exploiteuses et les classes dominées et exploitées trouvent, comme nous l'avons vu, leur explication dans le mode de production ; ainsi, l'exploitation et la violence ne sont pas des catégories abstraites face auxquelles les communistes peuvent exprimer un jugement moral, d'approbation ou de condamnation, mais ils les évaluent dans le sens de l'évolution historique des rapports sociaux.

Comme n'est pas évaluée négativement l'introduction de l'esclavage qui, « dans les circonstances de l'époque était un grand progrès » (Anti-Dühring), nous approuvons la violence et la terreur de la bourgeoisie qui chassa les castes féodales et l'Église. Le prolétariat naissant, avec la masse des indigents,

contribua à la réussite de la révolution bourgeoise elle-même. À ce moment là, le prolétariat, qui commençait à peine à se détacher de la masse des indigents, apparaissait comme le « noyau d'une nouvelle classe, encore absolument incapable d'une action politique indépendante (...) A l'imaturité de la production capitaliste correspondaient des théories immatures. » (AntiDühring).

La bourgeoisie révolutionnaire prévoyait que les inconvénients de la société auraient été éliminés par la raison. L'imaturité objective de créer, à l'aube du régime capitaliste, une doctrine organique du prolétariat n'empêcha pas des socialistes d'affirmer l'impossibilité d'une cohabitation pacifique entre les classes travailleuses et le régime bourgeois.

Une première indication de la stratégie de classe du prolétariat naissant est la perspective de réaliser des mouvements antibourgeois dans l'élan même de la lutte insurrectionnelle conduite aux côtés de la bourgeoisie, en obtenant de façon immédiate la libération de l'oppression féodale et de l'exploitation capitaliste. Un embryon d'organisation s'est manifesté déjà avec la révolution française par la Ligue des Égaux de Babeuf. D'un point de vue théorique le mouvement est totalement immature ; mais la leçon historique de la répression implacable que la bourgeoisie jacobine victorieuse exerce contre les ouvriers qui avaient combattu avec elle pour ses intérêts, reste significative. A la veille de la vague révolutionnaire et nationale de 1848, la théorie de la lutte de classe est déjà mûrement élaborée, les rapports entre bourgeoisie et prolétariat à l'échelle européenne et mondiale étant désormais clairs.

« Marx projette de son temps l'alliance avec la bourgeoisie contre les partis de la restauration monarchique en France et du conservatisme prussien, et un développement immédiat vers une révolution qui vise la conquête du pouvoir de la part de la classe ouvrière. » (Schéma des positions, 1946).

L'utilisation de la violence prolétarienne pour abattre le régime d'exploitation bourgeois est devenu légitime à partir du moment où, avec l'énorme développement de la grande industrie, toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue, et même un obstacle au plein développement de la société.

Que le capitalisme soit devenu désormais un obstacle au développement des forces sociales est reconnu même par les opportunistes. Mais la différence entre les opportunistes et les marxistes réside dans le fait que pour les opportunistes, le prolétariat devra, un jour, prendre part au gouvernement de l'État capitaliste et convertir graduellement ce système capitaliste en un système socialiste, en plein accord avec toutes les composantes sociales et sans aucune contrainte ; au contraire, pour les communistes, « c'est seulement avec l'organisation du prolétariat en classe, ou bien en parti politique, et avec l'instauration armée de sa dictature que le prolétariat pourra détruire le pouvoir et l'économie capitalistes et rendre possible une économie non-capitaliste, non mercantile ». (Schéma des positions)

Que la violence, dans la société, ait une fonction révolutionnaire, qu'elle soit, comme l'a affirmé Marx, accoucheuse de l'histoire, brisant les formes sclérosées et dépassées, c'est une chose totalement méconnue par les communistes réformés qui, prêchant le pacifisme et la tolérance, se proposent de nouer la classe travailleuse à l'exploitation capitaliste, sans que cette dernière soit contrainte d'employer la violence de façon ouverte. De plus, ils inculquent dans les cerveaux des travailleurs l'idée selon laquelle se rebeller serait une grande infamie car elle compromettrait les règles et dispositions dont dépend indistinctement le salut de tous. Le marxisme révolutionnaire, de son côté, a toujours dénoncé, aux yeux des travailleurs, ceux qui, tout en prêchant la non violence et le pacifisme, avalisent la violence et le terrorisme étatiques. Les marxistes se battent pour l'armement de la classe ouvrière, armement qui est, avant tout, jonction politique avec le parti de classe, étroitement adhérent au programme et à la perspective révolutionnaire communiste, qui est sans moyen terme : subversive, violente, antidémocratique.

Ceci dit, il faut préciser que, pour les marxistes, la violence n'est pas un sport, le but du parti révolutionnaire n'est pas de tuer physiquement les bourgeois. Le parti utilisera la violence, les pelotons d'exécution, le terrorisme de classe qui fera indubitablement, dans la classe bourgeoise, beaucoup de victimes « innocentes », mais tout cela ne sera qu'un moyen pour abattre le régime capitaliste d'abord, pour le maintien du pouvoir prolétarien ensuite, pour l'élimination de l'exploitation des classes et de l'État.

La méthode de la lutte de classe a été acceptée par tant et de si divers mouvements et écoles qui, en donnant les interprétations les plus variées, ont été aussi la cause de violentes polémiques à l'intérieur du mouvement ouvrier. L'évolution du capitalisme, les enseignements de tant de défaites et de peu de victoires prolétariennes ont, au cours de l'histoire, sélectionné peu à peu et les formes organisatives de classe et les formes de lutte révolutionnaire. Les conjurés pour l'égalité de Babeuf, les actes d'explosions anarchique avaient le même droit de cité à l'intérieur du mouvement prolétarien naissant qu'en avaient les expériences communisantes d'esprits illuminés tel Owen. Mais la clarification de la doctrine, de la tactique et de la stratégie, déjà énoncé de façon linéaire et nette par Marx et Engels, a eu une expression définitive au cours de la première guerre mondiale et de la révolution russe : Lénine, Trotsky, les groupes de gauche qui confluèrent dans l'Internationale de Moscou définirent une fois pour toutes, au niveau théorique et programmatique, les questions de la force, de la violence, la conquête du pouvoir, l'État et la dictature.

Le socialisme, pour Marx, Lénine et pour tout communiste, ne se réduit pas à un inventaire de conquêtes politiques ou juridiques greffables tranquillement sur le corps du système bourgeois. Une définition lucide de l'État est avant tout indispensable. L'État est une machine qu'une classe sociale emploie pour opprimer une autre, et une telle définition est toujours valide, même et surtout, selon Marx et Lénine, en régime démocratique.

« De la polémique historique, il s'est vérifié que la force prolétarienne de classe ne peut pénétrer dans cette machine, ni l'utiliser pour son propre développement, mais, plus que la conquérir, elle doit la briser et la réduire en miettes. La lutte prolétarienne n'est pas une lutte à l'intérieur de l'État et de ses organismes, mais une lutte à l'extérieur de l'État, contre lui et contre toutes ses formes et manifestations. La lutte prolétarienne ne se propose pas de prendre ou de conquérir l'État comme une armée vainqueur qui s'installe sur les remparts d'une place-forte, mais de la détruire en rasant les défenses et les fortifications vaincues. Une forme d'État politique est cependant nécessaire après cette destruction, et c'est la forme nouvelle dans laquelle s'organise le pouvoir de classe du prolétariat, dans la nécessité qu'il a de diriger l'emploi d'une violence organique pour extirper les privilèges du capital et permettre l'organisation des forces productives libérées dans les nouvelles formes communistes, non privées, non mercantiles.

C'est pourquoi on parle exactement de conquête du pouvoir, en comprenant non pas conquête légale et pacifique, mais violente, armée, révolutionnaire. Il est correct de parler de passage du pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat justement parce que, dans notre doctrine, nous appelons pouvoir non seulement la stabilité de l'autorité et de la loi s'appuyant sur de pesantes traditions du passé, mais aussi la dynamique de la force et de la violence dirigée vers l'avenir et emportant les digues et les obstacles des institutions. Il ne serait pas exact de parler de conquête de l'État ou de passage de l'État de la gestion d'une classe à la gestion d'une autre, car la condition de la victoire de la classe jusque là dominée est justement que l'État d'une classe doit périr et être brisé. Transgresser ce point essentiel du marxisme, ou faire à son sujet les moindres concessions, comme par exemple que le passage du pouvoir puisse passer par une victoire parlementaire, même flanqué d'actions de combats de rues ou de guerres entre les États, conduit directement à l'extrême conservatisme, car cela signifie considérer que l'édifice de l'État est une forme ouverte aux contenus sociaux opposés et est donc au dessus des classes opposées et de leur heurt historique, ce qui mène à un respect craintif de la légalité ou à l'apologie vulgaire de l'ordre en place. Il ne s'agit pas seulement d'une erreur scientifique d'évaluation mais d'un réel processus historique dégénératif qui s'est déroulé sous nos yeux et a conduit les partis ex-communistes au bas de la pente. Ayant tourné le dos aux thèses de Lénine, ils en arrivent à la coalition avec les traîtres sociaux-démocrates, au « gouvernement ouvrier », au gouvernement démocratique, ou bien à la collaboration directe avec la bourgeoisie et à son service. » (Force, violence et dictature dans la lutte de classe).

## LE PARTI, INTELLIGENCE DE LA CLASSE

La débâcle et la dégringolade des organisations terroristes en Italie en aura dispersé les partisans, dont certains se sont livrés à l' « autocritique » et d'autres ont mis les pantoufles. La fonction du parti n'est pas du style « éducateur », n'est pas dédiée au sauvetage des âmes « repenties » ; dans ce texte, comme ceux qui ont suivi ces années, les aventures du terrorisme, nous ne nous sommes occupés que des positions politiques, des idéologies, des actions pratiques en tant que manifestations effectives du terrorisme, et nous ne sommes pas allés rechercher des « motivations : sociologiques », comme on dit aujourd'hui, surtout de caractère individuel, en retenant que le parti mobilise ses forces dans tous les recoins de la société présente, et c'est ce que signifie le rejet de l'histoire des individus comme la foi aveugle dans le communisme marxiste, tout en ne restant pas fermé aux « transfuges » des classes ennemies.

Nous pensons que le lecteur attentif et intéressé comprendra, en lisant ce court texte de parti et les textes bien plus forts écrits par les communistes révolutionnaires dans l'arc de plus d'un siècle, combien il est nécessaire de posséder une doctrine et un programme qui portent en eux les siècles et les générations pour affronter aussi avec clarté et cohérence ce phénomène social ; comment donc tout examen et solution doivent provenir du parti compris comme « école de pensée et méthode d'action », comme force sociale et impersonnelle. Certains pourront ne pas partager les positions illustrées et développées ici, mais il est sûr qu'on ne pourra tenir comme plus adaptée et plus résolue la position, différente de la notre, de ceux qui prétendent s'inspirer d'une plus grande force et lucidité et qui mélangent des positions et des idéologies de diverses écoles et traditions, oubliant qu'en agissant ainsi, ils ne se livrent pas à une simple opération littéraire et philosophique, mais qu'en réalité ils mêlent des principes, finalités et moyens avec ceux d'autres classes sociales. La confirmation pratique de ce que nous affirmons là se lit dans les événements historiques. Alors que l'écroulement organisationnel et politique du terrorisme n'a secrété aucune doctrine et position historique, digne de ce nom, au contraire, l'effondrement de la révolution d'Octobre et de l'Internationale Communiste, les défaites sanglantes du prolétariat international ces dernières décennies, ont permis au prolétariat révolutionnaire de tirer des leçons fécondes, utiles pour le prochain assaut contre le pouvoir capitaliste mondial.

Nous avons développé un examen général du terrorisme, et non d'événements terroristes spécifiques, nous n'avons pas voulu non plus émettre de sentence de condamnation ou d'absolution envers des actes, que cela plaise ou non, qui proviennent des affrontements sociaux, obligatoires dans une société divisée en classes et groupes sociaux antagonistes.

Nous avons dû repousser, au contraire, et avec encore plus de force, la tentative de mettre au compte de notre tradition communiste révolutionnaire les pratiques terroristes, cela, non du fait d'une répulsion d'ordre éthique, mais à cause des répercussions pratiques que de telles actions ont sur le prolétariat, négatives en tant qu'elles prétendent stimuler dans la classe ouvrière des sentiments de haine envers le capitalisme et éclairer les prolétaires sur la nécessité de se servir de la violence de classe. À la différence des mouvements historiques du premier après-guerre, dans lesquels le prolétariat fut contraint d'empoigner les armes pour relever le défi et la provocation des classes ennemies, dans cette décennie de terrorisme, les armes n'ont pas été prises par les prolétaires, lesquels, par ailleurs, n'ont pas subi de défis et de provocations susceptibles de les amener à se rebeller.

Le prolétariat se lèvera avec les armes quand il y sera contraint par les faits matériels, et non quand on lui en donnera l'ordre, même si ce quelqu'un prétend être le parti de classe et prétend savoir par conviction personnelle que « la violence est le ferment de l'histoire ». L'aventurisme est aussi un attribut du désespoir petit-bourgeois, qui ne nous a jamais ému, encore moins quand cela provient d'étudiants rêvant d'une abominable « alliance ouvriers-étudiants ».

Certes, la guerre civile culminant dans l'insurrection prolétarienne ne suit pas des schémas esthétiques et rationnels, mais le parti, le vrai parti communiste révolutionnaire, doit être en mesure de dominer les

événements, après avoir su les prévoir et les déchiffrer, s'il ne veut pas voir décliner son rôle d'organe de la classe ouvrière.

Le premier pas pour dominer les événements et ne pas se voir reléguer à la remorque des faits, le parti l'accomplit en faisant une analyse correcte des rapports sociaux, politiques et économiques, en ne se laissant pas conditionner par de faux signaux qui proviennent de classes dont il n'est pas le représentant, ni l'organe historique et politique. Dans le cas présent le parti, et donc la classe, doivent par principe se défier d'ordres d'attaque provenant d'autres classes et d'autres partis, sachant bien que ce n'est pas l'utilisation de la violence qui distingue les classes et les partis politiques. Les distinctions au niveau pratique, qui sont la matière de la tactique révolutionnaire, devront être faites, pour l'utilisation la meilleure de tout événement, quand le parti et la classe pourront dominer la scène historique. La situation historique actuelle ne voit pas le prolétariat et son parti révolutionnaire communiste comme protagonistes. Leur rôle ne changera pas du fait d'artifices, ainsi que la Gauche Communiste l'a toujours dit dans l'Internationale Communiste contre des doctrines qui accrédiétaient des classes et partis qui n'étaient pas nôtres comme des alliés utiles et nécessaires pour renforcer l'action de classe.

Le prolétariat est seul et sera seul surtout quand ce sera aux armes d'arrêter le sort du pouvoir politique.

\*\*\*\*\*



## LE PARTI NE NAÎT PAS DES CERCLES

### Introduction de 2017

L'article que nous publions ci-dessous fut écrit en 1980<sup>5</sup>, c'est-à-dire un peu plus de 6 ans après notre séparation d'un parti dans lequel beaucoup d'entre nous avaient milité depuis sa fondation. Cette séparation fut réalisée par une *manœuvre* que nous qualifierons de *sale* et sur laquelle l'article revient dans sa partie finale.

L'occasion provenait d'une délirante affirmation de nos ex-camarades, selon laquelle nous aurions jusqu'à cette séparation traversé une phase de cercles et que le moment de construire le *vrai* parti était venu. Mais l'article est une réaffirmation lucide et générale des points cardinaux de l'existence de l'organisation communiste, de son mode de travail et des rapports entre les camarades, aspects vitaux de son existence même comme organe politique révolutionnaire.

L'affirmation évoquée ci dessus faisait référence à un soi-disant camp révolutionnaire à filtrer pour arriver à la construction du grand parti. Évidemment une telle opération impliquait la réduction du parti au niveau d'un cercle, ou à un ramassis de cercles, dont la fonction se réduisait à l'élaboration de la théorie.

On se référait en ceci à l'expérience bolchevique, qui en effet fut confrontée aux cercles. Mais la ressemblance s'arrête là. Il est vrai qu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, en raison de la répression tsariste, les plus grandes organisations avaient été dispersées, et les socialistes étaient contraints de se réunir uniquement localement et isolément. Ceci avait donné lieu à des groupes évidemment hétérogènes, aux théorisations les plus diverses. Il s'agissait dans la majeure partie des cas de socialistes sincères, qui désiraient se battre afin de renverser le tsarisme et le capitalisme.

Mais à la différence de ce que les véritables charognes politicardes veulent faire croire, Lénine ne fit jamais de *filtrages*, de compromis sur la théorie ou sur la tactique dans le but de *construire* le parti ; au contraire, il insista toujours sur l'intransigeance du marxisme originel et monolithique, « base théorique de granit » - comme il l'écrit dans « L'extrémisme »<sup>6</sup>-, marxisme qu'il connaissait à la perfection, comme en témoigne sa production théorique et polémique durant ces années. Se vérifiait alors l'existence d'un *camp révolutionnaire* que Lénine contribua grandement à accompagner dans sa maturation en parti, centralisé et discipliné car formé à l'unique doctrine et à l'unique programme du communisme, et qui devait le guider vers la Révolution d'Octobre.

Même précédemment, la théorie révolutionnaire n'était pas non plus issue d'un *filtrage*, lors des médiations entre les divers groupes, ni en 1848, ni en 1903. Et il en a été de même pour notre courant de Gauche dans le Parti Socialiste Italien, qui depuis sa constitution, à la fin de la guerre 1914-18, a affirmé des bases théoriques parfaitement alignées sur Marx. Et également avec Lénine, que nous ne connaissions pas alors.

Penser en 1980 que l'on puisse amener à la doctrine marxiste correcte - en admettant que nous aurions disposé d'un quelconque droit d'aînesse - des groupes et organisations issus de la rébellion bourgeoise, qui pullulent depuis toujours autour du parti du communisme, et leur faire accepter le verbe marxiste en

5 Il Partito Comunista 1980, n°68,69,71 : « Il partito non nasce dai circoli ».

6 Dernier paragraphe du chapitre 2 de Lénine « la maladie infantile du communisme ; l'extrémisme » 1920.

vertu de on ne sait quelles astuces et petites manœuvres, n'était que du velléitarisme anti marxiste. C'était de l'opportunisme : on disait vouloir filtrer, mais la véritable proposition était de faire filtrer le parti, d'en faire un cercle parmi les cercles.

D'où cet article, qui selon notre méthode ouvre très peu à la polémique et rappelle en positif les caractéristiques fondamentales du parti communiste de toujours. Déjà les quelques années qui se sont écoulées depuis notre rupture ont montré la justesse de nos positions pour maintenir la barre sur le chemin qui conduira le prolétariat à la révolution. Et les décennies qui ont suivi n'ont fait que confirmer notre analyse et nos prévisions.

\*\*\*

La fonction essentielle du parti politique est – cela est dit en toutes lettres dans les textes de la Gauche Communiste – celle de ne jamais se détacher du "parti historique", du programme, de la tradition. L'organisation politique de parti est une organisation spéciale, différente et opposée à tous les autres partis, car elle incarne le programme de la classe prolétarienne, du communisme. Cela dit, il en découle que l'histoire du parti politique est l'histoire de la conquête, de la part de la classe, de la conscience du communisme.

De la même façon qu'il serait absurde et anti-historique de penser que le prolétariat adopte aujourd'hui la technique militaire des barricades, il serait aussi absurde et anti-historique d'estimer que le parti politique doit passer par la « phase des cercles », avant de devenir un parti « compact et puissant ». Cela reviendrait, au niveau théorique, à admettre qu'avant aujourd'hui n'a existé aucune activité historique de la classe et qu'il faut réécrire le Capital, que la classe n'a pas de « mémoire » historique.

La « phase du cercle » est typique de la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> et n'a pas d'équivalent dans l'Europe occidentale, à fort développement industriel capitaliste, et cela est si vrai que Lénine prend comme « modèle » de parti la social démocratie allemande pour fondre les cercles socialistes russes en un parti politique national unique.

Le prolétariat mondial a désormais derrière lui une histoire formidable, dans tous les domaines, et n'a pas besoin de repartir à zéro chaque fois qu'il subit une défaite. D'ailleurs, cela serait incompatible, entre autres, avec le développement, la concentration et la centralisation des forces productives, d'où surgit presque mécaniquement la nécessité d'un parti mille fois plus centralisé non seulement en tant qu'organisation mais aussi en tant qu'activité théorique.

L'étroitesse du « cercle » est typiquement petite-bourgeoise, et y domine l'incapacité à l'élaboration doctrinale, l'absence de principes et de programme, où l'aspiration maximale est celle de l'association fédérative, comme chez les anarchistes.

Avec l'avènement de la III<sup>e</sup> Internationale Communiste avec un centre mondial unique allant vers le Parti Communiste International, la classe ouvrière a acquis ce que Lénine appelait la « conscience organisationnelle », le contenu programmatique, tactique, la dimension planétaire, la structure pyramidale de son organisation politique.

La Gauche Communiste, après la destruction du Komintern, en est la dépositaire. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, incarnée par le petit Parti Communiste International, pèse sur elle le devoir de raccorder l'hier fécond et héroïque et le demain révolutionnaire et victorieux, dans une œuvre incessante de restauration de la doctrine et de reconstruction de l'organisation politique.

## Un travail de parti tenace et cohérent

Lénine parlait d'« embryon de parti » et la Gauche de « petit parti », pour signifier que, pour arriver au « grand parti », il ne fallait pas dénaturer les formes et les prérogatives du parti tout court. Pour passer du parti-embryon au parti-adulte, il n'est pas besoin de tournants. L'organisation politique à l'état d'embryon mérite la dénomination de parti si, et seulement si, elle exerce ses propres fonctions avec cohérence et fidélité à la doctrine et au programme. Tout autre "embryon" ne devient pas le grand parti, mais le parti ennemi. L'embryon, comme on le sait en biologie, contient à l'état potentiel et de façon plus ou moins marquée les fonctions essentielles et fondamentales de l'organisme mûr et adulte. Dans les faits, la preuve de ces considérations est la vie et le travail effectués par le "petit parti" tout au long de l'arc des trente dernières années. Un travail non seulement théorique et doctrinal, mais aussi au niveau économique-syndical, de la propagande, de l'organisation et de la vie interne. Nos "thèses" de 1965-66, qui sont impératives pour tous ceux qui se disent communistes révolutionnaires, confirment ces assertions. On se rappelle que « le parti ne peut pas ne pas se ressentir des caractères de la situation réelle qui l'entoure » (Considérations sur l'activité organique..., 1965), situation nettement défavorable, mais, justement « le parti ne doit pas renoncer à résister mais il doit survivre et transmettre la flamme tout au long du "fil du temps" historique. Il est clair que ce sera un petit parti, non parce que nous l'aurons désiré ou choisi mais par nécessité inéluctable ». En ce qui concerne la structure de ce petit parti, « nous ne voulons pas que le parti soit une secte secrète, ou une élite qui refuserait tout contact avec l'extérieur par manie de pureté. Nous repoussons toute formule de parti ouvrier et labouriste (...) Nous ne voulons pas réduire le parti à une organisation de type culturel, intellectuel et scolastique. Nous ne croyons pas davantage, comme certains anarchistes et blanquistes, que l'on puisse penser à un parti de conspirateurs tramant des conjurations et des actions armées ». S'il à fallu employer la plupart des énergies pour l'action historique contre « la falsification et la destruction de la théorie et de la saine doctrine (...), nous ne pouvons pas pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique ; car, au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes. ainsi que toutes nos bases de principe ». « Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent ». Et nous ne faisons pas que les "revendiquer", mais, là où les conditions matérielles le permettent, nous les mettons en pratique. « La vie du parti doit s'intégrer, partout, toujours et sans exceptions, dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses et même dans ses manifestations influencées par des directives opposées aux nôtres (...). Dans de nombreuses régions, le parti a déjà une activité non négligeable derrière lui [dans le domaine économique-syndical], même s'il doit toujours affronter de graves difficultés et des forces contraires, supérieures du moins en nombre ». (Thèses sur la tâche historique..., Naples 1965).

## Activité et action

« Activité » importante donc, et « Action » théorique marquent nos thèses. Tant que durera cette longue période défavorable, trop longue pour notre passion révolutionnaire, le parti sera contraint, non par un choix délibéré, mais par nécessité à l'activité politique et à l'action théorique, activité de propagande et de prosélytisme, de polémique. Le champ de l' action ne peut être que limité et les instruments de cette action ne se limitent qu' au domaine de la presse pour la diffusion du programme révolutionnaire.

Malgré ces limites temporelles relatives, le parti s'efforce toujours de passer de l'activité à l'action, de la propagande et du prosélytisme à l'agitation, à la mobilisation, pour exercer son influence sur les ouvriers. Il faut veiller cependant à ne pas croire qu'il suffit d'une simple décision pour inverser les proportions de notre travail, car, comme disait Lénine, « plus grande est la poussée spontanée des masses,

plus le mouvement s'étend, et plus apparaît - et de façon insoupçonnablement rapide - la nécessité d'une conscience dans l'activité théorique, politique et organisationnelle » du parti.

On attend du parti le passage de l'activité à l'action et ses militants y recherchent la source et l'issue où, finalement, peut se déployer toute l'énergie longtemps contenue et réprimée à cause de la supériorité des forces. Ennemies. Si ce n'était pas ainsi, si le parti devait apprendre par un « communiqué » officiel, ou par une décision improvisée, inattendue, qu'est venue l'heure de passer à l'action, l'organisation subirait un traumatisme fatal.

Tout le travail effectué par le parti, à l'extérieur et surtout à l'intérieur de ses rangs, a tendu et tend à préparer sa petite organisation, à la rendre apte à traduire en actes politiques précis et spécifiques son formidable programme historique, dans des conditions données. C'est en cela que consiste la préparation du parti dans les conditions matérielles encore adverses, en mettant à l'épreuve la pénétrabilité à l'action du parti et non pas en recourant à des escamotages faciles ou à des manœuvres douteuses, qui en fin de compte l'amèneraient à se laisser pénétrer par l'influence adverse, corrompant l'organisation et détruisant nos bases programmatiques, mais en adhérant de façon absolue aux racines de la tradition et du programme.

Pour désorienter le parti, il suffit de peu : lui imposer de sombres manœuvres avec une "découverte" de dernière heure, comme par exemple la fable de l'existence d'un "camp révolutionnaire" en dehors du parti, qu'il niait auparavant ; et à partir de là, on s'empresse de tendre la main aux "révolutionnaires de salon" qui pullulent dans les milieux étudiants et professoraux dans l'ambiance mollassonne des classes moyennes. Cela seul suffit pour démolir le travail de décennies, où de toute façon, en admettant que l'erreur puisse être corrigée, pour retarder ou compromettre la préparation du parti et son extension. Le « besoin de conscience » dans le parti est un impératif catégorique. Il est impératif que le parti sache par avance, qu'il ait la conscience profonde de ce qu'il fait et de ce qu'il s'appête à faire, et des conséquences que comporte toute entreprise, tout « pas en avant », et des répercussions qui en découlent pour l'organisation.

L'« action théorique » du parti est aussi d'une certaine façon une « activité politique », dans le sens où le parti se sert de l'élaboration théorique comme d'une arme, dont les organes de diffusion sont le journal et les militants eux-mêmes, par lesquels le parti est en contact physique avec la classe et en opposition directe avec les fausses idéologies des faux partis et syndicats ouvriers. La surface de contact avec la classe et avec l'ennemi, comme le préconisent nos thèses, s'étend sous l'effet de cette action incessante, combinée au mûrissement de la crise du capitalisme.

Le journal, organe du parti, ne fait que refléter l'activité et l'action du parti. A mesure que la pratique du parti se développera et s'étendra, le journal politique se développera et étendra sa pénétration et son influence dans la classe. S'il n'en était pas ainsi, nous serions face à un journal sans rapport avec l'activité réelle du parti, qui ne refléterait pas l'état réel de l'organisation, qui serait une simple expression de la volonté, et tomberait dans le volontarisme et l'activisme. Au contraire, on tomberait dans « l'académisme » si on refusait d'étendre l'activité politique et d'entreprendre, là où c'est possible, une action politique. Mais cela, dans le véritable parti ne s'est jamais vu et ne se verra jamais, à moins de perdre la bonne orientation.

C'est pourquoi on ne doit faire aucun crédit à la théorie de la « phase du cercle » que notre parti aurait traversée et pas encore dépassée, théorie facile pour justifier les faux pas de nos détracteurs, les brusques "tournants" et les retours improvisés, niant ainsi l'enviable efficacité organisationnelle sur le terrain de l'activité et de l'action d'un petit parti qu'on n'a pas hésité à casser, en le jetant dans l'incompréhension et l'embarras.

## Organisation et discipline

Il est trop commode de soutenir: « c'est fait maintenant, et même si nous nous sommes trompés, on ne peut revenir en arrière ». Théoriser la 'phase du cercle' et puis se donner l'air de construire le "grand parti" amène tout droit à estimer que le parti se dilatera et se renforcera au-delà du périmètre actuel, non en fonction de son activité traditionnelle, mais en vertu des "cercles", c'est à dire par l'entremise des milieux petit-bourgeois dans lesquels et desquels naissent les "cercles". Imaginer cette fausse construction sert à justifier le bureaucratisme dans l'organisation et la contrainte dans la vie interne du parti, à transformer la discipline en une domination d'en haut sur le parti, sans lesquels, justement, les "cercles" ne peuvent être tenus ensemble.

Le vrai parti n'est pas né des cercles ni ne croîtra en passant par la « phase du cercle ». Toute l'histoire de la Gauche Communiste le démontre et le confirme.

Il est tout aussi faux de retenir que la « phase du cercle », en admettant, ce qui n'est pas prouvé, que le parti l'ait parcourue et soit encore en train de la parcourir, soit surmontable avec des expédients organisatifs, avec le recours à la discipline, avec des inventions du style : un journal plus "politique", comme si Lénine avait opéré au niveau de l'organisation du travail, de la discipline, sans avoir d'abord battu en brèche les falsifications du socialisme diffusées par les économistes de l'époque et divers groupes socialistes. Si nous le croyions en 1980, à l'ère de la révolution univoque, ce serait falsifier Lénine, ce serait en mystifier les puissantes leçons. En singeant l'expérience russe pour la construction du parti, on arriverait au résultat opposé à celui qu'a atteint le bolchevisme et la Gauche Communiste italienne ; nous aurions un parti composé de « groupes » ou de « cercles », dont la vie serait soumise à des luttes politiques continuelles et aux déchirures internes consécutives, le délirant « filtrage » de micro-organisations politiques, de nature opposée à celle du vrai parti, n'y faisant rien.

L'organisation et la discipline comme formule magique, comme « sésame ouvre-toi » dans la question de la construction du parti politique, tout cela est dérivé des automatismes militaires et bureaucratiques. Le parti a une conception différente de celle de la bourgeoisie en ce qui concerne l'organisation, la structure et les mesures nécessaires relatives à la discipline vis-à-vis des dispositions centrales.

C'est seulement au niveau de l'organisation militaire de parti qu'on exige de l'organisation une discipline complexe, même mécanique, mais le moins possible inconsciente, comme on la trouve chez Lénine. Ce qui présuppose une préparation du parti tel que rien n'apparaît comme improvisé et inattendu. Ce n'est pas un hasard si les célèbres « commissaires politiques » de l'armée rouge n'étaient autres que les porte paroles du parti, supérieurs aux niveaux hiérarchiques et politiques aux « commandants » militaires. Par leur intermédiaire, le parti non seulement contrôlait la structure et l'appareil militaire de classe, mais insufflait surtout aux prolétaires combattants la passion et la conscience communiste.

Cela n'a jamais été la position de la Gauche au niveau de l'organisation que de répartir les militants en « spécialistes », « experts » dans des fonctions spécifiques des activités articulées du parti. Un des moyens pour réduire au minimum les conséquences, négatives de la routine dans le parti est celui de solliciter les militants à développer leur travail dans toute fonction et organe, car c'est déjà dans le parti actuel que nous nous efforçons de briser concrètement la division technique du travail. Le parti doit être en mesure de forger des camarades capables de répondre à toute fonction, et de décourager chez chacun toute « vocation » personnelle qui soit autre que de travailler pour le parti, dans le parti, aux ordres du parti. L'histoire de la Gauche Communiste nous aide pour cela, en nous rappelant comment tous les camarades, quelle que soit la place dans la structure organisationnelle où le parti les a placés, s'occupent des luttes revendicatives et des syndicats du prolétariat, en ne pensant pas du tout à empiéter sur les "compétences" d'autrui, ni à ne pas être à la « hauteur » par manque de « spécialisation ». Notre antique

et âpre polémique avec tous les futurs renégats, à propos de l'organisation du parti sur la base des « cellules », en tant qu'organes structuraux, spécialisés au lieu d'une base territoriale, rappelle la nécessaire aspiration à travailler et progresser pour rompre avec les spécialisations, les technicismes, les limitations, les cloisonnements : cela fit partie de l'arsenal au service d'une hiérarchie « de fer », avec laquelle l'opportunisme écrasait le parti, faisait passer pour « bolchevisme » de stupides exercices bureaucratiques et hiérarchiques, au lieu de le soutenir par l'emploi organique de toutes les forces militantes.

La transposition à aujourd'hui des leçons de Lénine dans le domaine de la construction de l'organisation politique, ne peut faire abstraction du processus historique parcouru, marqué en lettres de feu par la révolution d'Octobre et par la Troisième Internationale Communiste, couronnement de l'expérience historique du prolétariat mondial. Si, pour la reconstruction du parti, on ne se servait pas des meilleurs matériaux sélectionnés par l'histoire, en employant au contraire de matériaux dépassés et déchus, nous ne travaillerions pas à l'édification du parti communiste international comme puissante force sociale, mais à la construction d'un avorton de parti, une organisation politique qui empêcherait la renaissance du parti. En transposant la question dans le domaine de la tactique, ce serait comme si nous appliquions les concepts opérationnels propres à l'action du parti dans la phase de révolution double à la phase de la révolution univoque.

Selon ce critère correct du déterminisme historico-dialectique, nous avons lutté pendant plus de 56 ans afin de construire un parti communiste unique et mondial, et non pour rééditer la « Ligue des Communistes » ou l'« Association Internationale des Travailleurs », organes de classe, révolutionnaires en 1848 et en 1866, mais utopiques si ce n'est réactionnaires en 1980, au moins de par leur provenance équivoque.

Les falsificateurs de la Gauche soutiennent que si n'est pas dépassée la « phase des cercles » pendant laquelle – notez-le bien ! – auraient été restaurés le programme et la théorie, on ne peut reconstruire le parti politique. Belle découverte que celle de reconstruire programme et théorie sans, dans le même temps, jour après jour, reconstruire l'organisation. Comme si la restauration des bases fondamentales, programmatiques et théoriques, n'était pas l'activité, la lutte, l'action d'une organisation, même petite, mais toujours d'une organisation politique.

Un de nos opuscules les plus significatifs porte le titre « En défense de la continuité du programme communiste ». Il contient les thèses de la Gauche, depuis celles de la « Fraction Communiste Abstentionniste » de 1920 au corps de thèses de 1965-66, dites du « centralisme organique ». Ces thèses cristallisent nos positions fondamentales sur l'arc de ces 46 années, en parfaite continuité les unes par rapport aux autres. Elles contiennent les phases saillantes de la lutte révolutionnaire des communistes pour la construction, le reconstruction et la défense du parti à l'échelle mondiale, de l'organe fondamental, de premier ordre, pour un nouvel « assaut au ciel ». C'est justement dans les thèses de 1965 que se lit expressément pour ceux qui, niant en cœur le qualificatif de parti à notre petite organisation, veulent que nous nous réduisions à une sorte de marxologues : « Avant de conclure au sujet de la formation du parti après la seconde guerre mondiale, il est bon de réaffirmer certains résultats qui ont aujourd'hui valeur de points caractéristiques pour le parti car ce sont des résultats historiques de fait, malgré l'extension quantitative limitée du mouvement, et non des découvertes d'inutiles génies ou de solennelles résolutions de congrès souverains. » Suit la liste des « résultats historiques de fait », acquise par le « petit parti », parmi lesquels, au premier rang, se trouve celui de ne pas « concevoir le mouvement comme une pure activité de presse propagandiste et de prosélytisme politique », mais comme « un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses » ; ainsi est repoussée la position suivant laquelle le petit parti se réduirait à des cercles fermés sans liaison avec l'extérieur ». Et enfin, le rappel péremptoire à ne

pas fractionner l'organisation, à ne pas « subdiviser le parti ou ses regroupements locaux, en compartiments étanches se consacrant uniquement à la théorie, à l'étude, à la recherche historique, à la propagande, au prosélytisme ou à l'activité syndicale : dans l'esprit de notre théorie et de notre histoire, ces domaines sont absolument inséparables et en principe accessibles à tous les militants, quels qu'ils soient. »

Les positions complexes, énoncées sous forme de thèses, c'est-à-dire d'une façon positive, ne constituent pas un beau livre finement relié à placer dans une bibliothèque, mais des règles de vie pratique dont la petite organisation se sert tant pour se former et se fortifier que dans la lutte pour les affirmer, les mettre en œuvre et les défendre contre les ennemis et les faux amis.

## **A qui cela profite-t-il ?**

L'organisation politique du parti, ainsi, se forge et se structure grâce à l'adéquation parfaite de ses fonctions et de ses devoirs spécifiques et complexes au programme et à la tradition du marxisme révolutionnaire. On ne peut y substituer des expédients organisatifs et disciplinaires.

Les détracteurs de la Gauche répètent depuis 7 ans que, jusqu'ici, le parti a vécu une « phase de cercles » et que, pour en sortir, il est nécessaire de prendre des mesures organisatives et même disciplinaires.

En 35 ans, personne ne s'était rendu compte d'avoir vécu dans des cercles et parmi eux. Seuls les théoriciens de la « phase des cercles » ont eu cette puissante illumination. Ainsi, en théorisant fausement, les « doctrinaires » de la dernière heure accréditent le mensonge suivant lequel le parti politique naît après avoir dépassé la « phase de cercle », dans laquelle il aurait incubé. Nous assistons ainsi à une nouvelle série historique : d'abord les « cercles », puis, à l'aide d'opérations organisatives et disciplinaires, « le vrai parti ».

Les « cercles », en réalité, sont une invention des détracteurs de la Gauche pour justifier leurs faux théorèmes politiques, leurs interprétations bizarres, leurs mesures organisatives et disciplinaires malsaines pour « dominer » la « phase du cercle » de l'organisation.

C'est dans le même but que furent inventées par l'Exécutif de Moscou en pleine dégénérescence les « fractions » dans l'Internationale, pour les « combattre » et pour anéantir la Gauche. Nombre de fois, et avec une force incomparablement supérieure à la nôtre, les vieilles générations des communistes de gauche répétèrent ces mêmes considérations, dans les congrès nationaux et internationaux, aux dirigeants, grands et petits, du mouvement communiste. Combien de fois nous sommes-nous entendu dire et répéter que c'étaient lubies de visionnaires, que nous étions des « fractionnistes », et cela suffisait bien pour être chassé du parti avec l'accusation infamante de traître.

Il est facile aujourd'hui de constater l'ignoble fin de ces « bolcheviques de fer », mais il est beaucoup plus difficile de comprendre pleinement de quelle manière les usurpateurs de la révolution ont trahi le communisme, ont détruit le parti. Même alors nous nous entendions répéter la doctrine bourgeoise de « la fin justifie les moyens », attribuée de façon ignoble à Lénine, comme si le moyen était indifférent par rapport à la fin, comme si il n'y avait pas, au contraire, un étroit rapport dialectique entre les moyens à employer et les buts poursuivis. Quand (Thèses de Rome, de Lyon, etc. ) nous avons développé ces thèmes centraux, nous nous sommes vus accuser de « doctrinaires », d'« académiques », de vouloir un parti « désincarné ».

L'aspect le plus honteux de cette fausse doctrine est que l'on essaye de jeter un voile de « pieux » silence sur 35 années de travail et de luttes, avec lesquels s'est forgée une petite organisation, comme si pendant un tiers de siècle on n'en avait pas sué pour préparer non pas le parti, mais un tas de « cercles ».

A vouloir renforcer cette thèse, on ne fait que séparer artificiellement le travail de « reconstruction » de la doctrine de celui de reconstruction du parti politique, en attribuant le premier non pas aux forces du parti, mais au « génie » que l'on révère traîtreusement en publiant ses « œuvres », post-mortem, avec moult nom et prénom.

## Une sévère leçon pour tous

La conservation des forces, surtout en cette phase négative qui dure depuis 54 ans, est une fonction organisationnelle de premier ordre du petit parti. C'est une consigne qui date du temps de Marx et d'Engels, et qui a permis la transmission de la doctrine intacte d'une génération de communistes révolutionnaires à l'autre. Il ne faut pas rompre cette consigne avec de prétendues « phases » et « développement ». On est dans le parti, non par l'effet d'une adhésion formelle, ni à cause d'une discipline quelle qu'elle soit, mais par fidélité inébranlable au programme et à l'organisation qui l'exprime, le pratique, le défend.

Ce n'est pas un unitarisme formel, aussi nocif que le fractionnisme, mais ce n'est pas non plus la prétention vile et stupide d'être un noyau d'élus, imposés par l'histoire, à qui tout serait permis, et en particulier de nier aujourd'hui ce qu'on affirmait hier. La décantation permettant la « sélection des forces » n'est pas un a priori, mais une conséquence de la lutte révolutionnaire. Quand on se met à l'invoquer pour réprimer les forces du parti qui « se trouvent en difficulté » face au devoir difficile d'avancer à contre courant, nous devons en conclure que nous nous trouvons en présence d'une dégénérescence mortelle, et non qu'il s'agit d'une pratique qui renforcerait l'organisation.

Ce ne sont pas des considérations morales ni esthétiques, mais le patrimoine de la Gauche. Soutenir que les « conditions » ne sont pas mures pour les réaliser équivaut à les nier et, en conséquence, à préparer, à la longue, la défaite de la révolution.

Ne jamais permettre à qui que ce soit d'attenter à l'intégrité programmatique et organisationnelle du parti, c'est là l'autre consigne dérivée de la première. Quiconque ose cela, au « sommet » ou dans les « rangs », doit être laissé à la dérive. Il ne faut pas croire que le parti est dans les chefs et que les « grégaires » sont les exécuteurs de leurs ordres indiscutables. Souvent, très souvent, la ligne politique révolutionnaire juste a été donnée non d'en haut, comme le prouve la formidable lutte de la Gauche, à laquelle on opposait comme preuve de vérité révolutionnaire la majorité des consentements, plutôt que la solidité doctrinaire des arguments, en conformité avec le programme et la tradition. Que la forme démocratique des consentements, comme il était coutume dans l'Internationale, soit aujourd'hui écartée n'est pas une justification utile, mais une preuve de supercherie sur le parti. Les saloperies restent toujours des saloperies, avec ou sans la poudre aux yeux des décomptes des votes.

Comme nous sommes détenteurs de la théorie et du programme, de la même façon, nous sommes jaloux de l'organisation. Les adeptes de la fausse doctrine de la « phase du cercle » ne peuvent avoir ces « scrupules », ne parlant pas de parti, quant à eux, mais de « cercles ».

Empêcher à qui que ce soit de pontifier en apportant des solutions pêchées au hasard, avec une ignorance crasse de notre histoire et de notre classe, à la mode des pharisiens, fait oublier que les problèmes centraux ne se présentent jamais sous la même forme, et que le parti ne doit pas être contraint de subir périodiquement des douches tantôt froides, tantôt chaudes, se pliant aux humeurs du premier venu. Le parti doit être en mesure de contrôler chaque aspect de sa vie, chaque fonction de son organisation, de façon à ce que rien n'arrive de manière inattendue, incomprise, mystérieuse. Faire passer pour positions de la Gauche celles qui soutiennent que le terrorisme est un « rayon de lumière » pour le prolétariat, que le folklore politique des groupuscules à base étudiante, intellectuelle, sous-prolétarienne, fait partie du « camp révolutionnaire », que les « comités ouvriers » sont des lubies, et que travailler à



l'intérieur d'eux c'est de l' « activisme », de l'« économisme », et affirmer peu après le contraire, sous l'effet non de changement de situation, mais poussé par l'impatience de ne voir rien aboutir dans l'*immédiat* ; faire passer ces hésitations pour une « tactique » de la Gauche signifie désorienter les militants, semer la défiance dans le parti, en briser l'organisation, compromettre des décennies et des décennies de dur et cohérent travail.

Les théoriciens des « cercles » ne sont pas concernés par de telles préoccupations car ils remédient à tout avec la « discipline » et avec la formule organisative.

Il reste sûr que le parti communiste international n'est pas né des cercles.

Les arguments développés jusqu'ici ont tendu à démontrer que le parti ne naît pas de « tournants » organisatifs, ni de traitements « disciplinaires », mais du travail correct de restauration du programme. C'est sur cette base que s'est toujours élevé et relevé le parti politique de classe. Les forces qui se regroupent autour de toutes les fonctions, dans des proportions requises, dans lesquelles se manifeste la vie du parti, trouvent tout naturellement leur place dans la lutte et leur emploi naturel dans le respect, lui aussi naturel, des principes fondamentaux de l'organisation, qui sont le centralisme et la discipline. Ces principes sont communs à tous les partis politiques, même bourgeois, avec la différence substantielle que, dans le parti communiste, on en trouve l'application que la Gauche définit par l'adjectif « organique ».

Pour éviter toute équivoque, l'adjectif « organique » ne veut pas dire que chaque militant peut interpréter arbitrairement les dispositions du parti, que le parti se structure sans une hiérarchie et que, dans cette hiérarchie fonctionnelle, celui qui se trouve en haut peut arbitrairement donner des ordres, réprimer et condamner. L'Histoire de la Gauche est là pour démontrer que, plutôt que d'enfreindre les règles fondamentales de l'organisation politique du parti, celle-ci a préféré « subir » en « silence », souvent « héroïque ». L'exemple des soi-disant « rétractions » de la « Vieille garde » bolchevique, face aux tribunaux étatiques de Staline, confirme la formidable disponibilité des communistes à renier toutes leurs convictions personnelles quand elles devaient s'affronter avec le principe des principes, l'exigence première du parti politique de classe, pour ne pas offrir à l'ennemi, le capitalisme, l'argument de chantage sur la classe ouvrière selon lequel même son parti en vient à être renié par des révolutionnaires. La leçon de Boukharine, Zinoviev, Kamenev, etc., a été justement de ne pas offrir au monde capitaliste le spectacle de l'insubordination au parti.

Organique signifie que le parti n'est lié à aucune forme d'a priori et qu'il veut être en mesure d'assumer toute forme qui soit fonctionnelle pour la guerre meurtrière et totale du prolétariat révolutionnaire à la société capitaliste. En ce sens, cela n'exclut pas de son arsenal politique, idéologique, tactique et organisatif tout moyen qu'il reconnaît comme efficace pour vaincre son ennemi historique. C'est un parti avec une organisation souple, en mesure de passer d'une phase à l'autre de la lutte des classes, sans sortir de la voie tracée par le programme, et c'est ce qu'a toujours soutenu Lénine, lui aussi.

## **Les principes de l'organisation**

Un parti politique peut exister sans une idéologie, une doctrine, un programme historique qui lui soient propres, mais ne peut exister sans organisation. Le parti fasciste en est un exemple clair. Le parti anarchiste a dû retirer tous ses sophismes pour survivre comme force politique.

L'avantage qu'a le parti communiste est que son organisation ne fonde pas ses principes organisatifs de centralisme et de discipline de façon détachée du programme. L'organisation communiste affirme sa continuité en cela, meurt et resurgit dans le temps, car elle tire son origine et sa force de son programme unique et indivisible. Étant bien entendu que le parti « historique », c'est-à-dire le parti-programme, existe tant qu'existera la société divisée en classes, le parti politique, c'est à dire éphémère, selon

l'expression de Marx, sensible aux fluctuations de la lutte de classe travaille et se meut en organisant ses forces sur la base du centralisme et de la discipline.

Il est bien vrai que le parti ne naît pas des cercles, mais peut se dissoudre dans des cercles quand diminue le respect du programme, de la tactique, des principes organisatifs. Un autre aspect qui caractérise l'application des principes organisatifs dans le parti communiste est que la discipline est spontanée, même quand, pour raison de force majeure, le parti doit se donner une organisation militaire. Il faut aussi répéter ici que spontané ne signifie pas acceptation ou rejet de la discipline selon l'humeur du jour.

Un des arguments principaux que la Gauche a utilisé dans la lutte contre la dégénérescence de Moscou, et contre le stalinisme, était *et est* qu'il est mortel pour le parti d'estimer qu'on corrige les déviations avec des procédés organisatifs et disciplinaires.

Le parti se crée des règles de fonctionnement, qui peuvent varier de phase en phase de la lutte de classe, correspondant à l'action et à l'activité qu'il doit développer. Ces règles doivent pareillement répondre aux exigences précises et aux principes organisatifs, de façon à ne pas troubler l'ordre du parti. S'assurer que la vie interne et le travail du parti se déroulent au mieux n'est pas un aspect secondaire ni moral, dans le sens péjoratif du terme. L'histoire tourmentée de l'Internationale a dû subir la pollution opportuniste même à ces niveaux, que la Gauche, l'ayant pourtant dénoncée en son temps et avec force, ne put éviter. Le petit parti ne peut négliger ces aspects en les estimant secondaires par rapport aux grands problèmes à affronter. Le bon fonctionnement du parti ne vient pas seulement du respect rigoureux du programme, de la tactique et de l'organisation, mais aussi de l'ensemble des fonctions internes et externes. À cet égard, la Gauche a donné des indications précises, sous forme de préceptes qui, dans leur lettre, se réfèrent plus au sentiment qu'à la raison et, pour cela, susceptibles de subir les sarcasmes des néo-bolcheviques de fer, hostiles à tout mouvement de l'âme. La définition selon laquelle « le socialisme est un sentiment » est de Marx et de la Gauche, non de Tolstoï, et on ne voit pas pourquoi ce « sentiment » devrait imprégner l'humanité de demain et pas celle de la « communauté combattante », le parti précisément d'aujourd'hui. La « considération fraternelle des camarades » qui scandalise les imbéciles et offre un prétexte aux hypocrites pour leurs manœuvres diplomatiques, est un des préceptes de vie interne du parti. Il signifie solidarité des camarades entre eux, et non compassion. La solidarité est une force matérielle, non une faiblesse. On se rappelle ce que l'Internationaliste Lénine répondait au « romantique », au « bolchevique de fer » ou d'« acier » par définition, Staline, pour s'être permis de manquer de respect envers sa compagne, Krupskaja, militante du parti<sup>7</sup>.

Un autre précepte de vie du parti est celui, qui semble contredire le premier, suivant lequel « on ne doit aimer personne ». Les hystériques ne peuvent apprécier le haut contenu de vérité du paradoxe, donnent l'interprétation qu'entre camarades ne doivent pas s'interposer des sentiments affectifs, que les camarades doivent être considérés comme des purs instruments, à prendre ou à laisser, d'un parti métaphysique compris comme un Moloch envers quoi tout doit être sacrifié : c'est oublier que le parti politique ne peut exister sans ses militants. Au contraire, la signification du précepte est que « l'on doit aimer tous les camarades » et ne pas privilégier certains et en exclure d'autres.

Est fausse l'image selon laquelle le parti est tout et seulement rationalité, science militante, organe social froid, comme s'il était une machine. Même dans le parti, la rationalité, la science n'appartient pas aux individus, mais au corps complexe de la classe, comprise des marxistes, condensée en textes et thèses qui ont traversé les siècles et les générations. Et science et rationalité n'existeraient pas sans les

---

<sup>7</sup> Staline eut de nombreuses altercations avec Krupskaja et Lénine dans une lettre à Staline du 5 mars 1923 écrivit : « Je n'ai pas l'intention d'oublier si facilement ce qui a été fait contre moi, et il va de soi que ce qui est fait contre ma femme, je le considère comme dirigé contre moi ».

impulsions déterminantes de la passion et du sentiment. Sans instinct, foi, sentiment, il n'existe pas de « renversement de la praxis ». La science pour la science n'existe pas, ni le marxisme pour le marxisme, ni le parti pour le parti. Marxisme et parti sont l'arme et l'organe de l'ultime classe révolutionnaire de l'histoire, le prolétariat. Nous avons repris ces concepts pendant les dernières années de vie de l'Internationale, quand nous étions contraints d'assister à des luttes internes venimeuses qui déchirèrent le corps glorieux du parti international : quand se déclenchaient des luttes fratricides qui n'excluaient pas les coups et dont Staline fut la macabre synthèse.

La scission de notre petit parti en novembre 1973 n'advint pas parce qu'il avait été imposé au parti une discipline « stalinienne », selon la version des scissionnistes, dont le bilan, entre autres choses, est aussi grave que le fut dans ces années troublées et asphyxiantes l'arrogance avec laquelle on a mis la muselière au parti. Les raisons de la scission reposent sur un projet tactique par lequel on voulait déplacer le parti sur le terrain du marasme extrémiste petit-bourgeois, rebaptisé « aire révolutionnaire », avec les « cercles » et les égouts de la « contestation » perpétuelle des étudiants et du sous-prolétariat, qui sont la tête et le bras des semi-classes stériles et réactionnaires. La manœuvre fut soutenue par la fausse doctrine selon laquelle « il faudrait peut-être substituer les Soviets » aux syndicats, faisant sien le principe qui provenait justement du camp de l' « extrémisme » réactionnaire de « la politique d'abord », de la « politique avant tout », avec laquelle on mettait à l'arrière-plan la lutte économique prolétarienne et la reconstruction de l'irremplaçable organisation de classe.

Les mesures organisatives et disciplinaires qui furent prises pour faire passer cette manœuvre servirent à briser les résistances dans le parti et furent accompagnées d'une campagne de dénigrement et de mensonges, dignes des années sombres de l'Internationale de Moscou.

Ainsi, dans la vie interne du parti, on allait en affirmant le faux principe suivant lequel on pouvait impunément passer d'une manœuvre à l'autre par le simple recours à des instruments organisatifs et disciplinaires, avec le terrorisme idéologique et même dans quelques cas non idéologique. Dans les rapports entre camarades prit place de plus en plus la défiance, la diplomatie, et même la haine, justifiée par le nouveau mot d'ordre avancé de la nécessité, pour le bien du parti, de la « lutte politique » dans le parti.

Nous ne nous plaignions pas, alors, de l'aggravation soudaine des mesures disciplinaires, ni du comportement policier des émissaires du centre, car c'est un principe sacro-saint que les communistes ne se plaignent pas de la discipline. Cependant, dans l'usage des moyens, utilisés à l'improviste, les communistes percevaient que quelque chose de peu clair était en train de changer dans le parti et qu'ils feraient bien de s'en méfier. Malgré cela, la soumission du parti au centre fut un acte cohérent et un devoir, sans renoncer à la fonction nécessaire pour tout camarade de contrôler le travail du centre.

Nous rappelons ces faits douloureux, mais aussi pitoyables, indignes de la tradition de la Gauche, aux camarades sérieux et jeunes d'hier, et même à ceux d'aujourd'hui, auxquels la vérité n'a jamais été dite, ou à qui elle est parvenue déformée, pour qu'ils puissent évaluer objectivement que les chemins à travers lesquels passe la destruction du parti sont variés et divers, mais qu'ils se ramènent tous à l'expérience historique que le vrai parti possède et que les camarades sincères ont le devoir de rechercher et de défendre, coûte que coûte.

## **Du parti aux « cercles »**

Une des voies de dégénérescence du parti est celle de sa décadence dans des cercles, de loin la pire, voir totalement improductive. Ce danger subsiste quand il s'agit non seulement d'un grand parti, mais surtout d'un parti dans lequel s'est dilapidé le patrimoine précieux et complexe du marxisme

révolutionnaire. La voie pour disperser ce patrimoine en mille ruisseaux est exactement celle qui donne les moyens pour que se forment et se cristallisent et enfin opèrent dans la même organisation politique de parti des positions divergentes de celles que le parti s'est donné, en cultivant l'illusion selon laquelle le parti ainsi transformé en parti d'opinions peut répondre aux sollicitations plus fermes de la lutte de classe. Nous avons déjà historiquement constaté combien est erronée la prétention généreuse d'attirer des forces hétérogènes au moment où l'on croit que l'on est lancé vers l'attaque révolutionnaire, en espérant que la lutte les amalgamera au moins jusqu'à la victoire, dans la ferme et encore généreuse proposition de s'en détacher après la victoire si ce devait être un obstacle au maintien du pouvoir politique. Nous avons constaté amèrement que, quand ne vinrent pas l'attaque et la victoire, ces forces hétérogènes ont contribué de façon décisive à tuer le parti.

En reparcourant cette route, refusée par l'histoire, le petit parti mourra encore avant de naître en tant que grand parti.

À plus forte raison, quand se vérifie le processus inverse, c'est-à-dire quand, sous l'effet d'une discontinuité organisationnelle, d'oscillations tactiques, de diversité des positions, d'incohérence envers la tradition, le parti, nominale unique, est en réalité une organisation composite, formée de petites parties inégales, qui ne se tiennent que par des règles disciplinaires qui la soutiennent du fait de l'absence de véritables heurts, en raison de la persistance de l'affaiblissement des rapports sociaux.

Les positions que nous exprimons sont celles de la Gauche, du parti d'hier, de 1921, cristallisé dans les Thèses de Rome 1922, de Lyon 1926, dans les positions fermes et cohérentes tenues dans les Congrès de l'Internationale Communiste, dans les bases caractéristiques de 1952 jusque aux thèses de 1965-66.

Nous l'avons sèchement rappelé aussi aux « cercles » soi-disant « internationaux » et « internationalistes » qui nous invitaient à des congrès para constituants du « parti », et qui développaient, et nous croyons développent encore, l'argument selon lequel le parti naît d'une entente, d'un accord entre cercles ou groupes, comme ils les appellent, réunissant les « membres épars » des communistes. Que l'accord puisse exister, nous ne le nions pas. Nous excluons le fait qu'il génère le parti politique de classe, le parti « compact et puissant ».

On doit reconnaître que les « constituants » sont cohérents, car ils font suivre les actes aux paroles. Mais ne sont pas cohérents ceux qui ressassent la fausse doctrine que « le parti naît des cercles » et la pratiquent seulement en cachette, entre les murs de la maison — on se demande encore si c'est par pudeur ou par opportunité, ou pour les deux.

Les positions de la Gauche ne passent pas par le milieu, entre « constituants » effrontés et entre « constituants » pudiques, mais s'affrontent avec les uns comme avec les autres, détracteurs de la Gauche et du vrai parti.

Le parti croît et se développe selon des modes déjà connus, sur la base du patrimoine de la Gauche, et non en additionnant des cercles ou des groupes soi-disant révolutionnaires, vers lesquels est dirigée une politique de liquidation pour en extraire les forces véritablement prolétariennes. Autrement, ce seraient les cercles qui entreraient dans le parti et y porteraient le plus délétère que l'on puisse concevoir. Le parti s'accroîtra en effectifs, peut-être, mais se transformera en une série de cercles et fratries en lutte entre eux, jusqu'à dégénérer.